

La Voix des Communistes



N° 34
2e semestre
2026
2 €

Journal central du **RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES - Marxistes-Léninistes**
Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France



Comment ça, quitter le navire?
Pas du tout...

Les "rats" capitalistes naviguent
propulsés par les vents "profitables"

"Je fais travailler mon argent
là où ça rapporte..."



... "et ça fonctionne à merveille"



Illustration de couverture

"Les rats quittent le navire qui coule"

Le 31 janvier 2025, Sophie Binet était invitée sur RTL. À l'époque - suivant leur habitude - les dirigeants des grandes entreprises se plaignaient que les charges en France sont trop élevées, en évoquant en particulier la surtaxe prévue par le gouvernement dans le Budget 2025. Et le PDG de LVMH, Bernard Arnault, avait déclaré que la taxation du "made in France" poussait à la délocalisation.

Durant son intervention à l'émission, Sophie Binet a qualifié d'"indécente" l'attitude de ces chefs d'entreprise. "Ces propos sont à l'image du comportement des grands patrons aujourd'hui qui coulent le pays, ils n'en ont plus rien à faire de la France, de l'intérêt général." "Leur seul objectif, c'est l'appât du gain, les rats quittent le navire."

L'anecdote met en relief une certaine conception de la défense des intérêts des travailleurs, conception qui en réalité associe les travailleurs aux intérêts des capitalistes, plus précisément aux intérêts du grand capital dans le cadre du système impérialiste international.

Si les réactions critiques envers cette conception peuvent viser Sophie Binet en personne, c'est du fait de son rôle de secrétaire générale de la Confédération, et de l'influence particulière qu'elle exerce à ce titre aussi bien vis-à-vis du public qu'à l'égard des adhérents de la CGT. Mais il faut préciser que la confusion qui règne au sujet des objectifs et des principes d'action touche largement l'ensemble des adhérents de la CGT, de la direction générale aux syndiqués de base, en passant par les responsables intermédiaires.

SOMMAIRE

	Page
Industrie et lutte de classe	4
Annexe à cet article	18
Les luttes contre la domination impérialiste :	
Le cas du peuple kanak	25
Annexe à cet article	34
Les évènements au Moyen-Orient	
et leurs enjeux pour la lutte contre l'impérialisme mondial	37
Venezuela : trompe-l'œil et réalité	45

Le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes-Léninistes (ROCML) est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause. Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France.

Il diffuse *La Voix des Communistes*, qui est son journal théorique et politique.

CONTACTS

**Rassemblement Organisé des
Communistes Marxistes-Léninistes**

roc.ml@laposte.net

<https://rocml.org/>

Industrie et lutte de classe

Un aspect central de la lutte de classe qui oppose les travailleurs aux capitalistes est la question de la défense des emplois. Pour subvenir à leurs besoins vitaux les travailleurs doivent quotidiennement se soumettre à l'exploitation de leur force de travail, source de profit pour le capital et, par là-même, de richesse pour les capitalistes. Être employé par une entreprise pour recevoir un salaire est vital pour un travailleur. Par conséquent les travailleurs sont naturellement poussés à agir contre l'éventualité de perdre leur emploi, d'être licenciés. C'est ce qu'on appelle "la défense de l'emploi".

Voilà ce qui est une revendication, un objectif de lutte, élémentaire. Mais il se trouve que ce constat évident est quasi inévitablement accompagné de multiples concepts et raisonnements qui, pour la plupart, embrouillent les visions à l'égard de ce sujet. Les travailleurs menacés d'être licenciés et agissant pour tenter de garder leur emploi sont confrontés à des difficultés dans l'organisation de la lutte. Le fond du problème, c'est qu'il faut établir un rapport de force permettant de gagner, tout en ne perdant jamais de vue le fait qu'il s'agit d'une lutte opposant la classe des travailleurs à la classe des capitalistes et que toute idée de conciliation entre les intérêts des premiers et ceux des deuxièmes est illusoire - et que dans cette lutte l'illusion mène à la défaite.

Pour mettre en évidence la problématique, nous nous référons à l'orientation poursuivie de plus en plus ouvertement par la direction de la CGT.

On trouve naturellement des formulations élémentaires appropriées.

* Dans le sens de revendications :

- "défendre l'emploi et les savoir-faire";

- "augmenter les salaires : les salaires sont trop bas. Ils doivent être augmentés afin d'assurer une existence normale et digne à tous et afin de reconnaître les qualifications, l'expérience et l'égalité salariale femmes-hommes".

* Et dans le sens de dénonciations :

- "externalisation des emplois industriels au profit de la sous-traitance : une partie des emplois considérés comme industriels seront présentés comme des

emplois de services où les conventions collectives sont souvent moins protectrices, et les salaires souvent plus faibles";

- "politiques d'austérité".

Mais dès qu'il s'agit d'exposer des argumentations concernant plus généralement les problèmes de société, la CGT joue un rôle de semeur d'illusions et prêche sans hésitation une vision fantaisiste de la réalité du capitalisme[1] :

Il faut pour cela inventer un nouveau mode de développement, qui remette l'être humain et le travail au centre, dégagé des intérêts égoïstes au service de la finance, et permette l'implication citoyenne et la démocratie afin que le progrès technique renoue enfin avec le progrès social. Produire autrement et mieux nécessite de s'émanciper du mode de développement libéral qui raisonne à court terme et met en place le dumping social et environnemental pour dégager des marges importantes.

Manifestement ceux qui écrivent "mode de développement libéral" et "nouveau mode de développement" craignent de se retrouver en enfer si jamais ils écrivaient "mode de production capitaliste" et "abolition de la propriété privée des moyens de production". Ils n'ignorent pas cette question, et ils espèrent pouvoir faire semblant d'être "radicaux" avec des formulations vaseuses[2] :

L'appropriation collective des entreprises, et en premier lieu celles ayant une importance stratégique, est indispensable pour le développement économique et social sous des formes élaborées par les travailleurs eux-mêmes et les populations.

Autre exemple[3] :

Reprenre la main sur la finalité de notre travail, telle est notre ambition! Pour ne plus subir les évolutions et les transformations de l'outil de travail, anticipons davantage, travaillons ensemble, avec les États généraux de l'industrie et de l'environnement (EGIE), entre toutes les organisations de la CGT, à construire des projets de diversification, d'innovation et de transformation de l'appareil productif et de reconquête des services publics. En nous réappropriant les projets et activités de nos entreprises, nous pourrions bâtir une économie qui place les besoins des populations et l'environnement au centre et où les richesses sont partagées équitablement, où les décisions sont prises de façon collective et transparente, dans l'intérêt de toutes et tous.

Ces orientations de la CGT sont en harmonie avec les idées diffusées par le PCF[4] :

Non, la vraie question, ce n'est pas qui on met à la place de Macron, qui que ce soit, c'est de trouver comment remplacer les patrons pour gagner la réindustrialisation. Il faut que le monde du travail s'organise, il faut une mobilisation massive du monde du travail pour prendre en main les enjeux industriels, les besoins de formation, d'investissements. Tous ceux qui veulent créer, innover, produire, sont les bienvenus à condition qu'ils placent le travail et les savoir-faire au cœur et qu'ils acceptent de mettre leurs profits au second plan. [...] Fabien Roussel tente de réorienter le parti communiste sur le travail et l'industrie. Mais certains font la fine bouche, comme si l'industrie était quelque chose de mal.

Certaines formulations sont carrément ridicules[5] :

La CGT a appelé le ministre à organiser des assises de l'industrie afin de définir une stratégie ambitieuse de réindustrialisation. Cette démarche doit reposer sur plusieurs leviers : [...] la reconnaissance du rôle essentiel des salarié·es, [...]

Le "rôle essentiel des salariés" dans le cadre de l'économie capitaliste consiste en la génération de la plus-value. Il serait absurde de demander aux employeurs de "reconnaître" ce fait. Du point de vue des travailleurs, on pourrait penser à la question des salaires, mais le vocabulaire - qu'on rencontre effectivement ici et là - qui considère le salaire comme une "reconnaissance" du travail - travail exploité - est tout à fait inapproprié[6] :

Le travail doit être une source d'émancipation. Alors que les salariés sont les producteurs de richesses, les exigences de rentabilité immédiate conduisent à considérer l'humain comme du matériel, comme une variable d'ajustement des coûts. Alors que les salariés sont par nature source de créativité, d'initiatives, nombre d'entre eux ont la boule au ventre en allant travailler.

L'objectif que la direction de la CGT prétend atteindre pour les travailleurs, c'est une vie heureuse - assurée par le système économique capitaliste.

Tous ce qui vient d'être évoqué ci-dessus met en évidence une vision erronée, voire aberrante. Mais il se trouve que certains qui tentent de s'en démarquer, s'égarent dans des critiques confuses.

“Prendre le pouvoir”, une expression interprétée diversement

Ici, bien entendu, le contexte est celui dans lequel nous nous trouvons concrètement : une société basée sur les rapports de production capitalistes, dominée par la classe capitaliste. En outre nous supposons que l'objectif de la “prise du pouvoir” sera celui de passer de cette société capitaliste à une société communiste,

conformément aux bases théoriques élaborées par Karl Marx, Friedrich Engels et Vladimir I. Lénine.

Sous l'angle de la théorie, des défauts de clarté peuvent provenir d'une connaissance incomplète et superficielle du marxisme.

Dans "Le manifeste du Parti communiste", section I. : Bourgeois et prolétaires[7] :

La Bourgeoisie, nous le voyons, est elle-même le produit d'un long développement, d'une série de révolutions dans les modes de production et de communication.

Chaque étape de l'évolution parcourue par la Bourgeoisie était accompagnée d'un progrès politique correspondant.

État opprimé par le despotisme féodal, association se gouvernant elle-même dans la commune; ici république municipale, là tiers-état taxable de la monarchie; puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans les monarchies limitées ou absolues; pierre angulaire des grandes monarchies, la Bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est enfin emparé du pouvoir politique, - à l'exclusion des autres classes, - dans l'État représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité administratif des affaires de la classe bourgeoise.*

** Note : C'est ainsi que les habitants des villes, en Italie et en France, appelaient leur communauté urbaine, une fois achetés ou arrachés à leurs seigneurs féodaux leurs premiers droits à une administration autonome.*

Certains pensent qu'on pourrait modifier substantiellement cet état des choses en obligeant ce "comité de gouvernants gestionnaires" à se soumettre à des "exigences" formulées par le mouvement ouvrier. Une approche quelque peu différente affirme la nécessité de "déposséder les capitalistes du pouvoir"; c'est une formulation plus radicale que de vouloir les "obliger", mais dont la signification pratique reste floue.

Ce genre d'approche est loin de l'analyse historique exposée par Marx. En avril 1871, durant la bataille menée par les forces de la Commune de Paris, il se réfère à son texte "Le 18 brumaire de L. Bonaparte" (rédigé en 1851, publié en 1852)[8] :

*J'y exprime l'idée suivante : la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer de main l'appareil bureaucratique-militaire, mais le **briser** [souligné par nous - ROCML]. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent. C'est bien là d'ailleurs ce que tentent nos héroïques camarades parisiens.*

À notre époque encore, il s'agit de détruire l'appareil d'État tel qu'il a été et est toujours façonné par les capitalistes collectivement, sous différentes formes. La forme courante - préférée pour des raisons pragmatiques - est actuellement celle de la "république démocratique parlementaire", mais contrairement à l'illusion que tente de maintenir la propagande officielle, le passage de cette forme à des formes de régimes implicitement ou explicitement dictatoriaux peut se produire sans enfreindre les règles de base intrinsèques appliquées par la bourgeoisie capitaliste dominante.

Toutefois, parallèlement aux questions de théorie, les difficultés de la pratique militante causent aussi des orientations erronées ou défectueuses. Nous aborderons cet aspect plus loin, ce qui inclura inévitablement la question de la "dictature du prolétariat".

"Désindustrialisation" et "réindustrialisation", une conceptualisation tordue

La direction de la CGT note[9] : "Alors que les dividendes versés aux actionnaires ne représentaient que 5% de la valeur ajoutée dans l'industrie en 1985, ils en représentaient 25% en 2015", et interprète ce constat comme signe d'un "détournement des résultats de l'entreprise et des gains de productivité vers la rémunération du capital". Elle déplore le "manque de compétitivité des entreprises" et que l'industrie soit "fragilisée dans sa capacité à répondre aux besoins économiques, sociaux et environnementaux", et affirme que la cause de cet état de choses, ce "ne sont pas les salaires" (c'est-à-dire le "cout du capital"), mais "la primauté à la financiarisation de la gestion des entreprises industrielles" (c'est-à-dire la "rémunération du capital").

Et au sujet de l'État - du gouvernement -, la CGT le critique parce qu'il "accompagne les entreprises face aux dérives financières"[10] et elle dénonce "l'absence totale de stratégie industrielle de l'État"[11]. Sophie Binet n'hésite pas à lancer des affirmations hasardeuses[12] : "À l'étranger, il n'y a pas de pays industriel qui n'ait pas de stratégie industrielle."

En lien avec ces critiques la CGT appelle le ministre à organiser des assises de l'industrie (c'est une vieille rengaine, déjà coutumière à l'époque de Philippe

Martinez[13]) afin de définir une stratégie ambitieuse de réindustrialisation[14] :

Des solutions existent.

Pour la CGT, il est urgent de mettre en place des assises de l'industrie afin de définir les mesures qui permettront de sauver la production en France. Elle propose d'ores et déjà dix mesures, qui doivent s'appuyer sur des pouvoirs publics renforcés :

5 mesures d'urgence : moratoire sur les licenciements; dispositif national et territorial de gestion de crise industrielle; utilisation des leviers publics (préemption, entrée au capital, nationalisations ciblées); remboursement des aides publiques pour les entreprises qui font des bénéfices; pouvoir renforcé des salariés et élus locaux devant les tribunaux de commerce.

5 mesures structurelles : donner un pouvoir réel d'intervention aux travailleurs; mettre en place une sécurité sociale professionnelle et environnementale, assurant aux salariés le maintien du salaire en transition entre deux emplois; commande publique et politique d'achats comme leviers de transformation et bouclier antidumping; usage des aides publiques comme un levier de planification économique; tarifs réglementés de l'énergie et juste prix bas du carbone.

Tous les raisonnements de la direction de la CGT reposent sur un mécanisme du "non-dit". Le non-dit qui en toute logique est sous-entendu dans les discours cités, c'est que : a) la prédominance du système économique capitaliste est une réalité acceptée, non contestée; b) la "république démocratique parlementaire" est le meilleur système possible d'organisation politique de la société humaine.

Dans le cadre de cette perception globale, peuvent être abordées toutes sortes d'aspects, considérés - selon les cas - plus ou moins essentiels ou accessoires en rapport avec les problèmes d'économie. Parmi ceux qui apparaissent fréquemment, on peut évoquer, pêle-mêle : mondialisation, néocolonialisme, néolibéralisme, protectionnisme, multinationales, délocalisations, désindustrialisation, réindustrialisation. Nous traitons ci-après cette dernière notion.

La question de l'industrie, des fluctuations de la "conjoncture" qui peuvent provoquer des fermetures de sites de production, et des suppressions de postes qui en résultent, constitue depuis longtemps un thème de choix pour les réformistes. Voici à titre d'exemple des extraits d'un texte datant de 2012, intitulé "Sortir de la crise : la nécessaire reconquête de l'industrie", de Nasser Mansouri-Guilani, directeur du Centre d'études économiques et sociales de la CGT[15] :

La crise en cours est systémique, multidimensionnelle. B' crise de système, solutions systémiques! La reconquête de l'industrie fait partie intégrante de ces solutions systémiques. [...] La logique financière a pénétré les entreprises industrielles, pour lesquelles l'exigence de rentabilité, surtout à court terme, est devenue déterminante, amplifiant la désindustrialisation. [...] Au contraire, la reconquête de l'industrie peut avoir pour objectif de répondre aux besoins économiques et sociaux. [...] Il est donc absolument nécessaire de développer les services publics si l'on veut reconquérir l'industrie.

Trois raisons justifient la nécessité d'une réindustrialisation. 1- L'industrie constitue une source de gains de productivité. La recherche d'une économie plus prospère suppose donc de développer l'industrie. 2- Le développement industriel est indispensable à l'augmentation des salaires dans notre pays, car la baisse de l'emploi industriel pèse sur le niveau général des salaires. [...] 3- [...]

[...] Il faut que l'État se dote d'une vision à long terme. [...] L'instauration d'une véritable démocratie sociale dans les entreprises donnant aux salariés le droit et les moyens d'intervention sur les choix stratégiques, constitue un enjeu fondamental. [...]

Plus haut nous avons brièvement résumé notre analyse des orientations adoptées par la direction de la CGT. Toutefois, la question du rôle de l'industrie et de la place qu'elle prend dans le cadre de l'économie - mondialement et au niveau de chaque pays - est posée à divers niveaux, et en particulier parmi les organisations se fixant comme objectif l'abolition du système d'économie capitaliste.

Historiquement, l'industrie comme élément essentiel des activités économiques émerge durant les années 1780 à 1850. Elle est au centre du système économique du capitalisme, lequel par la suite se développe dans le cadre du système capitaliste impérialiste au niveau mondial. Le texte de Lénine sur l'impérialisme est connu. Néanmoins voici un rappel des principaux points, puisque plus loin nous formulerons quelques observations à ce sujet.

Lénine :

Premièrement, le monopole est né de la concentration de la production [...] les monopoles sont engendrés par la concentration de la production. [...] les monopoles ont entraîné une mainmise accrue sur les principales sources de matières premières [...] le monopole est issu des banques [...] elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier [...] l'"union personnelle" du capital industriel et du capital bancaire [...] Une oligarchie financière qui enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise

d'aujourd'hui [...] le monopole est issu de la politique coloniale. Aux nombreux "anciens" mobiles de la politique coloniale le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les "zones d'influence", - c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, de concessions, de profits de monopole, etc., - et, enfin, pour le territoire économique en général. Quand [...] le monde entier se trouva partagé, alors commença forcément l'ère de la possession monopoliste des colonies et, partant, d'une lutte particulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe.

Depuis, l'évolution de ce système a traversé des périodes successives marquées par des phénomènes variés. Il ne s'agit pas d'étapes distinctes, dont chacune serait basée sur des caractéristiques propres remplacées par d'autres durant l'étape suivante.

Quelques constats peuvent illustrer cette réalité.

* Lénine observait que le capital financier était désormais lié aux banques et non plus à la bourse. Or, en l'état actuel des choses, le capital financier - de dimensions fortement élargies en comparaison des années 1920 - est composé autant du secteur des banques que de celui des bourses de valeur.

* Après la 2^{de} Guerre mondiale, des luttes de libération nationale et plus précisément des mouvements pour l'établissement d'un État national indépendant ont abouti à la dislocation - incomplète - des empires coloniaux. La concurrence pour le partage du monde s'est poursuivie sous des formes moins directes, par des dispositifs de financement internationaux et des investissements de la part des groupes multinationaux. À la différence du colonialisme antérieur, tel ou tel pays concerné n'est plus sous domination directe d'une seule puissance impérialiste déterminée. Néanmoins, les événements actuels montrent que l'objectif des "empires" impérialistes englobant une région entière - conçu en respectant le contexte global postcolonial - fait toujours partie des projets envisagés par les puissances impérialistes dominantes. Ainsi Poutine propage l'idée d'une Russie englobant tout le continent "eurasien", et Trump imagine pouvoir étendre la domination US sur tout le continent des Amériques du Groenland jusqu'au Cap Horn.

* À partir des années 1970 s'est établi un contexte désigné par les termes équivalents de "mondialisation" ou "globalisation". Les flux financiers se développent selon des voies et des moyens variés, dont les

investissements croisés entre les principaux pays impérialistes. Les opérations selon ces mêmes mécanismes étaient d'usage aussi antérieurement. Dans les années 1920, de nombreuses grandes entreprises US disposaient d'importants investissements en Allemagne, dont IBM, General Motors, Ford. D'autres sociétés US, sans effectuer des investissements directs, ont conclu des partenariats stratégiques avec des entreprises allemandes, par exemple Standard Oil of New Jersey (l'actuel Exxon). Au début des années 1930, un cercle d'une vingtaine des plus grandes entreprises US entretenait des liens avec l'Allemagne.

Quand il s'agit d'investissements effectués à l'étranger par de grands groupes ayant leur centre dans les pays impérialistes dominants, un critère de choix consiste à cibler des localisations et des contextes qui permettent de faire en sorte que la valeur de la force du travail - rémunérée par le salaire - se trouve réduite. Ainsi, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, les chefs d'entreprise US possédant des actifs en Allemagne observaient le régime national-socialiste : celui-ci respectait les principes de base du capitalisme tout en accentuant l'emploi de la force répressive à l'égard des travailleurs. La plupart des entreprises en Allemagne, y compris les succursales américaines, pouvaient ainsi réduire considérablement leurs coûts de main-d'œuvre.

En résumé, depuis l'apparition du système capitaliste, d'une façon ou d'une autre se sont approfondies les interconnexions qu'il crée, à distance ou à proximité, unilatérales ou bilatérales, couvrant quasiment la planète entière dans tous les sens. Les pays ont privilégié tantôt plus d'intégration économique et tantôt plus d'isolement, selon le contexte géopolitique et au gré des idéologies, des technologies et d'autres facteurs. La phase actuelle est marquée par une remise en cause des liens existants, mais le principe d'une économie "mondialisée" persiste.

Pour en venir à la question de la "désindustrialisation", voici une citation prise au hasard[16] :

C'est à partir de 1972 que l'on observe une baisse drastique de la part de l'industrie française dans le PIB. Pendant près de 50 ans, les chiffres n'ont cessé de chuter, pour atteindre 9% en 2020, contre 19% en 1972. De son côté, l'évolution des emplois dans l'industrie manufacturière reste probablement le marqueur le plus parlant de la désindustrialisation. En effet, la part d'emplois industriels représentait 37,4% en 1982, contre 13,3% en 2020. Si certains territoires ont réussi à compenser la destruction d'emplois par de nouvelles

activités ou une automatisation de leur production, d'autres se sont retrouvés durablement dans une situation de crise économique. La fermeture de nombreux sites industriels a provoqué une perte de compétences et de savoir-faire, clés pour la renaissance industrielle.

Les données concrètes citées sont effectivement significatives. Néanmoins le terme couramment employé de "désindustrialisation" est mal choisi. À partir de chiffres statistiques et d'observations factuelles partielles utilisés dans les argumentations, il extrapole implicitement une tendance vers "zéro industrie". C'est une interprétation viciée, renforcée par un effet d'œillères dû au fait qu'elle se focalise strictement sur le cadre national de la France.

Pour nous, la problématique de l'industrie - comme toutes les autres - doit être examinée en tenant compte de la situation du système capitaliste impérialiste dans sa globalité, au niveau mondial. Évidemment, il faut affiner les analyses jusqu'au niveau national, mais pas isolément du global. La bourgeoisie française, le capital "français", les entreprises implantées en France sont intrinsèquement intégrés dans le système capitaliste impérialiste mondial, et ce fait influence l'ensemble de leur "conscience professionnelle", propre à la classe capitaliste.

Alors, si le terme "désindustrialisation" nous paraît inapproprié pour décrire la réalité visée, cela est encore plus le cas pour le terme "réindustrialisation". Ce dernier, utilisé pour désigner un objectif, signifie qu'il faut "ramener l'industrie" dans le pays, la "sauver", l'idée étant au bout du compte qu'il faut "sauver la France"... mais tel que le problème est posé, il s'agirait de la France capitaliste.

Autour de l'industrie, des enjeux multiples

Qu'il y ait un phénomène de déplacement des activités industrielles, des pays impérialistes dominants vers des pays n'ayant pas atteint ce stade - surtout vers des pays à développement économique fortement limité - est un fait avéré. Et une analyse de ce fait doit prendre en considération les mécanismes de cette évolution dans ces deux sphères concernées du système économique mondial. Mais pour être pertinente, cette analyse doit aller de pair avec un examen de l'ensemble des facteurs qui interviennent à l'égard du secteur industriel dans les pays impérialistes concernés. Les décisions concernant l'industrie présente dans ces pays ont des motivations multiples,

qui ne se réduisent pas à la diminution des couts salariaux. Fondamentalement, la seule et unique motivation qui anime le capital - les capitalistes - est de faire des profits, le maximum de profits (donc, évidemment, pas de satisfaire les besoins des travailleurs) et cela sera toujours ainsi sous le capitalisme. La question des salaires est un élément primordial, mais d'autres peuvent être importants également, en fonction de circonstances particulières. En résumé, le contexte global est caractérisé par les enjeux de la concurrence interimpérialiste, qui ne se limitent pas à la question du cout de la main-d'œuvre.

En premier lieu, l'arrière-plan qui détermine les mouvements des capitaux est double, il est composé des détenteurs des capitaux d'une part, et de l'autre, des gouvernements nationaux. Comme indiqué plus haut, ces derniers sont "un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière". Mais il s'agit de deux sphères dont les domaines et modalités d'action et d'influence sont différents. Les capitalistes gèrent le capital dont ils sont propriétaires, ils le "font travailler" selon les "opportunités" qui laissent espérer l'obtention de bénéfices (profits). Or l'économie capitaliste, comme tout autre système économique, ne fonctionne pas dans une sphère virtuelle, elle s'ancre sur un territoire et en contact avec des populations. Les gouvernements s'occupent d'entretenir de manière appropriée ce cadre sur lequel viennent se greffer les structures propres aux entreprises créées et entretenues par les capitalistes. Or les responsabilités qui dans ce contexte incombent aux deux "partenaires" sont strictement et précisément circonscrites. Les capitalistes sont libres de retirer les capitaux investis du pays concerné; quant aux gouvernements impliqués, ils ne sont pas chargés d'assurer le bien-être des habitants, ils veillent seulement à adapter la vie des personnes en adéquation avec les critères découlant des activités économiques, du point de vue des capitalistes.

Le montant des bénéfices réalisés par une entreprise est influencé non seulement par les caractéristiques du procès de production - durant lequel intervient la valeur de la force du travail -, mais aussi par la phase de vente des marchandises. Dans le produit sortant de l'usine, la plus-value qu'il porte en lui est virtuelle. Pour que cette plus-value engendre des bénéfices comptables, la marchandise doit trouver acheteur, c'est ainsi seulement que son prix de vente se transforme en chiffre d'affaires. Ce facteur intervient

également pour le choix des localisations de production, en coordination avec les considérations concernant la force de travail.

*** Le cout de la main-d'œuvre n'est pas le seul critère déterminant le choix des implantations d'usines**

Airbus en Chine [17]

Pour répondre à la demande mondiale, Airbus produit la famille A320 dans quatre sites d'assemblage final : à Hambourg (Allemagne), à Toulouse (Haute-Garonne), à Mobile (USA), et à Tianjin (Chine). Avec ce réseau industriel mondial, l'avionneur cherche à augmenter progressivement ses cadences de production afin d'alimenter les deux marchés les plus dynamiques du transport aérien : l'Asie et l'Amérique du Nord.

En Chine le niveau des salaires des travailleurs est réduit. Mais l'implantation industrielle d'Airbus est motivée aussi par l'objectif d'un volume de vente élevé. Présent en Chine depuis 2008 (à l'époque avec une chaîne de montage), Airbus y a assemblé près de 780 appareils et détient désormais 55% du marché chinois (loin des 10% enregistrés dans les années 1990), devant Boeing. Une nouvelle chaîne d'assemblage final est en cours de construction et multipliera par 2 ses capacités de production en Chine. Opérationnelle en 2026, elle doit permettre d'atteindre son objectif de 75 A320 produits par mois d'ici à 2027, contre environ 60 aujourd'hui.

USA/Europe - industrie pharmaceutique

Le secteur de l'industrie pharmaceutique est marqué par des aspects de fonctionnement particuliers, liés aux systèmes de santé organisés diversement selon les pays et les régions. En Europe, les prix des médicaments sont régulés, contrairement aux USA où ils sont plutôt élevés. Peu après être élu président en 2025, Trump a lancé une manœuvre pour mettre sous pression les laboratoires, en menaçant d'appliquer des droits de douane élevés. Dans un premier temps les laboratoires pharmaceutiques ont exprimé leur hostilité, le laboratoire Roche ayant même indiqué qu'une telle mesure remettait en question ses investissements dans le pays.

Les USA représentent le plus gros marché pharmaceutique dans le monde, avec plus de 44% des ventes mondiales, d'après les chiffres des entreprises

du médicament datant de 2023. À titre de comparaison, la France est à 2,9% et le Canada à 1,9%. Ultérieurement, de nombreux laboratoires européens ont annoncé de gros investissements aux USA. Le britannique AstraZeneca a annoncé investir 50 milliards de dollars d'ici à 2030 aux USA, afin d'y fabriquer des médicaments, d'étendre certaines productions, et de financer ses programmes de recherche. Avec cet investissement, le laboratoire qui a enregistré déjà plus de 40% de son chiffre d'affaires aux USA l'année précédente, compte réaliser un chiffre de 80 milliards de dollars d'ici à 2030, "dont 50% générés aux USA". Parmi les autres laboratoires qui ont réagi en annonçant y investir : le suisse Roche a promis un investissement de 50 milliards de dollars jusqu'à 2030. Novartis, un autre laboratoire suisse, a avancé le chiffre de 23 milliards. En mai 2025, le français Sanofi a annoncé 20 milliards.

Trump se montre émerveillé, il commente sur son réseau social *Truth Social*[18] : "Les prix des médicaments vont diminuer de 59%, et ce n'est pas tout! L'essence, l'énergie, les courses, et toutes les autres dépenses, ça baisse. Pas d'inflation!" Par la suite des accords de baisses de prix aux USA sont conclus avec Pfizer, AstraZeneca, EMD Serono (une filiale du laboratoire allemand Merck), Novo Nordisk et Eli Lilly, puis en décembre neuf nouveaux accords sont annoncés, avec Sanofi, Novartis, MSD, GSK, Gilead, Genentech, Amgen, Bristol Myers Squibb et Boehringer Ingelheim. De fait, 16 des 17 grands groupes pharmaceutiques mondiaux que Trump a sommés, dans une lettre, le 31 juillet 2025, de réduire drastiquement leurs prix aux USA, sous peine de les matraquer de droits de douane, ont signé des accords avec le gouvernement[19]. Le dernier laboratoire à manquer à l'appel, l'américain Regeneron, devrait suivre d'ici peu.

Pourtant, des commentaires réalistes relativisent les relations entre différents aspects[20]. "Ces investissements représentent avant tout une tendance de fond, ils ont dû être programmés depuis des mois voire des années. C'est aux USA que les entreprises réalisent une énorme part de leur chiffre d'affaires, avec une rentabilité supérieure"[21], les prix des médicaments étant beaucoup plus élevés que dans la plupart des autres pays.

Les réactions aux efforts de Trump pour obtenir des baisses de prix des médicaments vont de pair avec

des démarches en Europe, concernant la question des prix, mais en sens inverse. Mi-avril 2025, une trentaine de laboratoires, parmi lesquels Novo Nordisk, Pfizer, Roche, Sanofi, Merck, GSK, Eli Lilly et Servier, ont rédigé une lettre à l'attention de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen[22]. Dans ce courrier, les patrons de ces grands groupes réclament à l'Europe "des mesures audacieuses" en matière de compétitivité. Sans quoi "d'ici à trois mois, 16,5 milliards d'euros d'investissements prévus pourraient être transférés hors d'Europe". Dans le détail, ils demandent de revoir la politique des prix des médicaments en Europe, qui serait moins avantageuse qu'outre-Atlantique, mais aussi le cadre réglementaire comme la durée du processus pour les essais cliniques.

Des revendications ont été répétées une nouvelle fois par les patrons de Novartis et Sanofi dans une tribune publiée dans le *Financial Times* fin avril 2025 [23]. "Les perspectives sont prometteuses aux USA, grâce à des politiques et réglementations favorisant un accès rapide et large des patients aux médicaments innovants. Malheureusement, ce n'est pas le cas de l'Europe", écrivent ainsi Vas Narasimhan (Novartis) et Paul Hudson (Sanofi).

Les laboratoires US sont bien placés dans la hiérarchie mondiale du secteur.

Laboratoires US :

Pfizer, N°2; AbbVie, N°4; Merck & Co, N°5;
Johnson & Johnson, N°7;
Bristol-Myers Squibb, N°9; Eli Lilly, N°10.

Laboratoires Europe :

Roche, Suisse, N°1; Novartis, Suisse, N°3;
GlaxoSmithKline, Royaume-Uni, N°6;
Sanofi, France, N°8.

Ainsi, dans le cas traité ici, les efforts déployés pour inciter les groupes pharmaceutiques étrangers à installer des sites aux USA ne sont pas motivés par des considérations liées à l'"industrialisation".

*** La fermeture d'usines n'est pas due à un objectif qui serait de faire de la France "un pays sans usines"**

Le cas d'ArcelorMittal France

Le 27 novembre 2025 l'Assemblée nationale a adopté en première lecture une proposition de loi de La France insoumise visant à nationaliser ArcelorMittal France, dans un contexte de grande

difficulté pour la sidérurgie française[24]. Le gouvernement, défavorable à la mesure, estime que la bataille se mène à l'échelle européenne.

Les origines d'ArcelorMittal France datent de juin 1948, avec la constitution d'Usinor (Union sidérurgique du nord de la France)[25]. L'entreprise naît de la fusion de deux grands groupes sidérurgiques, les Forges et aciéries du Nord et de l'Est, et les Forges et aciéries de Denain-Anzin. Le groupe s'impose rapidement comme l'un des acteurs majeurs de la sidérurgie française, aux côtés de Sacilor. Par ailleurs, en décembre 1950, est constitué le groupe Sidélor (Union Sidérurgique Lorraine) par la fusion, dans une même société, de plusieurs mines de fer et usines sidérurgiques.

Dans les années 1960, Usinor fait deux choix stratégiques majeurs : l'acquisition du groupe sidérurgique Lorraine Escaut et la concentration de ses investissements sur les usines de produits plats. En 1964 intervient la création de la Société des Aciéries et Laminoirs de Lorraine (Sacilor) par Sidélor et Wendel&Cie (en 1871 a été créée la Société des Petits-fils de François de Wendel et Cie (transformée en Société de Wendel et Cie en 1880).

En 1982, sous l'influence de la crise sidérurgique des années 1970, l'État décide de nationaliser Usinor et Sacilor, dans le cadre du grand plan d'étatisation de nombreux secteurs de l'économie voulu par le nouveau président, François Mitterrand. En 1983, Usinor ferme ses usines historiques de Denain. Prévue dès leur nationalisation, la fusion entre Usinor et Sacilor intervient en 1986. Cette restructuration s'accompagne d'une réduction d'effectifs de plusieurs milliers de postes. Certaines usines du groupe en France reprennent alors le nom historique de Sollac (Société lorraine de laminage continu), appellation qui sera toutefois de nouveau abandonnée après 2005.

Au cours des années 1990, Usinor-Sacilor - alors détenue à 80% par l'État, et 20% par le Crédit lyonnais - recentre ses activités sur des produits considérés comme haut de gamme (aciers plats et longs au carbone, inox, etc.). Cette transformation s'accompagne d'une nouvelle vague de licenciements, présentée comme nécessaire au redressement du groupe. En 1995 l'État organise la cession au public de la majorité du capital d'Usinor-Sacilor. La plus grande part est réservée aux investisseurs institutionnels,

l'État ne retient que 8%. En 1997 le groupe reprend le nom d'Usinor.

En 2001, Usinor fusionne avec le Luxembourgeois Arbed et l'Espagnol Aceralia. La nouvelle entité, baptisée Arcelor - contraction des noms Arbed, Aceralia et Usinor - prend la tête de l'industrie mondiale de l'acier, avant d'être dépassée en 2004 par le groupe indien Mittal. En 2006, Mittal Steel lance une OPA hostile sur Arcelor. L'opération aboutit à leur fusion et donne naissance au plus grand groupe sidérurgique mondial : ArcelorMittal.

En 2014, le site de Dunkerque (Nord) devient un centre stratégique pour le groupe. ArcelorMittal annonce une nouvelle initiative pour construire à Dunkerque sa première usine d'acier zéro carbone, avec l'aide de l'hydrogène vert, dans le cadre du plan "H2 Green Steel". Le projet est finalement abandonné. ArcelorMittal suspend fin 2024 ses plans d'investissements dans la décarbonation en Europe. Depuis 2008, la production d'acier dans l'UE a diminué de 30% pour atteindre en 2023 son plus bas niveau historique, et 100.000 emplois ont disparu. Arcelor Mittal France envisage alors de fermer plusieurs sites. En 2025, ArcelorMittal France compte 15.350 salariés, répartis sur ses 40 sites de production. En avril, ArcelorMittal annonce la suppression de plus de 600 postes en France, dont près de la moitié à Dunkerque. Parmi les facteurs motivant cette mesure, sont évoqués la baisse de la consommation en Europe, la concurrence de la Chine avec son acier à bas prix, les prix élevés de l'énergie en Europe, les taxes douanières pesant sur les exportations vers les USA. En juin, le groupe cède au sidérurgiste japonais Nippon Steel la participation (50%) dans leur coentreprise américaine Calvert[26].

Commentaire

Les développements et transformations parcourus par ce complexe d'industrie sidérurgique ont été les résultats de décisions prises par les détenteurs des capitaux incarnant en termes d'argent les installations et ressources physiques qui composent - dans leurs constellations successives - les moyens de production concernés. Ces décisions étaient déterminées par l'objectif de réaliser des bénéfices (profits). Au fil du temps, les capitalistes impliqués ont observé des réalités et événements complexes - qui en bonne partie échappaient à leur contrôle -, et ont finalement décidé

de se désengager pour chercher ailleurs des moyens pour "faire travailler" leurs fortunes.

Quant au gouvernement, son rôle de "comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière" (voir plus haut) n'impliquait nullement l'obligation de prendre le relais des investisseurs "défaillants". On ne peut rien reprocher à un gouvernement, à part d'être ce qu'il est : un gouvernement faisant partie d'une superstructure basée sur l'économie capitaliste. Des forces politiques considérées "de gauche", et aussi la CGT, s'affairent autour d'une proposition de loi "visant à la nationalisation d'ArcelorMittal France afin de préserver la souveraineté industrielle de la France". Rien de bien n'en sortira.

Par quelles voies, quelles actions mener la lutte?

En premier lieu il faut clairement déterminer l'objectif : l'abolition, en France, des rapports sociaux de production capitalistes et l'instauration de rapports sociaux de production socialistes. La base de toute société consiste en sa structure économique, mais celle-ci est intrinsèquement liée à un régime politique et juridique déterminé, mis en œuvre par ce que l'on nomme "l'appareil d'État".

Ainsi, en fixant comme objectif l'instauration de rapports sociaux de production socialistes, il faut déterminer le régime politique à mettre en place - de fait, l'acte politique sera le premier pas vers la réalisation de l'objectif tel qu'il est fixé du point de vue de l'économie. À cet égard, l'étude des écrits de Lénine est indispensable.

Une particularité fondamentale de l'objectif posé consiste dans le fait qu'un mouvement révolutionnaire au sens non figuré, c'est-à-dire insurrectionnel, sera nécessaire pour l'atteindre. Il faudra vaincre le pouvoir détenu institutionnellement par la classe capitaliste. En Russie, en 1917, a été renversé le régime tsariste; et les forces dirigées par le Parti communiste bolchévique ont instauré la dictature du prolétariat. Lénine insiste à diverses reprises sur la caractéristique fondamentale de cet événement, qui incarne la façon dont - dans l'avenir, partout dans le monde - les combats pour l'abolition du capitalisme en faveur du socialisme devront nécessairement se dérouler[27] : "La question de la dictature du pro-

létariat est la question essentielle du mouvement ouvrier moderne dans tous les pays capitalistes." Concernant le terme "dictature" en général[28] : "La notion scientifique de dictature s'applique à un pouvoir que rien ne limite, qu'aucune loi, qu'aucune règle absolument ne bride et qui se fonde directement sur la violence." Et donc[29] : "La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi." Précision : Un processus révolutionnaire, une fois déclenché, passe fatalement par une période plus ou moins prolongée de confrontations violentes, puis atteint une issue par la défaite de l'ennemi, avec une situation stabilisée dominée par un pouvoir nouvellement établi en concordance avec les objectifs de la révolution. Les explications de Lénine concernent ce processus.

Parallèlement à ces considérations de portée générale, il est essentiel de se référer aux caractéristiques concrètes de la révolution d'octobre 1917 en Russie dans son déroulement historique. Le 2e congrès de l'Internationale communiste (juillet-août 1920) a adopté des "Thèses sur les conditions pour la création de soviets des députés ouvriers"[30] :

En Russie, les soviets des députés ouvriers naquirent pour la première fois en 1905, au moment du grand enthousiasme du mouvement révolutionnaire des ouvriers russes. Déjà en 1905, le soviet pétersbourgeois des députés ouvriers fit d'instinct ses premiers pas vers la conquête du pouvoir. [...] Lorsqu'en 1916, au début d'un nouvel et puissant effort révolutionnaire, l'idée naquit en Russie de créer promptement des soviets de députés ouvriers, le parti bolchévik prévint les ouvriers du danger que présentait la formation immédiate de soviets en leur faisant remarquer qu'ils ne seraient opportuns que le jour, où la révolution aurait commencé, l'heure venue de livrer combat pour le pouvoir. Au début de la révolution de février 1917, en Russie, les soviets des députés ouvriers se transformèrent en soviets de députés ouvriers et soldats. Ce n'est qu'après les journées de juillet et l'insuccès de l'attentat contrerévolutionnaire de Korniloff[31], que les grandes masses populaires se mirent en branle et que se produisit le krach du gouvernement contrerévolutionnaire des bourgeois-conciliateurs, que les soviets de députés ouvriers s'épanouirent à nouveau et gagnèrent dans le pays une influence exclusive. [...]

Les faits précités prouvent que des prémices déterminées sont nécessaires pour créer les soviets. On ne pourra donc organiser des soviets de députés ouvriers, et les transformer en soviets de députés ouvriers et soldats, que lorsque seront réunies trois conditions précises, à

savoir : a) enthousiasme révolutionnaire général dans les milieux les plus vastes composés d'ouvriers et d'ouvrières, de soldats et de toute la population laborieuse; b) crise économique et politique poussée au point où le pouvoir échappe peu à peu des mains du gouvernement précédent; c) lorsque dans les rangs des masses de travailleurs et, avant tout, dans ceux du parti communiste a mûri la ferme résolution d'engager une lutte décisive, systématique et d'après un plan arrêté, pour la conquête du pouvoir.

Actuellement en France l'éventualité de la création de "soviets" se situe évidemment au-delà de l'horizon atteignable dans un futur proche, ni même moyennement éloigné. Néanmoins les organisations marxistes-léninistes doivent orienter leur activité et leur propagande en gardant cette référence comme boussole[32].

Au cas où ces conditions ne sont pas remplies, les communistes peuvent et doivent propager systématiquement et opiniâtrement l'idée des soviets, la vulgariser dans les masses, démontrer aux plus profondes couches de la population que les soviets constituent la seule forme gouvernementale correspondant aux besoins de la période de transition au communisme intégral.

Nous nous efforçons effectivement de "propager systématiquement et opiniâtrement l'idée des soviets". Mais en même temps il faut assumer - énergiquement et patiemment - la tâche de défense des intérêts des travailleurs, à tous les égards. C'est au cours de ces activités militantes qu'apparaissent les difficultés que nous devons affronter. Dans le cadre du texte présent, concernant la question de la "désindustrialisation", il s'agit avant tout de la lutte contre les fermetures de sites et les suppressions d'emplois, dans le secteur de l'industrie. Or, dans la pratique, les luttes revendicatives dans ce cadre sont souvent marquées par la formulation de mots d'ordre et d'objectifs qui tendent vers le réformisme.

Exemple, un tract du PCRF, "Message de soutien aux salariés de JTEKT en lutte!"[33] :

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France apporte tout son soutien fraternel et de classe aux salariés de Jtekt, en lutte pour la préservation des emplois.

Le corps de l'article formule des explications et des revendications correctes. Cependant, le texte se termine sur l'annonce d'une "campagne nationale intitulée "Accusons le capitalisme", sur des thèmes comme "Pour nos emplois"

Il explique que l'objectif est :

de lier les revendications quotidiennes de la classe ouvrière avec la nécessité du renversement révolutionnaire

du capitalisme-impérialisme associé à l'édification du Socialisme-Communisme. Dans un premier temps en rassemblant la classe ouvrière et toutes les victimes du capitalisme autour de mots d'ordre comme "pour le maintien de tous les emplois et l'interdiction de tous les licenciements!", "pour la nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier des monopoles qui cassent l'emploi!", etc.

"Maintien de tous les emplois", "interdiction de tous les licenciements" - ce sont des exigences incompatibles avec le système capitaliste. Vue sous cette angle, la lutte échouera fatalement.

Alors de deux choses l'une : soit les militants du PCRF sont bêtement têtus, soit ils suivent un raisonnement particulier (qu'on trouve chez les trotskistes) : "les travailleurs vont apprendre par l'expérience que la satisfaction de ces revendications ne peut pas être obtenue sous le capitalisme", et qu'il faut donc "aller plus loin".

Un tract plus ancien du PCRF, "Réindustrialiser le pays, c'est combattre le capitalisme", pousse d'ailleurs le paradoxe (ou l'hypocrisie) jusqu'à l'absurde[34] :

Mettre en discussion la question de la désindustrialisation du pays et surtout la nécessité de réindustrialiser, est une initiative de la CGT extrêmement importante. Parce que la classe ouvrière est amenée à devenir la classe dominante de ce pays, si elle récupère sa conscience de classe et sa capacité à entraîner l'ensemble des couches populaires, cela doit contribuer à lui faire aborder les problèmes en tant que porteuse des intérêts de l'avenir de la Nation. [...]

Par conséquent se battre pour la réindustrialisation, c'est se battre contre le capitalisme, non pas pour l'améliorer mais pour le renverser. On peut faire tous les plans, on peut faire tous les investissements publics possibles, l'expérience montre que le grand Capital ne change en rien sa détermination à tenter de réaliser les profits maximums de la manière la plus rentable pour lui.

C'est donc avant tout en jouant son rôle de syndicat de lutte de classe, combattant le capitalisme et ses méfaits dans tous leurs aspects, que la CGT pourra le mieux jouer son rôle pour la réindustrialisation du pays. Ce combat passe par l'exigence de la nationalisation des groupes monopolistes et financiers sans indemnisations des gros actionnaires (autre chose sont les petits épargnants et les fonds de participation des travailleurs) et des propriétaires de grandes fortunes! Sur cette base les investissements doivent être publics, décidés à partir d'un appareil d'État nouveau qui soit le représentant du peuple travailleur et dans le cadre d'un plan centralisé élaboré démocratiquement en fonction des besoins des travailleurs et de l'avenir de l'humanité en ce qui concerne les retombés écologiques.

Il n'y a là rien à inventer. Cela s'appelle la première étape du communisme : le socialisme!

Évoquer vaguement "un appareil d'État nouveau qui soit le représentant du peuple travailleur", puis terminer en affirmant qu'il s'agit là de "la première étape du communisme : le socialisme" - c'est une manipulation éhontée du marxisme-léninisme. Si l'on accepte les enseignements de la révolution de 1917 en Russie, on sait que la réalisation du socialisme comme première étape du communisme nécessite l'instauration préalable de la dictature du prolétariat. Si l'on rejette l'idée de la dictature du prolétariat, il faut le dire clairement, et ne pas faire semblant de se référer à la conception marxiste-léniniste de la révolution prolétarienne.

Contrôle ouvrier

L'idée d'un principe de "contrôle ouvrier" a fait l'objet de critiques de fond à l'époque de l'Internationale communiste. Cette idée continue d'être évoqué ici et là par des organisations politiques et aussi dans le cadre de la CGT. En général, les formulations sont confuses. Le flou artistique qui les caractérise témoigne de l'incompréhension qui règne à ce sujet. Par exemple[35] :

Les secteurs comme celui de la Chimie, entre autres, doivent faire l'objet d'une expropriation des actionnaires, avec socialisation des moyens de production et un contrôle ouvrier sur la production. Ce ne sera qu'en renversant le système capitaliste que nous trouverons enfin la sécurité et la dignité de l'emploi, hors de toute logique de rentabilité, et que nous pourrons jouir pleinement des richesses que nous produisons.

Nous ne pouvons attendre aveuglément d'être chacun, chacune, aux bords du précipice pour réagir face aux patrons lorsqu'ils prétendent qu'ils n'ont pas d'autre option que de licencier. Nous devons imposer l'ouverture des livres de comptes! Toutes les entreprises doivent dévoiler leurs comptabilités aux représentants des travailleurs afin que nous puissions observer la situation réelle. C'est le premier pas vers un véritable contrôle ouvrier, qui, en cas de dérive et de mensonges pour nous enlever des droits, doit nous mener systématiquement dans le combat de classe contre le massacre massif de nos emplois, de nos conditions de travail, de nos salaires, et empêcher toute usine de fermer ses portes ou de délocaliser sa production par la grève et l'occupation.

Le deuxième paragraphe reste plus ou moins limité à des considérations concernant la lutte syndicale revendicative en tant que telle. Mais l'approche indiquée par le premier paragraphe tourne autour du pot. Il est question de "renverser le système

capitaliste", mais l'affirmation que "les secteurs comme celui de la Chimie, entre autres, doivent faire l'objet d'une expropriation des actionnaires, avec socialisation des moyens de production et un contrôle ouvrier sur la production" ne spécifie nullement que cet objectif implique impérativement, au préalable, la prise du pouvoir par le prolétariat (et il faut être clair : la prise du pouvoir telle que l'a mise en œuvre la révolution de 1917 en Russie).

Cela dit, il n'y a pas de mystère. Ces tendances au sein de la CGT sont favorisées notamment par des organisations trotskistes. Voici par exemple des explications exposées par le syndicat CGT d'Unilever-HPC-France[36] :

Face à la casse sociale massive qui a cours aujourd'hui dans le pays, il faut l'affirmer haut et fort : ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise! Plus que jamais, le monde du travail doit défendre ses intérêts sans concessions au patronat, pour le maintien de tous les emplois en revendiquant l'interdiction des licenciements ainsi que l'embauche immédiate en CDI des travailleurs précaires, CDD, intérimaires ou contractuels. Il faut avec cela se battre pour l'expropriation sous contrôle des travailleurs des entreprises qui ferment et licencient ainsi que le contrôle ouvrier sur la production.

En bas du texte il est signalé : "Publié par Révolution permanente"; c'est-à-dire qu'il s'agit d'une propagande de l'organisation trotskiste "Révolution permanente" relayée par la CGT[37].

Cette propagande trotskiste est clairement réformiste, tout en ciblant, par opportunisme revendicatif, des préoccupations axées sur tel ou tel aspect particulier[38] :

Nous devons réaffirmer que seule une production sous contrôle ouvrier permettra de faire face aux enjeux sanitaires et écologiques.

Au sujet de la conception du "contrôle ouvrier" telle qu'elle était discutée et rejetée dans le cadre de l'Internationale communiste, voici l'extrait d'un document qui examinait de près la problématique[39] :

En septembre 1917, Lénine dans sa brochure La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer, posa et justifia le mot d'ordre du contrôle de la production. Par contrôle il entendait avec raison un système de revendications politiques et économiques se complétant mutuellement. Comme mesures principales il fixait les suivantes :

1. Fusion de toutes les banques en une seule contrôlée par l'État, autrement dit nationalisation des banques;

2. Nationalisation des syndicats, c'est-à-dire des groupements capitalistes les plus importants exerçant un monopole (sucre, naphte, charbon, métallurgie, etc.);

3. Suppression du secret commercial;

4. Obligation pour tous les industriels, commerçants et patrons de se grouper en syndicats;

5. Groupement obligatoire ou encouragement au groupement de la population en sociétés de consommation soumises au contrôle de l'État.

(Lénine : *Sur la Route de l'Insurrection*, p. 72 [40].)

Lénine reliait étroitement ces revendications à celle de l'instauration de la dictature du prolétariat. Les adversaires des bolchéviks reprochaient à Lénine le caractère syndicaliste de la revendication du contrôle ouvrier. Lénine dans sa brochure *Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir?* répondit que le contrôle de la production mettait au premier plan le facteur politique et était indissolublement lié à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Lorsque nous posons le mot d'ordre "contrôle ouvrier", en l'accompagnant, en le faisant précéder invariablement de celui de "dictature du prolétariat", nous expliquons par là même de quel État il s'agit. L'État est l'organe de la domination d'une classe. De laquelle? Si c'est de la bourgeoisie, l'on a alors l'État "cadet-kornilovien-kérenskiste"[41] sous lequel le peuple ouvrier gémit déjà depuis plus de six mois. S'il s'agit de l'État prolétarien, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat, le contrôle ouvrier peut devenir l'enregistrement complet, exact et minutieux de la production et de la répartition des produits. C'est là qu'est la principale difficulté, c'est là qu'est le problème capital de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Sans les soviets ce problème, tout au moins en Russie, serait insoluble. Les soviets fixent le travail d'organisation par lequel le prolétariat pourra résoudre ce problème d'une importance historique mondiale.

(Lénine : *Sur la Route de l'Insurrection*, p. 125 [42]).

C'est ainsi également que fut posée la question du contrôle de la production à la première conférence des comités d'usines qui eut lieu à Pétrograd le 12 juin 1917. Après le discours de Lénine, la conférence adopta la résolution des bolcheviks, dans laquelle il était dit :

L'application méthodique et fructueuse de toutes les mesures indiquées n'est plus possible que par le passage de tout le pouvoir politique aux mains des soviets de députés ouvriers soldats et paysans.

De ces explications de Lénine, il ressort que le contrôle de la production est inséparable des mesures politiques révolutionnaires du prolétariat. Un contrôle de la production sans les soviets est un non-sens. Un contrôle de la production sans armement du prolétariat est un non-sens. Un contrôle de la production sans une lutte directe pour la dictature du prolétariat est un non-sens. En d'autres termes, le contrôle de

la production est une conception sommaire impliquant toutes les mesures économiques pour lesquelles lutte le prolétariat dans une situation révolutionnaire aigue et que l'on ne peut réaliser qu'un moyen de la conquête du pouvoir politique. Le contrôle de la production, outre les prémices politiques de la lutte prolétarienne révolutionnaire, implique la nationalisation; en tout cas, il est inséparable de cette deuxième mesure de la dictature prolétarienne.

Il faut aborder l'objectif de la révolution prolétarienne sans user de détours

La situation actuelle se caractérise par un dilemme. L'objectif doit toujours être l'élimination du système capitaliste par une révolution, et la construction de la société socialiste, communiste. Mais les conditions préalables - la prise de conscience en ce sens au sein de la classe ouvrière et la formation du parti révolutionnaire du prolétariat - restent dans un état embryonnaire. Parmi les militants et organisations qui se placent subjectivement dans la perspective d'une révolution socialiste, la tendance à biaiser dans leurs activités est très répandue. Ils se retrouvent de fait dans une impasse, et tournent en rond.

Pour avancer réellement vers l'objectif, il faut en permanence mener de front la lutte autour des deux aspects : défense des intérêts matériels du prolétariat dans le cadre de la société capitaliste, et propagande en faveur de la révolution prolétarienne qui instaurera la dictature du prolétariat afin d'entamer la construction d'une société socialiste.

L'élément essentiel pour pouvoir lier intrinsèquement les deux aspects, c'est la construction du parti du prolétariat - des travailleurs conscients de faire partie d'une classe, la classe ouvrière opposée à la classe des capitalistes. Ce parti fait défaut dans les conditions actuelles, et le chemin pour le construire sera long. Pour avancer vers l'objectif, il faut surtout éviter ce qui caractérise les démarches de la plupart des organisations et militants, qui cèdent au dilemme que représente ce grand écart entre deux problématiques parallèles et qui se réfugient vers un terrain "entre deux" vaseux.

Notes

[1]. <https://www.cgt.fr/actualites/industrie/pourquoi-et-comment-relancer-une-industrie-en-france>

[2]. <https://www.cgt.fr/actualites/industrie/pourquoi-et-comment-relancer-une-industrie-en-france>

[3]. https://ftm-cgt.fr/wp-content/uploads/2025/10/2025_DOC-ORIENTATION_43E.pdf

- [4]. <https://levenissian.fr/La-desindustrialisation-coeur-du-declin-francais-et-si-le>
- [5]. <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/desindustrialisation-face-lurgence-letat-peut-et-doit-agir>
- [6]. <https://www.cgt.fr/actualites/industrie/pourquoi-et-comment-relancer-une-industrie-en-France>
- [7]. Karl Marx & Frédéric Engels : Manifeste du parti communiste; Paris, Ère nouvelle, 1895. (Une traduction faite par Laura Marx avait été publiée en 1885; celle-ci a été revue par Engels pour l'édition de 1895.)
Voir également l'annexe au présent texte.
- [8]. Lettre de Marx à Ludwig Kugelmann, 12 avril 1871.
https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/kug/km_kug_18710412.htm
- Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1851).
<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum.pdf>
- [9]. <https://www.cgt.fr/actualites/industrie/un-contexte-industriel-national-inquietant>
- [10]. <https://www.cgt.fr/actualites/industrie/un-contexte-industriel-national-inquietant>
- [11]. <https://ugictcgt.fr/intervention-binet-ugict/>
- [12]. <https://www.lindependant.fr/2025/01/22/face-aux-nombreux-licenciements-des-salaries-et-la-cgt-appellent-vivement-le-gouvernement-a-sortir-du-deni-12462628.php>
- [13]. <https://www.humanite.fr/social-et-economie/cgt/philippe-martinez-un-pays-sans-industrie-est-un-pays-sans-avenir>
- [14]. <https://www.cgt.fr/actualites/france/industrie/industrie-la-situation-est-catastrophique>
- [15]. <http://projet.pcf.fr/19060>
- [16]. <https://bigmedia.bpifrance.fr/etudes/reindustrialisation-ou-en-est-la-france>
- [17]. <https://www.usinenouvelle.com/aero-spatial/aeronautique/air-france-klm/face-a-la-saturation-des-usines-europeennes-dairbus-transavia-ira-chercher-ses-nouveaux-a320neo-directement-en-chine.MXFZR5KVABEXDEQPZ2NCW6QZBU.html>
<https://www.gfas.fr/press-summary/airbus-ouvre-une-deuxieme-ligne-d-assemblage-d-a320-en-chine>
https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/aeronautique/des-milliards-de-dollars-pour-airbus-la-mega-commande-de-101-a320neo-par-china-eastern-airlines-se-confirme_AV-202603250425.html
- [18]. Le 12/05/2025.
<https://www.lespecialiste.be/fr/actualites/trump-annonce-un-decret-pour-faire-baisser-les-prix-des-medicaments-aux-USA.html>
- [19]. https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/20/aux-USA-la-victoire-en-trompe-l-il-de-donald-trump-pour-faire-baisser-les-prix-des-medicaments_6663328_3234.html
- [20]. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/chimie-pharmacie/astrazeneca-sanofi-la-methode-trump-attire-les-laboratoires-europeens-aux-USA-1030141.html>
https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/20/aux-USA-la-victoire-en-trompe-l-il-de-donald-trump-pour-faire-baisser-les-prix-des-medicaments_6663328_3234.html
- [21]. Virginie Lefebvre-Dutilleul, avocate Associée chez EY, spécialisée dans le secteur de la santé.
<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/chimie-pharmacie/astrazeneca-sanofi-la-methode-trump-attire-les-laboratoires-europeens-aux-USA-1030141.html>
- [22]. <https://www.ouest-france.fr/europe/ue/des-laboratoires-pharmaceutiques-menacent-de-retirer-des-investissements-deurope-5d860c16-1a2a-11f0-a759-74724e64dd56>
- [23]. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/chimie-pharmacie/astrazeneca-sanofi-la-methode-trump-attire-les-laboratoires-europeens-aux-USA-1030141.html>
- [24]. https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/11/28/l-assemblee-nationale-adopte-une-proposition-de-loi-de-lfi-visant-a-nationaliser-arcelormittal_6655163_823448.html
https://www.senat.fr/rap/l25-410/l25-410_mono.html
- [25]. <http://www.nicau.be/patural.html>
<https://www.la-croix.com/economie/arcelormittal-chronologie-d-une-entreprise-symbole-des-soubresauts-de-la-siderurgie-20251128>
- [26]. <https://investir.lesechos.fr/actu-des-valeurs/la-vie-des-actions/arcelormittal-conclut-un-accord-pour-racheter-les-50-de-nippon-steel-dans-amns-calvert-2124665>
- [27]. V. Lénine, Contribution à l'histoire de la question de la dictature (Note), Œuvres, tome 31, Paris, Éditions sociales, 1961, p. 352.
- [28]. *Ibid.*, p. 366.
- [29]. V. Lénine, La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Œuvres, tome 28, Paris, Éditions sociales, 1961, p. 244.
- [30]. <https://www.rocml.org/References-ML/ic-1920-07-08-theses-creation-soviets-ouvriers/>
- [31]. Le général Lavr Kornilov a entrepris une tentative de putsch de forces réactionnaires en août/septembre 1917, pendant la révolution russe.
- [32]. <https://www.rocml.org/References-ML/ic-1920-07-08-theses-creation-soviets-ouvriers/>
- [33]. Le 26 avril 2025.
<https://pcrf-ic.fr/Message-de-soutien-aux-salaries-de-947>
- [34]. Tract distribué aux Assises de l'industrie, organisées le 22 février 2017.
https://pcrf-ic.fr/IMG/pdf/tract_reindustrialisation_version_integrale_fev2017.pdf
- [35]. <https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2025/03/MILITANT-476.pdf>

[36]. <https://www.cgt-unilever-hpc-france.com/2024/12/chimie.html>

[37]. Effectivement :

<https://www.revolutionpermanente.fr/Casse-sociale-a-Arkema-150-postes-menaces-suite-a-l-annonce-de-la-fermeture-de-Vencorex>

[38]. <https://www.revolutionpermanente.fr/Arkema-Les-travailleurs-de-Pierre-Benite-prets-a-repartir-en-greve-contre-les-suppressions-de>

[39]. L'Internationale communiste (organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste), année 1928, nr. 3 (p. 186-187).

C'est un extrait d'un document produit par le Bureau politique du Comité central du Parti communiste d'Allemagne (KPD), intitulé "Le "Programme d'action" de Brandler (Réponse)", de Janvier 1928. Pour une reproduction intégrale, voir :

<https://www.rocml.org/References-ML/kpd-1928-01-bp-za-programme-action-brandler-reponse/>

[40]. V. Lénine, La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer; Œuvres, tome 25, Paris, Éditions sociales, 1971, p. 357-358.

[41]. Cadets : Parti constitutionnel-démocrate (dit K.D. selon les initiales en russe, ou Cadets).

Kornilov : voir note 32.

Alexandre Kerenski, dirigeant du Parti socialiste-populiste du travail (formé comme scission du Parti socialiste-révolutionnaire).

[42]. V. Lénine, Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir?; Œuvres, tome 26, Paris, Éditions sociales, 1967, p. 100-101.



En 1917, l'usine Poutilov emploie près de 30.000 ouvriers

[Source: *Atlas historique de la Russie - D'Ivan III à Vladimir Poutine*, Éd. Autrement, 2024].

En 1801 a été établie la fonderie de fer de Saint-Petersbourg. Son premier directeur était un industriel britannique. En 1868, l'usine a été rachetée par l'entrepreneur russe Nikolaï Ivanovitch Poutilov. L'entreprise était connue sous le nom d'"usine Poutilov" de 1868 à 1922. En 1914, l'usine était devenue un centre majeur de construction mécanique ainsi qu'un leader russe et européen dans les domaines de la construction de locomotives, de la production d'artillerie et de la construction navale.

Les employés de l'usine Poutilov ont été très actifs au sein du mouvement ouvrier au début du 20e siècle et ont joué un rôle important dans la lutte révolutionnaire ainsi que dans les événements de 1905-1907 et de 1917. Plus de 10.000 d'entre eux ont combattu sur les fronts de la guerre. En 1905 la grève générale de Saint-Petersbourg a commencé de façon purement économique par la protestation des ouvriers de l'usine Poutilov contre le renvoi de deux d'entre eux.

Comme la révolution de 1905, la révolution de Février 1917 a débuté par une grève à l'usine Poutilov qui, commencée le 18 février, se mettait à toucher d'autres fabriques à partir du 22. La contestation a rapidement déclenché de plus grandes manifestations à Petrograd. De 1922 à 1934, l'usine portait le nom d'"usine Krasny Poutilovets Zavod" (usine des poutilovites rouges).

À l'usine Poutilov l'opposition au sein du PC(b) impulsée par Trotski et Zinoviev en 1926 a été mise en échec lors d'un vote (le 21 janvier), et Trotski perdait son siège de président du soviet de Leningrad.

Cette même année, Sergueï Mironovitch Kirov a été désigné comme premier secrétaire du Comité de Parti de la région de Leningrad. Il a été assassiné en 1934. L'entreprise Poutilov a alors été baptisée "usine Kirov".



Réunion à l'usine Poutilov lors de l'élection des membres du soviet de Petrograd, en 1920.

Industrie et lutte de classe - Annexe

Extraits de textes de Marx, Engels, Lénine, l'Internationale communiste

Karl Marx, lettre à L. Kugelmann[1]

Si tu relis le dernier chapitre de mon 18 Brumaire* tu verras que j'y exprime l'idée suivante : la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer de main l'appareil bureaucratique-militaire, mais le briser. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent.

[* Voir ci-après.]

Karl Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte[2]

"C'est le triomphe complet et définitif du socialisme!" C'est ainsi que Guizot[3] caractérisa le Deux-Décembre. Mais si le renversement de la République parlementaire contient en germe le triomphe de la révolution prolétarienne, son premier résultat tangible n'en fut pas moins la victoire de Bonaparte sur le Parlement, du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif, de la violence sans phrase sur la violence de la phrase. Au Parlement, la nation élevait sa volonté générale à la hauteur d'une loi, c'est-à-dire qu'elle faisait de la loi de la classe dominante sa volonté générale. Devant le pouvoir exécutif, elle abdique toute volonté propre et se soumet aux ordres d'une volonté étrangère, l'autorité. Le pouvoir exécutif, contrairement au pouvoir législatif, exprime l'hétéronomie de la nation, en opposition à son autonomie. Ainsi, la France ne sembla avoir échappé au despotisme d'une classe que pour retomber sous le despotisme d'un individu, et encore sous l'autorité d'un individu sans autorité. La lutte parut apaisée en ce sens que toutes les classes s'agenouillèrent, également impuissantes et muettes, devant les crosses de fusils.

Mais la révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire. Elle mène son affaire avec méthode. Jusqu'au 2 décembre 1851, elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs, et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour le

renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : "Bien creusé, vieille taupe!"

Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec son mécanisme étatique complexe et artificiel, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée d'un demi-million de soldats, effroyable corps parasite, qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité, qu'il aida à renverser. Les privilèges seigneuriaux des grands propriétaires fonciers et des villes se transformèrent en autant d'attributs du pouvoir d'État, les dignitaires féodaux en fonctionnaires appointés, et la carté bigarrée des droits souverains médiévaux contradictoires devint le plan bien réglé d'un pouvoir d'État, dont le travail est divisé et centralisé comme dans une usine. La première Révolution française, qui se donna pour tâche de briser tous les pouvoirs indépendants, locaux, territoriaux, municipaux et provinciaux, pour créer l'unité civique de la nation, devait nécessairement développer l'œuvre commencée par la monarchie absolue : la centralisation, mais, en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental. Napoléon acheva de perfectionner ce mécanisme d'État. La monarchie légitime et la monarchie de Juillet[4] ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail, croissant au fur et à mesure que la division du travail, à l'intérieur de la société bourgeoise, créait de nouveaux groupes d'intérêts, et, par conséquent, un nouveau matériel pour l'administration d'État. Chaque intérêt commun fut immédiatement détaché de la société, opposé à elle à titre d'intérêt supérieur, général, enlevé à l'initiative des membres de la société, transformé en objet de l'activité gouvernementale, depuis

le pont, la maison d'école et la propriété communale du plus petit hameau jusqu'aux chemins de fer, aux biens nationaux et aux universités. La République parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête de cet immense édifice d'État comme la principale proie du vainqueur.

Mais, sous la monarchie absolue, pendant la première Révolution et sous Napoléon, la bureaucratie n'était que le moyen de préparer la domination de classe de la bourgeoisie. Sous la Restauration, sous Louis-Philippe, sous la République parlementaire, elle était l'instrument de la classe dominante, quels que fussent d'ailleurs ses efforts pour se constituer en puissance indépendante.

Ce n'est que sous le second Bonaparte que l'État semble être devenu complètement indépendant. La machine d'État s'est si bien renforcée en face de la société qu'il lui suffit d'avoir à sa tête le chef de la société du Dix-Décembre[5], chevalier de fortune venu de l'étranger[6], élevé sur le pavois par une soldatesque ivre, achetée avec de l'eau-de-vie et du saucisson, et à laquelle il lui faut constamment en jeter à nouveau. C'est ce qui explique le morne désespoir, l'effroyable sentiment de découragement et d'humiliation qui oppresse la poitrine de la France et entrave sa respiration. Elle se sent comme déshonorée.

V. I. Lénine, Les Bolchéviks garderont-ils le pouvoir?[7]

Par appareil d'État, on entend avant tout l'armée permanente, la police et le corps des fonctionnaires. [...]

[...] Or Marx enseigne, en s'appuyant sur l'expérience de la Commune de Paris, que le prolétariat *ne peut pas* s'emparer tout simplement de la machine d'État toute prête et la mettre en marche pour atteindre ses buts mais que le prolétariat doit briser cette machine et la remplacer par une nouvelle. Cette nouvelle machine d'État a été créée par la Commune de Paris et en Russie les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans constituent un "appareil d'État" *du même genre*. [...]

Le prolétariat ne peut pas "*s'emparer*" de l'"appareil d'État" et "*le faire fonctionner*". Mais il peut *briser* tout ce qu'il y a d'oppresseur, de routinier, d'irréremédiablement bourgeois dans l'ancien appareil d'État et le remplacer par un nouvel appareil, *le sien*. Cet appareil, ce sont les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans.

V. I. Lénine, L'État et la Révolution[8]

Mais jetons un regard d'ensemble sur l'histoire des pays avancés à la fin du 19e siècle et au début du 20e. Nous verrons que le même processus s'est opéré plus lentement, sous des formes plus variées, dans une arène beaucoup plus vaste; d'une part, élaboration d'un "pouvoir parlementaire" aussi bien dans les pays républicains (France, Amérique, Suisse) que dans les pays monarchiques (Angleterre, Allemagne jusqu'à un certain point, Italie, pays Scandinaves, etc.); d'autre part, lutte pour le pouvoir entre les différents partis bourgeois et petits-bourgeois qui se sont partagé et repartagé comme "butin" les sinécures administratives, les fondements de l'ordre bourgeois restant inchangés; enfin, perfectionnement et consolidation du "pouvoir exécutif", de son appareil bureaucratique et militaire.

Nul doute que ce soient là les traits communs à toute l'évolution moderne des États capitalistes en général. En trois années, de 1848 à 1851, la France a montré sous une forme nette et ramassée, dans leur succession rapide, ces mêmes processus de développement, propres à l'ensemble du monde capitaliste.

Plus particulièrement, l'impérialisme - époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme monopoliste se transforme par voie de croissance en capitalisme monopoliste d'État - montre le renforcement extraordinaire de la "machine d'État", l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec une répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que dans les républiques les plus libres. Aujourd'hui, l'histoire universelle conduit sans nul doute, sur une échelle infiniment plus vaste qu'en 1852, à la "concentration de toutes les forces" de la révolution prolétarienne en vue de la "destruction" de la machine d'État. Par quoi le prolétariat la remplacera-t-il? La Commune de Paris fournit à ce sujet une documentation des plus instructives.

V. I. Lénine,
Contribution à l'histoire de la dictature
(20 octobre 1920)[9]

Vous voyez, M. Blank et M. Kisewetter, quand Avramov et ses cosaques martyrisent Spiridonova, c'est la dictature militaire et policière qui s'exerce sur le peuple. Quand le peuple révolutionnaire (capable de lutter contre les oppresseurs, et pas seulement d'exhorter et de prôner, d'exprimer des regrets, de réprouver, de pleurnicher et de se lamenter, non pas petit-bourgeois borné, mais révolutionnaire) use de violence contre Avramov et ses pairs, il y a dictature du peuple révolutionnaire. C'est bien la dictature, car c'est le pouvoir du peuple sur Avramov, pouvoir que ne limite aucune loi (un petit bourgeois serait peut-être contre le fait d'arracher par la force Spiridonova à Avramov : car, enfin, c'est "illégal", cela! Et y a-t-il une "loi" qui autorise à tuer Avramov? Certains idéologues petits-bourgeois n'ont-ils pas inventé une théorie de non-résistance au mal par la violence?). La notion scientifique de dictature s'applique à un pouvoir que rien ne limite, qu'aucune loi, qu'aucune règle absolument ne bride et qui se fonde directement sur la violence. La notion de dictature n'est rien d'autre que cela; retenez-le bien, Messieurs les cadets. Ensuite, nous voyons, par l'exemple que nous avons pris, qu'il s'agit bien de la dictature du peuple, car le peuple, la masse de la population, qui n'a pas encore pris corps et qui est rassemblée "par hasard" en un endroit déterminé, entre en lice d'elle-même et de plain-pied, rend justice, châtie, exerce le pouvoir, fonde un nouveau droit révolutionnaire. Enfin, il s'agit bien de la dictature du peuple révolutionnaire. Pourquoi du peuple révolutionnaire, et non pas de tout le peuple? Parce que dans la masse du peuple, qui souffre constamment et de la façon la plus cruelle des exploits des Avramov, il en est qui sont brisés physiquement, terrorisés, déprimés moralement, par exemple par la théorie de la non-résistance au mal par la violence, ou tout simplement déprimés, non par une théorie, mais par les préjugés, les coutumes, la routine : des gens indifférents, ceux qu'on appelle les esprits vulgaires, les petits-bourgeois, qui préfèrent s'écarter de la lutte aigüe, passer outre ou même se cacher (un mauvais coup est vite arrivé!). Voilà pourquoi ce n'est pas tout le peuple qui exerce la dictature, mais seulement le peuple révolutionnaire, qui n'a pourtant nullement peur de l'ensemble du peuple, qui lui fait connaître les mobiles et les détails

de ses actes, qui invite volontiers tout le peuple à participer non seulement à la gestion de l'État, mais au pouvoir lui-même et à l'organisation même de l'État.

2e congrès de l'Internationale communiste (23 juillet - 7 août 1920)
Thèse concernant les soviets de députés ouvriers[10]

Quand et dans quelles conditions peut-on créer des soviets de députés ouvriers?

1. En Russie, les soviets des députés ouvriers naquirent pour la première fois en 1905, au moment du grand enthousiasme du mouvement révolutionnaire des ouvriers russes. Déjà en 1905, le soviet pétersbourgeois des députés ouvriers fit d'instinct ses premiers pas vers la conquête du pouvoir. À cette époque, le soviet de la ville de Pétrograd était aussi fort que le lui permettaient les chances qu'il avait de parvenir au pouvoir politique. Mais, dès que la contrerévolution tsariste se fut raffermie et que le mouvement ouvrier eut diminué d'intensité, après une végétation de courte durée, le soviet cessa complètement d'exister.

2. Lorsqu'en 1916, au début d'un nouvel et puissant effort révolutionnaire, l'idée naquit en Russie de créer promptement des soviets de députés ouvriers, le parti bolchévik prévint les ouvriers du danger que présentait la formation immédiate des soviets en leur faisant remarquer qu'ils ne seraient opportuns que le jour, où la révolution aurait commencé, l'heure venue de livrer combat pour le pouvoir.

3. Au début de la révolution de février 1917, en Russie, les soviets des députés ouvriers se transformèrent en soviets de députés ouvriers et soldats. Bientôt ils entraînèrent dans la sphère de leur influence les plus vastes milieux des masses populaires, obtenant ainsi une autorité prépondérante, car la force réelle était de leur côté et entre leurs mains. Mais, lorsque la bourgeoisie libérale se remit de la surprise du premier choc de la révolution, et que les traitres socialistes-révolutionnaires et menchéviks facilitèrent à la bourgeoisie russe l'obtention du pouvoir, l'importance des soviets ne tarda pas à baisser. Ce n'est qu'après les journées de juillet et l'insuccès de l'attentat contre-révolutionnaire de Korniloff[11], que les grandes masses populaires se mirent en branle et que se produisit le krach du gouvernement contre-révolutionnaire des bourgeois-conciliateurs, que les

soviets des députés ouvriers s'épanouirent à nouveau et gagnèrent dans le pays une influence exclusive.

4. L'histoire des révolutions allemande et autrichienne l'a prouvé de même. Lorsque les masses de la population se soulevèrent et que le flot de la révolution ébranla les remparts de la monarchie des Hohenzollern et des Habsbourg, des soviets de députés ouvriers et soldats se formèrent spontanément en Allemagne et en Autriche. Les premiers temps, la force fut de leur côté, et ils furent à la veille de prendre le pouvoir en fait. Mais, à peine le pouvoir eut-il penché, grâce à un enchaînement de circonstances historiques, vers la bourgeoisie et les social-démocrates contre-révolutionnaires que l'on vit les soviets dépérir et peu à peu disparaître. Lors de l'infructueuse tentative contre-révolutionnaire de Kapp-Lutwitz[12], en Allemagne, des soviets se reformèrent pour quelques jours; mais sitôt la lutte terminée par une nouvelle victoire de la bourgeoisie et des traîtres-socialistes, ces soviets qui venaient de dresser la tête, disparurent à nouveau.

5. Les faits précités prouvent que des prémices déterminées sont nécessaires pour créer les soviets. On ne pourra donc organiser des soviets de députés ouvriers, et les transformer en soviets de députés ouvriers et soldats, que lorsque seront réunies trois conditions précises, à savoir:

a) enthousiasme révolutionnaire général dans les milieux les plus vastes composés d'ouvriers et d'ouvrières, de soldats et de toute la population laborieuse;

b) crise économique et politique poussée au point où le pouvoir échappe peu à peu des mains du gouvernement précédent;

c) lorsque dans les rangs des masses de travailleurs et, avant tout, dans ceux du parti communiste a surgi la ferme résolution d'engager une lutte décisive, systématique et d'après un plan arrêté, pour la conquête du pouvoir.

6. Au cas où ces conditions ne sont pas remplies, les communistes peuvent et doivent propager systématiquement et opiniâtrement l'idée des soviets, la vulgariser dans les masses, démontrer aux plus profondes couches de la population que les soviets constituent la seule forme gouvernementale correspondant aux besoins de la période de transition au communisme intégral. Mais, les conditions mentionnées n'étant pas rem-

plies, il est impossible de procéder à l'organisation immédiate des soviets.

7. Les tentatives des social-traîtres allemands de faire entrer les soviets dans l'engrenage constitutionnel démocrate-bourgeois constituant, au point de vue objectif, une trahison de la cause ouvrière. Les soviets ne sont possibles que comme des organisations gouvernementales, qui *se substituent* à la démocratie bourgeoise, la *brisent* et la remplacent par la dictature ouvrière.

8. La propagande dirigée par les chefs Indépendants de la droite, tels que Hilferding, Kautsky et autres, en vue de prouver la compatibilité du système des soviets avec l'Assemblée Constituante bourgeoise, témoigne d'une incompréhension totale des principes du développement de la révolution prolétarienne, ou bien du désir de tromper sciemment la classe laborieuse. Les soviets signifient la dictature du prolétariat, et l'Assemblée Constituante, celle de la bourgeoisie. Accorder et concilier la dictature des ouvriers avec celle des bourgeois est une chose impossible.

9. La propagande de quelques militants isolés de la gauche des indépendants allemands, proposant aux travailleurs un plan livresque et prématuré de "Système Soviétiste" non rattaché au cours réel de la guerre civile, est le fait de doctrinaires qui ne font que distraire les travailleurs de la lutte authentique pour le pouvoir.

10. Les tentatives de groupes communistes isolés en France, en Italie, en Amérique et en Angleterre, pour fonder des soviets n'embrassant pas les grandes masses ouvrières et ne pouvant pas les embrasser dans une lutte immédiate pour le pouvoir, ne font que nuire à la préparation efficace de la révolution soviétiste. Ces soviets artificiels, ces "pleurs de serre"[13] se transforment, tout au plus, en petites sociétés; au pis aller, ils ne peuvent que compromettre, aux yeux des vastes cercles de la population, l'autorité des soviets.

11. Une situation spéciale s'est créée en *Autriche*, où la classe ouvrière a réussi à conserver des soviets embrassant des grandes masses ouvrières. Cette situation rappelle celle de la Russie de février à octobre 1917. Les soviets autrichiens constituent un facteur politique important et l'embryon d'un pouvoir nouveau.

Il va de soi que, dans cette situation, les communistes doivent participer au travail des soviets. Ils doivent aider à s'intéresser à toute la vie économique et politique du

pays, y créer des fractions communistes et concourir de toutes façons à leur développement.

12. Sans révolution, les soviets ne sont pas possibles. Sans révolution prolétarienne, les soviets dégénèrent en parodie.

Les soviets authentiques des masses constituent une forme de dictature prolétarienne indiquée par

l'histoire même. Tous les partisans sérieux et sincères du pouvoir soviétiste doivent appliquer prudemment l'idée soviétiste; en la propageant parmi les masses, ils ne devront procéder à la création immédiate des soviets que lorsque les conditions mentionnées plus haut seront réunies.

Notes

[1]. Lettre de Marx à Ludwig Kugelmann, 12 avril 1871.

https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/kug/km_kug_18710412.htm

[2]. Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1851).

<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum.pdf>

"18 Brumaire" : Il s'agit du coup d'État effectué par Napoléon Bonaparte les 9 et 10 novembre 1799 (18 et 19 brumaire an VIII selon le calendrier en vigueur à l'époque), avec l'aide de ses frères Joseph et Lucien, et de membres du Directoire (l'organe de gouvernement instauré par la Constitution de 1795 - an III), dont Emmanuel-Joseph Sieyès, et du prince Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures. (Ce furent la chute de la monarchie le 10 août 1792 et l'exécution de Louis XVI en janvier 1793 qui marquèrent l'an I.)

Le 2 décembre 1851, Louis Napoléon Bonaparte (fils d'un des frères de Napoléon Ier), président de la IIe République, annonce la dissolution de l'Assemblée législative. Celle-ci a refusé de modifier la Constitution de 1848 et empêché ainsi Louis Napoléon Bonaparte de solliciter un nouveau mandat présidentiel en 1852.

[3]. François Guizot, ministre des Affaires étrangères de 1840 à 1848.

[4]. La Monarchie de Juillet tire son nom de l'émeute parisienne qui se transforme en révolution, les 27, 28 et 29 juillet 1830, dite les "Trois Glorieuses". Louis-Philippe règne de juillet 1830 à février 1848.

[5]. La Société du Dix-Décembre a été créée en septembre 1849. L'association tire son nom du "Dix-Décembre, journal de l'ordre", fondé en avril 1849 puis renommé "Le Pouvoir, journal du dix décembre" en juin 1850. Le titre du journal et celui de la société font référence à l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République, le 10 décembre 1848.

[6]. Louis-Napoléon Bonaparte, né en 1808, est l'un des fils de Louis Bonaparte (roi de Hollande, frère de Napoléon Ier).

En 1815, Napoléon Ier est vaincu et doit renoncer au pouvoir, il est exilé et sa famille ne peut plus vivre en France. Louis-Napoléon et sa mère s'installent en Suisse. En 1836 Louis-Napoléon tente d'organiser un coup d'État pour prendre le pouvoir et mettre fin au règne du roi Louis-Philippe. Il est arrêté et condamné à la prison à vie, mais réussit à s'échapper de prison en 1846 et se réfugie à Londres, où il reste deux ans. En France un mouvement se développe en février 1848 en faveur d'une réforme. Louis-Philippe abdique, un gouvernement provisoire est formé. Au terme d'une période de confrontations, le 10 décembre 1848, Louis-Napoléon (couramment désigné aussi sous le nom de Louis Bonaparte) est élu à la présidence de la République. Le 2 décembre 1851 il organise un coup d'État, puis le 2 décembre 1852 il met fin à la République et devient l'empereur Napoléon III.

[7]. V. I. Lénine, Les Bolchéviks garderont-ils le pouvoir? (septembre-octobre 1917); Œuvres, tome 26, Paris, Éditions sociales, 1967; p. 96-97.

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er2.htm>

[8]. V. I. Lénine, L'État et la révolution (août-septembre 1917); Chapitre II : L'État et la révolution. L'expérience des années 1848-1851, 2. Le bilan d'une révolution.

Œuvres, tome 25, Paris, Éditions sociales, 1971; p. 443.

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er2.htm>

[9]. V. I. Lénine, Contribution à l'histoire de la dictature (20 octobre 1920); Œuvres, tome 31, Paris, Éditions sociales, 1961; p. 365.

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/10/vil19201020.htm>

[10]. L'Internationale communiste, Organe du Comité exécutif de l'IC, No 13, 2e année, septembre 1920; p. 2417-2420 (p. 53-54 sur 172).

[11]. Le général Lavr Kornilov a entrepris une tentative de putsch de forces réactionnaires en août/septembre 1917, pendant la révolution russe.

[12]. En Allemagne le putsch Kapp-Lüttwitz était une tentative de coup d'État menée en mars 1920 par le groupe d'extrême droite dirigé par Wolfgang Kapp et Walter von Lüttwitz. Il a été entrepris en réaction aux exigences des États Alliés en matière de désarmement et de dissolution des corps francs (Freikorps).

[13]. "Ces soviets artificiels, ces "pleurs de serre" : la traduction est défectueuse. Dans l'édition allemande : "Derartige künstliche, treibhausartige „Sowjets“". "Treibhaus" : serre; "Art" : sorte, genre. Donc, traduction : "Des "Sowjets" à caractère artificiel, comme sortie d'une serre". D'ailleurs, en allemand aussi, la formulation "treibhausartig" est maladroite.

Ci-après nous présentons le passage du Manifeste du Parti communiste où figure la phrase "Le gouvernement moderne n'est qu'un comité administratif des affaires de la classe bourgeoise", à laquelle est faite allusion dans notre texte.

Source : Karl Marx, Frédéric Engels - Manifeste du parti Communiste; Paris, Ère nouvelle, 1895.

https://pandor.u-bourgogne.fr/archives-en-ligne/ead.html?id=FRMSH021_00004&c=FRMSH021_00004_FRMSH021_00004_GEME10-1

p. 2-3

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES.

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes.

Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurandes et compagnons, en un mot, oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée; une guerre qui finissait toujours, ou par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, ou par la destruction des deux classes en lutte.

Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une division hiérarchique de la société, une échelle graduée de positions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens et des esclaves; au Moyen-Âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs; et dans chacune de ces classes, des gradations spéciales.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer aux anciennes, de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte.

Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'ère de la Bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies : la Bourgeoisie et le Prolétariat.

p. 4

La Bourgeoisie, nous le voyons, est elle-même le produit d'un long développement, d'une série de révolutions dans les modes de production et de communication.

Chaque étape de l'évolution parcourue par la Bourgeoisie était accompagnée d'un progrès politique correspondant.

État opprimé par le despotisme féodal, association se gouvernant elle-même dans la commune; ici république municipale, là tiers-état taxable de la monarchie; puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans les monarchies limitées ou absolues; pierre angulaire des grandes monarchies, la Bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est enfin emparé du pouvoir politique, - à l'exclusion des autres classes, - dans l'État représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité administratif des affaires de la classe bourgeoise.

* (Note d'Engels, édit. allemande. de 1890.) C'est ainsi que les habitants des villes, en Italie et en France, appelaient leur communauté urbaine, une fois achetés ou arrachés à leurs seigneurs féodaux leurs premiers droits à une administration autonome.

Manifeste du Parti communiste - édition originale, traduction française

- Édition originale en allemand : février 1848; reproduit dans :
K. Marx, F. Engels, Manifeste du Parti communiste; Éditions Champ Libre, Paris, 1983.
<https://bsstock.wordpress.com/wp-content/uploads/2015/10/manifeste1848.pdf>
- Dernière édition établie par Engels, 1890, reproduit dans : K. Marx, F. Engels, Werke; Berlin, Dietz Verlag, 1977; Band 4, p. 459
- En français, traduction par Laura Lafargue, révisé par Engels : 1895, Manifeste du Parti communiste, Paris, Ére nouvelle .

* Français : Le *gouvernement* moderne n'est qu'un comité administratif des *affaires* de la classe bourgeoise.

Texte original : Die moderne *Staatsgewalt* ist nur ein Ausschuß, der die *gemeinschaftlichen Geschäfte* der ganzen Bourgeoisie verwaltet.

"Staatsgewalt" : pouvoir d'État (littéralement : violence d'État)

"gemeinschaftlich" : commun, collectif

Pour être précis :

Texte original : "die *gemeinschaftlichen* Geschäfte der *ganzen* Bourgeoisie"

Traduction : "les *communes* affaires de la classe bourgeoise *tout entière*"

* Français : une série de *révolutions*

Texte original : eine Reihe von *Umwälzungen*

"Umwälzung" : bouleversement

* Français : [La bourgeoisie] *état* opprimé par le despotisme féodal

Texte original : [Die Bourgeoisie] Unterdrückter *Stand* unter der Herrschaft der Feudalherren

"Unterdrückter Stand" : ordre opprimé

* Français : dans les monarchies *limitées* ou absolues

Texte original : in der *ständischen* oder in der absoluten Monarchie

"ständische Monarchie" : monarchie divisée en ordres

En France, de la fin du 16^{ème} siècle à 1789, était établi ce qu'on appelle "l'Ancien Régime". Il se caractérise par une monarchie absolue : le roi a tous les pouvoirs. La société est organisée selon trois "ordres" : le clergé; la noblesse; le tiers état. La traduction pour les deux premiers "ordres" donne : Klerus (Erster Stand), Adel (Zweiter Stand). Quant au "tiers état", le terme est spécifiquement français. Littéralement il se traduirait en allemand par "dritter Staat", mais lié au contexte historique, son équivalent en allemand est "dritter Stand". Cependant, en dehors de ce cas particulier, "Stand" ne correspond pas à "état". Le texte original distingue "ständische Monarchie" et "absolute Monarchie". Les traductions contournent le problème posé par le terme "ständisch". Elles opposent à la "monarchie absolue" la "monarchie limitée". En fait, "ständische Monarchie" signifie "monarchie divisée en ordres".

Au delà des questions de traduction, il faut noter aussi des variations dans les formulations, qui constituent des modifications.

* Français : [La bourgeoisie] s'est enfin emparé[e] du *pouvoir politique*, - à l'exclusion des autres classes, - dans l'État représentatif moderne.

Texte original : [Die Bourgeoisie] erkämpfte ... sich ... im modernen Repräsentativstaat die *ausschließliche politische Herrschaft*.

"ausschließlich" : "exclusif"

* Français : *État* opprimé par le despotisme féodal

Texte original : Unterdrückter *Stand* unter der Herrschaft der Feudalherren

"Unterdrückter Stand" : "ordre opprimé"

Les luttes contre la domination impérialiste : Le cas du peuple kanak

Introduction

Dans notre article de 2022 concernant ce sujet[1], à la suite du troisième référendum sur l'autodétermination, de décembre 2021, largement boycotté en protestation face à son maintien dans le contexte de l'épidémie du COVID-19, nous écrivions :

Puisque les référendums n'ont pas permis d'obtenir l'indépendance, des négociations doivent s'ouvrir pour définir le nouveau statut colonial du pays. Ces négociations s'annoncent compliquées, étant donné que la bourgeoisie coloniale estime en avoir terminé avec les questions d'indépendance et ne se sent plus tenue par les accords qui prévoyaient de figer le corps électoral pendant la durée de validité des accords. Si ces dispositions relatives au corps électoral sont abrogées - ce qui est un objectif affiché de la bourgeoisie coloniale locale -, il est très probable que l'ouverture aux populations allogènes renforce à l'avenir le poids électoral et politique de la France.

Face à ce qui s'apparente à une impasse politique, l'avenir s'annonce donc assez incertain. Ce qui est certain par contre, c'est qu'il y a ici une nouvelle démonstration pour le peuple kanak et les autres peuples dominés, des limites d'une voie purement legaliste dans laquelle la puissance coloniale dicte les règles. Dorénavant, la lutte pour l'indépendance va devoir prendre une nouvelle forme, qui reste à définir par les différentes organisations indépendantistes existantes ou futures.

Depuis cet article, les événements ne nous ont pas donné tort.

Projet de dégel du corps électoral et événements d'avril-juin 2024

L'accord de Nouméa de 1998 [2] inclut des articles imposant le gel du corps électoral pour les élections locales, selon certaines modalités définissant les critères requis pour bénéficier du droit de vote. À la suite du référendum de 2021, la bourgeoisie coloniale

par la voix de ses représentants annonçait la demande qu'il soit mis fin à ce dispositif.

[Concernant les antécédents à ce sujet, voir l'annexe.]

Le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS)[3] était conscient que cette initiative allait fatalement intervenir. Anticipant la nécessité de la lutte pour s'y opposer, il fonde en 2023 la "Cellule de coordination des actions de terrain" (CCAT) pour s'y préparer.

La démarche de la part des colonisateurs se concrétise en janvier 2024 par un projet de loi constitutionnelle présenté en conseil des ministres, puis déposé à l'Assemblée nationale le 3 avril 2024, sans consultations locales en Kanaky, sauf évidemment avec la bourgeoisie coloniale et ses représentants. Essentiellement, ce document implique que la Kanaky ne serait plus considérée comme un pays en voie de décolonisation, mais qu'au contraire la France fige cette colonisation en tant que norme constitutionnelle.

En réponse, des manifestations substantielles ont été organisées, mais s'avèrent inefficaces. Le vote, par l'Assemblée nationale et le Sénat, concernant le projet de "loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au Congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie" était planifié pour le 14 mai. La nuit du 13 au 14, des mouvements massifs de protestation éclatent à Nouméa. Le 14 mai, le projet de loi est adopté. Face aux violences, le président de la République déclare l'état d'urgence le 15 (il sera levé le 28), et un couvre-feu est instauré à Nouméa (il sera levé le 2 décembre).





La réponse aux protestations, à titre "sécuritaire", a été brutale, conformément aux habitudes coloniales bien connues depuis des décennies : le Haut-commissaire de la République (sorte de préfet local) Louis Le Franc demande et reçoit en renfort environ 3.000 gendarmes et CRS ainsi que des équipements lourds (véhicules blindés Centaure, lanceurs de balles de défense LBD, grenades à main de désencerclement GMD) venus de la métropole, et décrète un couvre-feu. L'armée est également mobilisée sur des zones particulières (aéroport et certains ports). Les affrontements sur le terrain dureront jusqu'en septembre 2024.

Un exposé détaillé - du point de vue des forces de répression - est publié en août 2025 par le Ministère de l'Intérieur en réponse à une question écrite adressée à l'Assemblée nationale le 3 décembre 2024. Voici quelques extraits[4] :

Le commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie (COMGENDNC) et la direction territoriale de la police nationale (DTPN) de la Nouvelle-Calédonie ont été pleinement engagés dans cette crise. Du 15 au 28 mai 2024, l'état d'urgence a été décrété [...]. Le bilan humain s'élève à 14 morts, dont 2 gendarmes décédés. [...] les forces de police et de gendarmerie présentes (566 policiers, près de 500 gendarmes affectés au COMGENDNC et 7 escadrons de gendarmerie mobile - EGM - en renfort sur place) [...] des renforts massifs ont été acheminés depuis l'hexagone. Concernant la gendarmerie, le nombre d'EGM a été porté à 27 unités au 31 mai 2024, puis à 35 EGM dans les semaines suivantes. Ainsi, plus de 3.000 gendarmes ont été déployés sur le territoire, incluant des renforts d'unités spécialistes comme le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale ou des personnels de la gendarmerie départementale et d'unités de police judiciaire. Jusqu'à 250 personnels, hors EGM, ont été projetés pour faire face à la crise de haute intensité dans tous les domaines (renseignement, police judiciaire, intervention, logistique, soutien, composante hélicoptère et blindée...). Pour la police nationale, ce sont 1.500 personnels de l'ensemble des directions et services actifs de police qui ont été proje-

tés dans l'archipel. À l'instar des renforts de gendarmerie, tous les "métiers" (investigation, ordre public, etc.) de la police nationale ont ainsi été renforcés. Il convient notamment de souligner la projection de 3 compagnies républicaines de sécurité (CRS). Ont également été projetés au profit de la police nationale d'importants moyens (plus de 100.000 munitions, 22 véhicules, plusieurs dizaines de tonnes de fret : équipements de protection, matériel de secours, armement, etc.). [...] Leur action déterminante rappelle que la sécurité des citoyens ne peut être garantie que par les forces de sécurité intérieure (FSI) de l'État. Grâce à la présence permanente et dissuasive de leurs unités, les forces de l'ordre ont permis d'éviter que les initiatives locales, notamment des regroupements de citoyens visant à renforcer la vigilance au sein des quartiers, puissent être perçues comme nécessaires. Lors de ces événements, la gendarmerie a déploré 619 blessés, dont 107 durant l'état d'urgence ainsi que 2 gendarmes décédés. [...] La police nationale déplore quant à elle 126 blessés, dont 104 policiers des CRS et 3 blessés graves (des policiers de BAC). [...] Depuis le 13 mai 2024, et dans le strict respect du cadre légal, la gendarmerie a mené 1.742 gardes à vue, dont 124 durant la période d'état d'urgence. [...] La police nationale a pour sa part procédé à 1.611 interpellations et 1 567 gardes à vue au cours de la période. [...]

Afin d'appeler à "l'apaisement", Emmanuel Macron suspend la réforme constitutionnelle le 12 juin "pour donner toute sa force au dialogue sur place et au retour à l'ordre"[5]. Toutefois l'État ne cherche à aucun moment à négocier mais plutôt à mater la révolte à l'aide des renforts reçus. La situation s'aggrave avec des morts parmi les Kanaks et la destruction de plusieurs établissements publics et d'entreprises. Des assignations à résidence ont été prononcées, et de nombreux témoignages de violences physiques de la part des forces de répression, y compris sur mineurs, ont été recensés.

Parallèlement, des milices "antiblocages" sont formées (constituées d'un ensemble non homogène et variable selon les quartiers, d'une part d'antiindépen-

dantistes ultraréactionnaires, et d'autre part d'individus de type "voisins vigilants" ayant un état d'esprit défensif, craignant l'incendie ou le cambriolage de leurs maisons). Malgré leur caractère illégal, la police et la gendarmerie se serviront de ces auxiliaires et leur permettront certaines exactions pour lesquelles leurs auteurs ne seront pas ou peu inquiétés. La note établie par le Ministère de l'Intérieur, citée plus haut, nie ce phénomène, qui est pourtant un fait attesté par de nombreux reportages, par exemple[6] :

Dans le quartier Tuband, il y a le Tuband des riches avec ses toits rouges et ses piscines, et le Tuband des pauvres, avec ses logements sociaux aux toits verts et la déliquescence sociale qui va avec. Il a été l'un des premiers à s'enflammer, lundi soir, et les habitants ont vu débarquer gendarmes mobiles et blindés à l'heure de la traditionnelle promenade du soir.

Ils vivent depuis dans le bruit des explosions de grenades de désencerclement et la fumée des incendies. Chacun est désormais retranché et tient ses positions. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre. En bas, les jeunes émeutiers, qui insultent copieusement le camp d'en face, dont les barricades occupent tous les carrefours. L'école primaire sert de frontière tacite.

En haut, une véritable forteresse de bois et de métal a été érigée. Un projecteur aveugle le visiteur et l'équipement impressionne. Casques, masques, bates, renforts pectoraux qui n'empêchent pas une singulière convivialité : le café et les nems chauds attendent le guetteur fatigué. Les armes sont cachées, mais nombreuses. Calibre 12, fusils à longue portée, l'organisation est millimétrée.

Il serait sans doute inapproprié de présenter de la réalité multiforme une image schématique unilatérale. Toutefois des actes mortels contre des Kanaks ont été perpétrés. Le Haut-commissaire indique que le 15 mai 2024, trois Kanaks et un gendarme ont été tués par balles de la main de "particuliers". Il commente[7] :

"Les auteurs de ces crimes sont des assassins car il n'appartient pas à des groupes d'autodéfense de se livrer à cela", a déclaré jeudi le représentant de l'État en Nouvelle-Calédonie. Ces "milices qui se sont constituées" l'ont fait "sans doute pour se protéger, mais on ne leur en demandait pas tant, et certainement pas d'être armées" : "Ce n'est pas leur métier. J'ai interdit le transport d'armes, j'ai pris un arrêté de couvre-feu. Ça concerne tout le monde", a-t-il précisé.

Dans une certaine mesure des participants à ce que le Haut-commissaire appelle "groupes d'autodéfense" partagent le point de vue de celui-ci ("Ce n'est pas leur métier"). Mais cela peut signifier qu'ils renvoient à l'expéditeur la responsabilité de la violence. Voici ce qu'explique un de ces "voisins vigilants"[8] :

Si les choses tournent mal, il compte surtout sur les troupes du GIGN qui doivent arriver de métropole. "Faut qu'ils tirent dans le tas. S'il faut des morts pour calmer leurs conneries, eh ben, il faudra des morts. C'est de la folie. Y a pas de combat, y a pas de lutte. Tout ce qu'ils veulent, c'est qu'on s'en aille."

L'État se résout finalement à décréter la suspension du projet de la réforme constitutionnelle.

Suite de la répression après la fin de ces événements

Le bilan humain est lourd. Les tués comprennent douze Kanaks, un caldoche, deux gendarmes (dont un tué accidentellement par un autre gendarme).

Un communiqué du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations-Unies dénonce la situation de la façon suivante[9] :

Des dizaines de milliers de manifestants Kanaks se sont mobilisés pacifiquement depuis février pour dénoncer ces réformes. En l'absence de dialogue, un violent conflit fait rage depuis mai 2024. Le gouvernement français a déployé des moyens militaires et un usage excessif de la force ce qui aurait conduit parmi les Kanaks à plusieurs morts, 169 blessés, 2235 arrestations y compris des d'arrestations et détentions arbitraires et plus de 500 victimes de disparitions forcées.

"Nous sommes particulièrement préoccupés par les allégations concernant l'existence de milices lourdement armées de colons opposés à l'indépendance", les experts ont déclaré[10]. "Le fait qu'aucune mesure n'ait été prise par les autorités pour démanteler et poursuivre ces milices soulève de sérieuses inquiétudes quant à l'État de droit."

Parmi les personnes arrêtées (quasi exclusivement des Kanaks), beaucoup ont été jugées en comparution immédiate. Ceux qui ont été mis en examen pour crime l'ont été notamment sous les chefs d'accusation de complicité de tentative de meurtre, vol en bande organisée avec arme, destruction en bande organisée du bien d'autrui par un moyen dangereux pour les personnes, et participation à une association de mal-faiteurs en vue de la préparation d'un crime. Le biais colonial apparaît clairement au regard de l'impunité des agissements des milices armées loyalistes.

Le principe de la détention provisoire a été largement appliqué, provoquant une surpopulation accrue de la prison insalubre de l'île et engendrant plusieurs mutineries dont une a fait un mort. Dans le même temps de nombreux détenus ont été transférés dans des prisons en métropole. Ces transferts sont de deux types :

* Les prisonniers politiques : c'est le cas notamment des militants kanaks de la CCAT accusés d'être responsables des émeutes et transférés dans la nuit du 22 au 23 juin 2024, parmi eux Christian Tein, dirigeant de la CCAT et élu par la suite en août 2024 président du FLNKS malgré sa détention. Le 12 juin 2025 la justice libère tous les responsables indépendantistes kanaks incarcérés en métropole. Le 5 juin 2026 les juges d'instruction du tribunal judiciaire de Paris ont rendu une ordonnance de non-lieu général dans ce dossier, le parquet de Paris a annoncé faire appel, estimant qu'"il reste des actes d'investigation à mener". Ainsi quatorze militants indépendantistes du FLNKS se voient exonérés de toute responsabilité pénale dans les violences commises lors des événements de mai 2024.

* Les prisonniers de droit commun[11] : sous le prétexte de la surpopulation carcérale et de la destruction de plusieurs cellules lors des mutineries, 69 détenus ont été transférés et répartis dans les prisons en métropole. La plupart de ces transferts ont eu lieu très rapidement et dans une opacité complète, niant les droits de la défense.

En plus de la répression judiciaire, des décisions politiques de rétorsion collective ont été mises en œuvre dans les semaines suivant les événements. Les mesures administratives ont pu être engagées par des annonces propagandistes formulées sans retenue. Par exemple, Sonia Backès, présidente de la province Sud et ancienne secrétaire d'État chargée de la citoyenneté, a déclaré le 5 juin 2024 [12] : "Tu casses, tu paies! Je le dis à ceux qui ont brûlé, pillé, bloqué la Calédonie, à ceux qui continuent, la province leur supprimera toutes les aides dont ils bénéficient." Puis la province Sud a décidé en bonne et due forme, par la délibération n° 41-2024/APS du 15 juillet 2024, "diverses dispositions pour répondre aux exactions commises depuis le 13 mai 2024 et leurs conséquences financières et sociales", notamment des mesures relatives à l'aide médicale, aux bourses scolaires et aux logements locatifs publics[13]. Ainsi, des dispositions ont été prises telles que l'assujettissement des bénéficiaires de l'aide médicale en province Sud, à compter du 1er août 2024, à un ticket modérateur de 20% sur le "petit risque", et de 10% sur les "affections de longue durée". Le remboursement de l'aide médicale est ainsi restreint depuis juillet 2024 "jusqu'à nouvel ordre", sauf exceptions. De plus, a été instituée une condition de domiciliation d'une durée de dix ans en province

Sud pour solliciter l'attribution de bourses scolaires des premier et second degrés, de bourses d'enseignement supérieur et de logements locatifs publics. Des recours en annulation ont été déposés auprès du tribunal administratif, sans succès pour la plupart. En juin 2025 le gouvernement local a en outre voté, sous prétexte d'austérité budgétaire, une baisse des allocations familiales.

Étant données les inégalités systémiques dont sont victimes les populations kanakes, le caractère ciblé de ces mesures apparaît clairement.

Projet d'accord de Bougival

Du 5 au 7 mai 2025, des débats se sont déroulés entre le ministre des Outre-mer Manuel Valls accompagné du conseiller spécial du Premier ministre Éric Thiers, et des représentants des organisations indépendantistes et antiindépendantistes, sur le terrain du Domaine de Deva à Bourail, commune de Nouvelle-Calédonie[14]. Le débat s'est achevé sur une opposition de projets, celui de l'État, "fondé sur une souveraineté avec la France", et celui porté par les "Loyalistes" et "Le Rassemblement-Les Républicains", basé sur "le fédéralisme au sein de la République française". Face à cet échec, Valls a résumé sa vision[15] : "Ancrée dans la Constitution française, notre proposition permettait de garder un lien structurel, solide et pérenne entre la France et la Nouvelle-Calédonie." Ulérieurement Manuel Valls a déclaré : "Ce statut, je l'ai mis sur la table. C'était un statut de souveraineté avec la France. [...] Pour aller vite, c'est celui, au fond, d'État associé." La notion d'État associé est l'une des trois modalités de décolonisation reconnues par l'ONU, aux côtés de l'accession à l'indépendance et de l'intégration à un État indépendant.

En juillet 2025, l'État français, représenté toujours par Manuel Valls, a réuni à Bougival (commune du département des Yvelines) les délégations indépendantistes et loyalistes afin de négocier les conditions d'évolution du territoire à la suite de l'accord de Nouméa de 1998, ce dernier étant censé constituer un point de départ vers la décolonisation. À l'issue de ces négociations, un document a été validé par les représentants de toutes les formations politiques présentes, étant précisé qu'il s'agissait d'un "engagement à défendre le texte", le texte lui-même portant la mention "projet d'accord". La plupart des organisations kanakes ont effectivement entériné la signature de leurs

représentants, et ont prôné de conserver le texte tel qu'il est. En revanche, le 31 juillet 2025, la direction de l'Union calédonienne (UC), principale composante du FLNKS, déclare rejeter l'accord malgré la signature par sa délégation le 12 juillet, estimant qu'il était "contraire aux fondements de la lutte indépendantiste"[16].

Le 9 août se tient le 45e congrès extraordinaire du FLNKS, réunissant les représentants des formations du FLNKS, ainsi que diverses délégations, syndicats, représentants du Sénat coutumier, de Inaat ne Kanaky [17] et de sections de la CCAT[18]. Le président du FLNKS, Christian Tein - étant interdit de séjour dans l'archipel - participe en visioconférence. Les débats aboutissent au rejet du projet d'accord de Bougival et à l'adoption à l'unanimité d'une motion de politique générale.

Passant outre cette réalité, le gouvernement français a fait publier le texte sous l'intitulé "Accord de Bougival" au *Journal officiel de la République française* le 6 septembre 2025, mais sans mention, ni de ses signataires, ni de la réserve qui précédait ces signatures et en précisait la portée. Le 30 septembre, le FLNKS a adressé au nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu un courrier qui annonce le "retrait formel" de ses signatures au projet d'accord.

Les indépendantistes se sont retrouvés divisés sur les mêmes lignes qu'en 2024 lors du projet de réforme du corps électoral. L'UC s'oppose frontalement à toute entrave au droit internationalement reconnu de la Kanaky à l'autodétermination, alors que le Parti de Libération Kanak (Palika) et l'Union progressiste en Mélanésie (UPM) pensent qu'il est possible de faire évoluer le projet d'accord de Bougival et de construire une majorité sociale pour avancer vers la pleine souveraineté. En annonçant son départ du FLNKS en novembre 2025, le Palika dit avoir constaté notamment que "le FLNKS nouveau ne semble pas être sur une stratégie de négociations et de discussions", que "le rejet en bloc de l'accord politique de Bougival [...] est en rupture avec le processus engagé depuis 1988 et représente un obstacle dans la recherche d'une solution négociée en faveur de l'accès du pays à la pleine souveraineté"[19]. Ces divergences marquent l'amorce d'une reconfiguration du paysage politique calédonien vers la distinction entre trois blocs : la droite radicale antiindépendantiste, l'UC et ses partenaires pour revendiquer une échéance précise et rapide à l'achève-

ment du processus de décolonisation, et un troisième bloc qui regrouperait le Palika, l'UPM, mais également Calédonie Ensemble et l'Éveil Océanien, et qui se donnerait plus de temps pour atteindre le statut d'État associé.

Le gouvernement a poursuivi sa démarche. Le 19 janvier 2026 a été signé par certains partis l'accord dit Élysée-Oudinot[20] qui vise à "compléter" l'accord de Bougival. Un projet de loi constitutionnelle, adopté au Sénat en février, devait mettre en œuvre l'accord de Bougival complété par l'accord "Élysée-Oudinot", rejetés l'un et l'autre par le FLNKS. Le projet de loi constitutionnelle a été rejeté par l'Assemblée nationale le 2 avril 2026 : la motion de rejet présentée par le député communiste Emmanuel Tjibaou, par ailleurs président de l'UC, a été adoptée par 190 voix contre 107.

Voici quelques extraits des arguments exposés par Emmanuel Tjibaou, à l'Assemblée nationale le 2 avril 2026 [21] :

Bougival, c'est la rupture du processus de décolonisation - pas un texte ou une négociation de plus : une rupture. C'est une manière d'ignorer que, dans ce pays, il y a un peuple qui existe depuis plus de 3.000 ans et qui a été colonisé par la France à partir du 24 septembre 1853. [...]

S'agissant de l'identité kanak, ce projet de loi constitutionnelle rompt avec les équilibres juridiques hérités de l'accord de Nouméa : il marque notamment la reprise en main par l'État du statut civil coutumier, restreignant le champ de la coutume au profit des principes du droit français. L'immatriculation des Kanaks au répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP), perçue comme une réintégration implicite dans la nationalité française, relève clairement d'une logique d'assimilation : le peuple kanak devient ainsi une simple composante du peuple calédonien, auquel est désormais confié le droit à l'autodétermination. Cette réorientation politique profonde, inversant la logique de l'accord de Nouméa, ne saurait être assimilée à une décolonisation conforme aux résolutions de l'ONU et au droit international. [...]

Ne vous en déplaise, sa vocation [de la France] est d'accompagner la Kanaky Nouvelle-Calédonie vers l'émancipation, non de la retarder, de semer des obstacles sur le chemin, d'imaginer des verrous juridiques qui se révéleront autant de lignes Maginot inopérantes. [...]

Le fait est que le projet de loi impliquait une fausse indépendance (indépendance de façade, subordination de fait), inacceptable pour la majeure partie du mouvement indépendantiste. L'objectif de ce texte n'était pas d'être adopté mais de permettre de diviser

et de marginaliser les indépendantistes en les présentant comme responsables de l'échec des négociations. Le mouvement d'indépendance du peuple kanak, pour avancer vers la réalisation de son objectif, doit arriver à une vision lucide sur le caractère et les intentions de l'ennemi qu'est la puissance impérialiste occupante. La stratégie institutionnelle et légaliste, alors que le colonisateur dicte les règles, constitue une impasse. Il faut souligner qu'à cet égard il ne s'agit pas seulement du gouvernement au sens étroit - le président, les ministres, la majorité parlementaire -; la classe capitaliste impérialiste peut s'appuyer sur un large éventail de forces politiques qui inclut aussi une prétendue "opposition" - opposition non pas à l'impérialisme dans ces fondements, mais ayant seulement quelques appréciations différentes quant à sa gestion. La focalisation sur l'importance du domaine maritime que possède la France, basé en grande partie sur les possessions telles que la Kanaky, est partagée par des forces labellisées communément comme "d'opposition", "de gauche"[22].

Le rejet des mesures que le gouvernement français s'obstine à vouloir mettre en œuvre est pleinement justifié

* Le projet ignore l'objectif qui est celui du peuple kanak : l'indépendance pleine et entière. Son libellé confirme la souveraineté de la France malgré des artifices masquant le maintien du statut colonial. Il prévoit la constitution d'un État de Nouvelle-Calédonie et d'une nationalité néo-calédonienne conditionnée à la conservation de la nationalité française. Cet État fantoche n'aurait la main que sur son nom, son drapeau, sa devise, son hymne et des compétences secondaires qui excluent toute autorité sur les pouvoirs régaliens (notamment justice, défense, police, diplomatie, monnaie, fiscalité). Il fait miroiter des transferts futurs de compétences, mais qui doivent être validés préalablement par la métropole puis par un vote local, ce qui fait de cette perspective un leurre purement abstrait.

* Le projet définit des modalités qui garantissent d'avance que la situation du peuple kanak peut seulement empirer, plutôt que s'améliorer. C'est précisément le cas en ce qui concerne le dégel progressif du corps électoral, qui signifie la marginalisation planifiée de la population kanake. Ainsi le projet vise à valider les dispositions qui, précisément, avaient provoqué le mouvement hostile un an plus tôt.

Le projet d'accord prévoit également davantage d'autonomie fiscale des provinces et mettrait fin aux dispositions des accords de Matignon de 1988 [23] imposant une redistribution d'une partie des recettes aux provinces moins développées (essentiellement peuplées de Kanaks). Cela permettrait à la bourgeoisie coloniale (surtout présente dans la province Sud) de renforcer sa domination économique et politique sur les autres provinces.

* Par ailleurs le gouvernement français maintient une posture d'obstruction. En témoigne le fait qu'il prétend que le processus de l'accord de Nouméa est arrivé à son terme, ce qui est contesté par les indépendantistes qui ne reconnaissent pas la légitimité du référendum tenu pendant la période de l'épidémie de la COVID-19. Le projet ne prévoit pas non plus de dispositions d'amnistie pour les prisonniers du mouvement de 2024 ni l'arrêt des poursuites à leur encontre.

* Au-delà des vices inhérents au processus de "négociations" tel qu'il se déroule depuis le départ entre les représentants des Kanaks et ceux de l'impérialisme français, il faut affirmer le point de vue propre au marxisme-léninisme : la lutte pour l'indépendance nationale d'un peuple ne peut nullement faire intervenir des mécanismes de vote tels qu'ils sont pratiqués dans le cadre des "républiques démocratiques" dominées par la bourgeoisie, d'autant plus quand le vote "réunit" l'occupant et l'occupé.

L'objectif historiquement fondé : La souveraineté du peuple kanak sur le territoire de la Kanaky

Historiquement la question de l'indépendance nationale des peuples a été posée notamment dans le cadre de grands empires, tel que l'empire russe, l'empire austro-hongrois, l'empire ottoman. Les luttes pour l'indépendance ont alors abouti à la dislocation de ces empires et la naissance d'États indépendants d'envergure. En Amérique latine la conquête de l'indépendance à l'égard de l'Espagne et du Portugal a abouti à l'établissement d'États incluant des parcelles enclavées de populations autochtones diverses. De fait ces dernières se trouvent condamnées à revendiquer un droit à l'autonomie plus ou moins substantielle dans le cadre des États concernés. En ce qui concerne la Kanaky, rien ne justifie une telle résignation : si comparaison il peut y avoir, la conclusion serait que les colons

français pourraient demander de bénéficier d'un statut d'autonomie à l'intérieur de l'État kanak.

Conclusion

À notre époque encore, la question de la libération nationale des peuples opprimés se pose en bonne partie dans le prolongement de l'existence des empires coloniaux à partir du 16^e siècle. Au cours de la deuxième moitié du 20^e siècle, la plupart des empires coloniaux ont été disloqués, mais il existe encore de multiples territoires, éparpillés, restant dominés par des "métropoles". Les peuples autochtones de ces territoires ont raison de lutter pour leur indépendance, compte tenu à la fois du droit à l'indépendance en tant que principe fondamental, et des conditions d'oppression que leur imposent les puissances dominantes. Mais dans le cadre du système mondial du capitalisme impérialiste, ils se trouvent dans une situation particulièrement difficile.

En Asie du Sud-Est, les luttes d'indépendance nationale dans la période après la 2^e guerre mondiale bénéficiaient de l'impact conjoint de l'échelle régionale. Théoriquement les multiples entités territoriales

d'outre-mer faisant partie de la France, prises ensemble, pourraient mener une lutte coordonnée contre la domination coloniale, mais il est clair que pratiquement, cela ne peut être mis en œuvre efficacement. (Toutefois les contacts à titre de solidarité sont importants.)

La présence d'une population non autochtone, française, constitue un élément négatif important en ce qui concerne le rapport des forces. Cependant en lui-même l'enjeu de la lutte ne consiste pas à faire partir les Français : l'objectif primordial est d'obtenir pour la Kanaky le statut d'un État indépendant face à la France et d'éradiquer tous les mécanismes de domination politique de la part de la France. Évidemment, dès qu'on évoque la sphère politique, on pense aussi à la sphère économique. Mais les expériences dans ce domaine ailleurs - notamment dans les ex-colonies françaises en Afrique - montrent à quel point l'indépendance économique est difficile à réaliser. Au bout du compte la perspective historique, à long terme, ne peut être que celle de l'abolition générale, à l'échelle mondiale, du mode de production capitaliste, impérialiste.

Sur notre site Internet, des documents associés au présent article :
<https://rocml.org/kanaky-documents-2024-2026/>

Quelques repères historiques des années 1980

En application de la déclaration de Nainville-les-Roches de 1983, qui prévoit d'élaborer un statut d'autonomie transitoire, Georges Lemoine rédige la même année un texte proposant "une autonomie jamais atteinte jusqu'alors", comme indiqué dans le projet de loi. Les indépendantistes considèrent qu'il remet en question la restriction du corps électoral pour les scrutins locaux. Selon eux, le système électoral avantage les antiindépendantistes.

En avril 1984, l'assemblée calédonienne rejette à l'unanimité le statut Lemoine, mais malgré les vifs débats qu'il suscite il est adopté le 31 juillet 1984 par l'assemblée nationale. Le gouvernement socialiste campant sur ses positions, les indépendantistes annoncent le boycott actif des élections territoriales nécessaires à l'application du nouveau statut. La révolte s'organise. En novembre, le FLNKS mène un boycott actif des élections. Le 18, Éloi Machoro brise symboliquement une urne à Canala. (Voir l'image.) Il affirme :



"Il y a sur le territoire un rapport de forces qui est défavorable au peuple kanak, à ses intérêts de droit, à ses intérêts qui lui viennent de son droit, de son droit naturel et de son caractère de peuple indigène. Ce rapport de force est défavorable à ceux qui luttent pour le peuple kanak et pour l'avenir du peuple kanak. [...] À l'heure actuelle, avant 1984, avant la fin de cette année, le sort du peuple kanak est en train de se jouer; il se joue par l'intermédiaire du statut Lemoine."

1984



Des militants du FLNKS occupent un pont près de Thio, le 29 novembre 1984.

En décembre 1984, sur la route qui remonte la vallée de la Hienghène, des colons tendent à Wan'yaat une embuscade aux membres du comité de lutte organisé par la tribu Tiendanite. 10 militants du FLNKS sont tués. En janvier 1985 Machoro prépare une action visant à assiéger La Foa, principal village de la côte ouest. Le 11, des gendarmes encerclent la ferme où il se trouve avec d'autres militants. Machoro et Marcel Nonnaro sont abattus.



Éloi Machoro

1988



Des militants indépendantistes gardent les abords d'une tribu, en avril 1988, dans la région de Canala.

En avril 1988 des militants du FLNKS investissent la gendarmerie de Fayaoué, dans le centre d'Ouvéa. Depuis 1981, ce type d'action avait déjà été entreprise à deux reprises sans tourner à un affrontement violent. Cette fois le gouvernement français a réagi par la violence. Dans l'affrontement quatre gendarmes sont tués, une quinzaine ont été conduits dans la grotte de Gossanah. Les forces militaires du pouvoir mènent l'assaut le 5 mai. Dix-neuf Kanaks et deux militaires sont tués.

Le 8 mai 1988, ont lieu à Wadrilla, dans le centre de l'île d'Ouvéa, les obsèques des dix-neuf militants indépendantistes tués le 5 mai. Ils sont enterrés dans une fosse commune, creusée dans le corail, au bord de l'océan Pacifique.



1989

En ce 4 mai 1989, Jean-Marie Tjibaou, Yeiwene Yeiwene et Léopold Joredie, les trois leaders du FLNKS, assistent à une cérémonie coutumière à la mémoire des dix-neuf victimes canaques de l'assaut donné à la grotte de Gossanah. Djubelly Wea, originaire de la tribu de Gossanah et militant du Fulk (Front uni de libération kanak), tire sur Jean-Marie Tjibaou et Yeiwene Yeiwene, qui meurent. Djubelly Wea les considérait comme des traîtres, du fait d'avoir signé les accords de Matignon.

Notes

[1]. Articles précédents :

<https://rocml.org/vdc-2019-03-no-25-p-31-32/>

<https://rocml.org/vdc-2022-09-no-30-p-26-32/>

[2]. Accord sur la Nouvelle-Calédonie signé à Nouméa le 5 mai 1998.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000555817>

Dans l'accord de Nouméa de mai 1998 il a été décidé que le terme "kanak" ne serait pas accordé ainsi que le demandait l'ADCK (Agence de Développement de la Culture Kanak) créée en 1989.

[3]. Le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) a été fondé les 22-24 septembre 1984, avec mise en place du bureau politique provisoire (deux représentants par parti ou groupe de pression). Il est alors composé de l'Union calédonienne (UC), du Front uni de libération kanak (FULK), de l'Union progressiste en Mélanésie (UPM), du Parti socialiste calédonien (PSC), du Groupe des femmes kanak et exploitées en lutte (GFKE), du Comité des terres de la côte Ouest, de l'Union syndicale des travailleurs Kanak et des exploités (USTKE) et du Comité Pierre Declercq. Le Parti de libération kanak (Palika) le rejoindra plus tard. La charte du FLNKS est adoptée, spécifiant l'indépendance kanak socialiste (IKS) comme objectif et : "la libération du pays kanak du colonialisme, du capitalisme et de l'impérialisme, en vue d'instaurer un socialisme basé sur les réalités locales".

De 1984 à 1989 Jean-Marie Tjibaou est président du FLNKS.

Longtemps dirigé par quatre partis historiques, le FLNKS s'est recomposé autour de nouveaux "groupes de pression" intégrés lors du 53e congrès de Pagou, à Koumac, en août 2024. À l'issue du congrès, le Front est formé de sept composantes : l'Union calédonienne (UC), le Rassemblement démocratique océanien (RDO), le Mouvement océanien indépendantiste (MOI), la Dynamik unitaire Sud (DUS), le Parti travailliste (formation politique de l'USTKE), la Confédération nationale des travailleurs du Pacifique (CNTP) et la Dynamique autochtone (DA).

La déclaration d'indépendance n'implique ni le Palika, ni l'UPM, qui se sont retirés du FLNKS en novembre 2024, quelques semaines après que Christian Tein a été désigné président du Front. Le Palika estimait que le format proposé par le FLNKS, "instrumentalisé par certaines composantes", ne permet plus de porter convenablement son projet politique, l'accession à l'indépendance avec partenariat.

<https://journals.openedition.org/jso/9574>

<https://outremers360.com/bassin-pacifique-appli/nouvelle-caledonie-recompose-le-flnks-rend-publique-une-declaration-unitaire-visant-lindependance-en-2027>

<https://www.facebook.com/FLNKSOfficiel/posts/1086108140353095>

[4]. <https://questions.assemblee-nationale.fr/q17/17-2585QE.htm>

[5]. Emmanuel Macron, conférence de presse, 12 juin 2024.

https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/12/ce-qu-il-faut-retenir-de-la-conference-de-presse-d-emmanuel-macron-sur-les-legislatives-anticipees_6239121_823448.html

[6]. https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/05/15/nouvelle-caledonie-sur-les-barricades-de-noumea-deux-peurs-se-font-face_6233504_823448.html

[7]. "Dans les milices à Nouméa, entre "voisins vigilants" et "snipers sur les toits"", Médiapart, 17 mai 2024.

<https://www.mediapart.fr/journal/france/170524/dans-les-milices-noumea-entre-voisins-vigilants-et-snipers-sur-les-toits>

[8]. *Idem*.

[9]. Communiqué du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations-Unies, 20 août 2024.

<https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2024/08/france-un-experts-alarmed-situation-kanak-indigenous-peoples-non-self>

[10]. Déclaration des experts de l'ONU sur les droits des Peuples Autochtones Kanak dans le territoire non autonome de Nouvelle-Calédonie et l'Accord de Nouméa.

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/indigenouspeoples/sr/statements/20240819-stm-sr-ipeoples.docx>

[11]. Observatoire international des prisons - "Nouvelle Calédonie : Expédiés à l'autre bout du monde du jour au lendemain".

<https://oip.org/analyse/nouvelle-caledonie-expedies-a-lautre-bout-du-monde-du-jour-au-lendemain/>

[12]. https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/03/23/nouvelle-caledonie-bataille-autour-de-la-reduction-des-aides-sociales-en-province-sud_6585183_823448.html

[13]. [https://mobi-juridoc.gouv.nc/juridoc/jdtextes.nsf/382FBD6E8C767C014B258B66001C76A1/\\$file/Deliberation_41-2024-APS_du_15-07-2024_CbG_31-07-2025.pdf](https://mobi-juridoc.gouv.nc/juridoc/jdtextes.nsf/382FBD6E8C767C014B258B66001C76A1/$file/Deliberation_41-2024-APS_du_15-07-2024_CbG_31-07-2025.pdf)

[14]. <https://www.dnc.nc/lebec-du-conclave/>

https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/05/08/a-paris-comme-a-noumea-manuel-valls-mis-en-echec-par-la-droite_6604059_823448.html

[15]. <https://la1ere.franceinfo.fr/nouvellecaledonie/devant-les-deputes-ultramarins-manuel-valls-revient-sur-les-coulisses-des-projets-de-deva-et-bougival-1636396.html>

[16]. <https://radiococotier.nc/2025/07/31/lunion-caledonienne-officialise-son-rejet-du-projet-bougival/>

[17]. En 1981 un Conseil des Grands Chefs a été créé au cours de l'Assemblée Territoriale de la Nouvelle-Calédonie du 10 décembre 1981. Le Conseil National des Grands Chefs réuni en Assemblée générale constitutive à Canala le 10 septembre 2022, se structure en association de type loi 1901 et prend la dénomination Inaat ne Kanaky, "l'âme du pays" en langue Drehu.

[18]. <https://altermidi.org/2025/08/15/nouvelle-caledonie-un-etat-dans-letat/>

[19]. <https://la1ere.franceinfo.fr/nouvellecaledonie/le-palika-annonce-son-retrait-definitif-du-flnks-1642930.html>

[20]. Le 26 juin 1988 a été conclu une série d'accord à l'hôtel de Matignon à Paris par une délégation indépendantiste menée par Jean-Marie Tjibaou et une délégation antiindépendantiste dirigée par le député Jacques Lafleur, sous l'égide du gouvernement français de Michel Rocard. Ces accords sont complétés le 20 août 1988 par les accords d'Oudinot, ainsi nommés puisque signés au siège du ministère des Départements et Territoires d'outre-mer, l'hôtel de Montmorin situé rue Oudinot à Paris.

[21]. <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2025-2026/seance-du-jendredi-02-avril-2026>

[22]. Forte de ses départements d'outre-mer, de ses collectivités d'outre-mer, de ses Terres australes et antarctiques, la France possède des côtes d'une longueur de trait de 18.450 km dont 5.853 km pour la métropole. Son domaine maritime, si on inclut la mer territoriale, la zone économique exclusive et le plateau continental, représente une superficie de plus de 10,2 millions de km², dont 4.804.000 km² au large de la Polynésie, 1.727.000 km² au large des Terres australes et antarctiques et 1.364 000 km² autour de la Nouvelle-Calédonie. La France possède ainsi le deuxième domaine maritime le plus étendu au monde, après celui des USA et bien avant ceux de l'Australie et de la Russie.

[23]. Les accords de Matignon interviennent le 26 juin 1988 pour créer trois provinces semi-autonomes et prévoir un référendum d'autodétermination pour 1998.

Les luttes contre la domination impérialiste : Le cas du peuple kanak

Annexe

La question du gel du corps électoral

Le corps électoral figé est issu du compromis politique ayant abouti à l'accord de Nouméa en 1998 [1]. Il prévoit que seules les personnes ayant la citoyenneté néo-calédonienne (c'est-à-dire, résidant en Nouvelle-Calédonie avant 1998, ainsi que leurs descendants et à la condition de résider préalablement pendant dix années consécutives sur le territoire) pourront participer aux élections provinciales (permettant d'élire le congrès des trois provinces) ainsi qu'aux référendums d'autodétermination.

L'objectif de ce compromis politique est d'exclure du vote aux élections structurantes pour la destinée du territoire les personnes n'ayant pas ou peu d'attaches avec le territoire (fonctionnaires "de passage" pour des contrats courts, immigrants métropolitains ou euro-

péens) et de limiter la dilution du vote kanak; d'un autre côté cela légitime la présence des colons et de leurs descendants en les incluant dans le processus légaliste de détermination d'indépendance par les référendums.

Ce gel du corps électoral a déjà été remis en cause auparavant. Le Conseil constitutionnel a examiné la question en 1999 et a émis des critiques[2]. En février 2007 une loi constitutionnelle a été adoptée pour préciser la détermination des personnes ayant droit de vote[3]. Et la majorité coloniale locale n'a de toute façon jamais accepté le dispositif.

Dans le cas présent d'une colonie de peuplement ce point est fondamental, puisqu'il détermine le poids des différents camps dans le rapport de force électoral.

Le 19 juillet 1972, le premier ministre français Pierre Messmer écrit[4] :

La Nouvelle-Calédonie, colonie de peuplement, bien que vouée à la bigarrure multiraciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants.

Il faut donc saisir cette chance ultime de créer un pays francophone supplémentaire. La présence française en Calédonie ne peut être menacée, sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste de populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique.

À court et à moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer (Réunion) devrait permettre d'éviter ce danger, en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés.

À long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. Il va de soi qu'on n'obtiendra aucun effet démogra-

phique à long terme sans immigration systématique de femmes et d'enfants.

Afin de corriger le déséquilibre des sexes dans la population non autochtone, il conviendrait sans doute de faire réserver des emplois aux immigrants dans les entreprises privées. Le principe idéal serait que tout emploi pouvant être occupé par une femme soit réservé aux femmes (secrétariat, commerce, mécanographie).

Sans qu'il soit besoin de texte, l'administration peut y veiller.

Les conditions sont réunies pour que la Calédonie soit dans vingt ans un petit territoire français prospère comparable au Luxembourg et représentant évidemment, dans le vide du Pacifique, bien plus que le Luxembourg en Europe.

Le succès de cette entreprise indispensable au maintien de positions françaises à l'est de Suez dépend, entre autres conditions, de notre aptitude à réussir enfin, après tant d'échecs dans notre histoire, une opération de peuplement outre-mer.

En évoquant la "démocratie du coucou", Jean-Marie Tjibaou a souligné le caractère pernicieux du droit de vote que s'approprient les colonisateurs[5] :

La vérité de l'homme blanc, c'est celle de l'invité inattendu qui arrive, s'installe dans votre maison avec sa famille et qui, quelques temps après, demande un vote démocratique pour savoir à qui appartient la maison.

Cette expression de "démocratie du coucou" renvoie à un texte de Louise Michel, qui a transcrit en 1878 un conte recueilli auprès de Kanaks, alors qu'elle était en relégation (peine perpétuelle d'éloignement hors du territoire métropolitain, supprimée en 1970) à Nouméa. Elle l'avait intitulé "La Démocratie du coucou", du nom de ce volatile qui est le seul oiseau pondant ses œufs dans le nid des autres[6]

Nous vivions paisiblement dans une maison entourée d'un jardin fertile; sur une partie caillouteuse, éloignée de la maison, une cabane où nous remisions les outils.

Un jour, deux étrangers frappèrent à notre porte. Comme de coutume, nous offrîmes l'hospitalité.

Dès le lendemain, ils nous réunirent et déclarèrent : "Nous vivrons désormais ici." Ils avaient des armes à la main, nous dûmes nous soumettre.

Quelques temps après, un des nôtres protesta contre l'intrusion. Ils le tuèrent.

Ils firent venir des leurs, prirent pour domestiques des hommes d'une île voisine.

Alors, ils nous expliquèrent : "La cohabitation n'est plus souhaitable, vous ne vivez pas comme nous,

et de toute façon la maison n'est pas assez grande... La cabane, au fond du jardin, reste inutilisée, vous vous y installerez!"

Plusieurs années s'écoulèrent. Nous décidâmes de ne plus supporter cette situation.

Nous allâmes réclamer justice auprès des autorités du pays. "Qu'à cela ne tienne, nous répondit-on, nous organiserons un vote de tous les résidents de ce domaine..."

La voix du pouvoir ajouta : "...un vote dans le respect de la démocratie : un homme, une voix."

Dans la cabane, avec les enfants, nous étions 7. Dans la maison, avec les domestiques, ils étaient 10.

Nous étions, nous sommes Kanaks.



Association "Un cœur, une vie"

"L'association a été créée en 2017 pour représenter tous les exclus du corps électoral provincial et faire ainsi entendre la voix de ces 43.000 citoyens privés de leurs droits civiques, dans le but d'obtenir la fin de cette profonde injustice."



Je suis né ici, j'ai rencontré l'amour. Marié à une femme arrivée sur le Territoire il y a 25 ans, nous avons tout construit ensemble, notre famille, notre maison et notre vie. Elle se sent ici chez elle plus qu'à Mata Utu où elle est née. Tous nos projets se dessinent ici mais elle ne peut pourtant pas élire les politiques qui déterminent notre vie quotidienne.

Jean-Luc Mélenchon au sujet de la Kanaky

Mélenchon est candidat à l'élection présidentielle de 2027. Parmi les sujets dont il se sert pour attirer des électeurs, figure ce qu'il dénomme la "Kanak-Calédonie"[7]. Fourbe comme il est, il inscrit sa démarche dans les principes de la "démocratie" telle qu'elle est institutionnalisée par la classe capitaliste dominante. Il n'envisage pas la conquête de l'indépendance du peuple kanak comme aboutissement de la lutte de celui-ci contre l'occupation coloniale. Il pense qu'il faudra "démocratiquement" procéder à un vote conjoint par le peuple français et le peuple "kanaky-calédonien" pour décider si oui ou non les Kanaks ont droit à l'indépendance nationale.

Une nouvelle page de l'histoire de la Kanaky-Calédonie doit s'ouvrir. Non seulement le peuple vivant sur place a le droit à son indépendance mais le peuple français dans son ensemble a le droit et le devoir d'en prendre la décision.

Plus précisément, voici ce qu'il annonce :

Dès l'été 2027, si les Français m'élisent, j'organiserai les conditions d'un référendum le plus immédiat pour un projet

d'accord instaurant l'indépendance de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Préalable indispensable à l'organisation d'une consultation locale sur ce projet.

Il précise que l'objectif serait :

une association franche et libre aux autorités du nouvel état indépendant et l'acceptation par les français d'un tel statut.

Ainsi il reprend hypocritement la conception d'"État associé" (qui était celle du ministre des Outremer Valls en 2025) :

Nous proposerons une association à la France, librement consentie mutuellement. Elle pourra porter sur des domaines que nous déterminerons avec lui, comme la défense, la coopération économique, la libre circulation des personnes, la protection écologique ou la recherche. En un mot, une association libre entre deux États souverains égaux en droits. [...] Ensemble, les deux peuples pourront décider, s'ils le souhaitent mutuellement, d'écrire un nouveau chapitre de vie commune.

Lectures complémentaires

- Commission nationale consultative des droits de l'homme, "Nouvelle-Calédonie et droits fondamentaux : une analyse de la crise de 2024", publié le 29 janvier 2026
https://www.cncdb.fr/sites/default/files/2026-02/26.01.29_Avis_Droits_fondamentaux_en_Nouvelle-Calédonie_analyse_crise_2024.pdf
- Article
<https://survie.org/decolonisons/2026/356-mars-2026/article/kanaky-nouvelle-caledonie-l-etat-macroniste-n-en-finit-plus-de-coloniser>

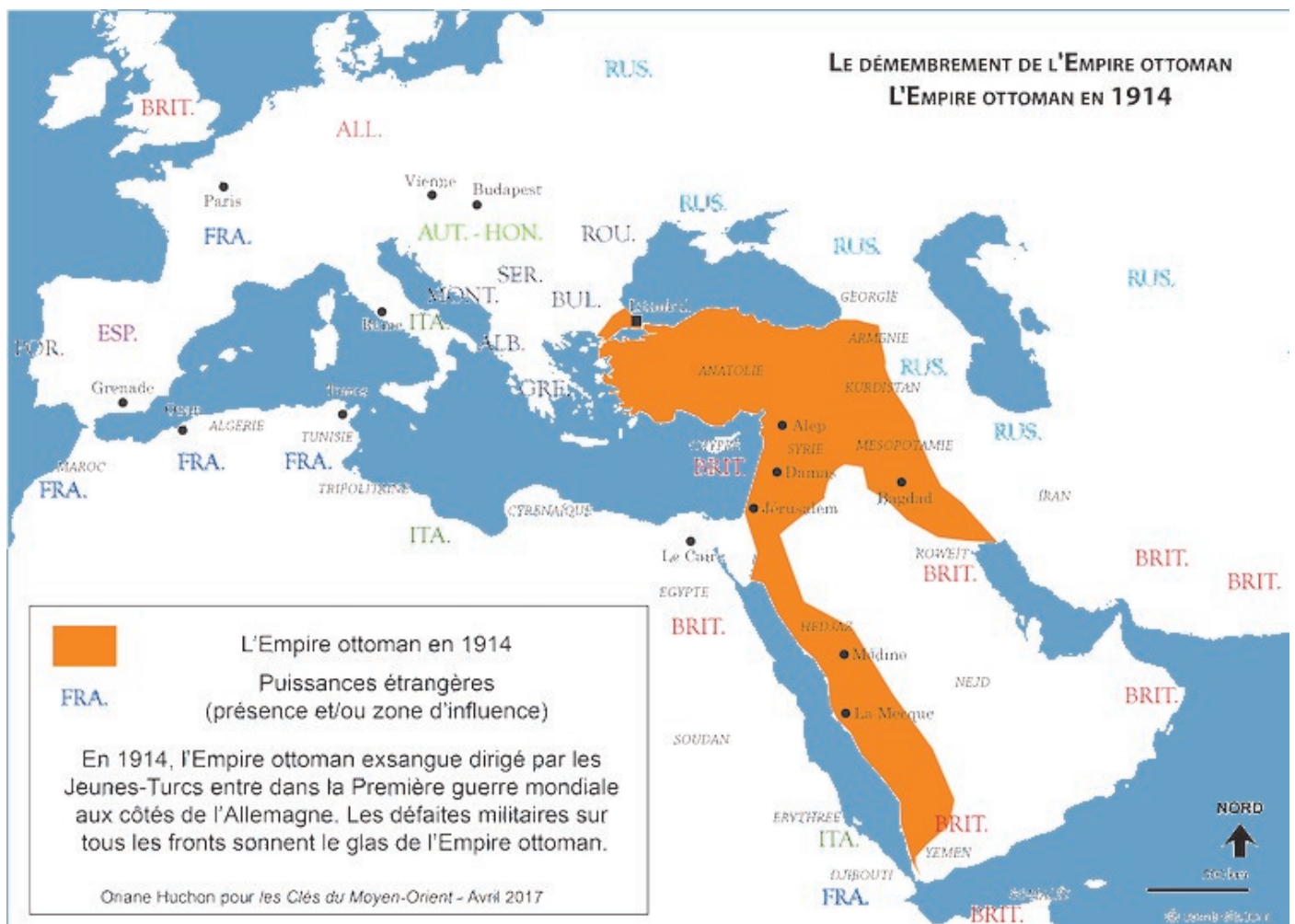
Notes

- [1]. Accord sur la Nouvelle-Calédonie signé à Nouméa le 5 mai 1998
- [2.2. Le corps électoral et le mode de scrutin - 2.2.1. Le corps électoral]
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000555817>
- [2]. <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/1999/99410DC.htm>
- [3]. <https://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cabiers-du-conseil-constitutionnel/la-citoyennete-caledonienne>
<https://histoirecoloniale.net/adoption-par-l-assemblee-nationale/>
<https://www.vie-publique.fr/dossierlegislatif/JORFDOLE000017758247>
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000425507>
https://www.lemonde.fr/societe/article/2007/02/19/le-parlement-a-vote-la-reforme-de-la-constitution_869148_3224.html
<https://www.assemblee-nationale.fr/12/ta/ta0-10.asp>
- [4]. "L'évolution politique de la Nouvelle-Calédonie de 1945 à 1983", p. 23
https://histoire-geo.ac-noumea.nc/IMG/pdf/la_NC_de_1945_a_1983.pdf
- [5]. Patrick Paitel, L'enjeu Kanak, Éditions France-Empire, 1985. Propos rapporté par Wassipi Lopué.
- [6]. <https://ricochets.cc/Kanaky-le-gouvernement-Macron-declenche-volontairement-l-incendie-et-criminalise-ses-opposants-7549.html>
- [7]. "La Kanaky-Nouvelle-Calédonie sera indépendante", 10 juillet 2026.
<https://blogs.mediapart.fr/jean-luc-melenchon/blog/100726/la-kanaky-nouvelle-caledonie-sera-independante>

Les évènements au Moyen-Orient

En 2026 le Moyen-Orient est encore une fois et même pourrait-on dire, plus que jamais au centre de l'actualité politique internationale. Cette région du monde est depuis la deuxième moitié du 20^e siècle un des terrains les plus importants, à la fois de la lutte de libération nationale des peuples arabes et kurde ainsi que, dans le cas de l'Iran, de la résistance face aux grandes puissances impérialistes dont les agissements menaçaient - et menacent - l'indépendance de cet État. Pour les puissances impérialistes, la domination de cette partie du globe est stratégique : non seulement en tant que réserve d'hydrocarbures (pétrole et gaz) mais aussi comme carrefour entre les continents européen, asiatique et africain. Depuis le 7 octobre 2023 et la guerre fasciste/coloniale menée par Israël contre la population palestinienne de Gaza en réponse aux attaques des forces de résistance palestiniennes sur le sol israélien, la région s'embrase de toute part. On voit à nouveau des forces impérialistes s'impliquer pleine-

ment dans la guerre contre l'Iran pour briser la République islamique en tant que puissance régionale qui empêche l'hégémonie complète des USA et de leurs alliés, mais aussi pour détacher cet immense pays de plus de 90 millions d'habitants de l'influence des puissances impérialistes rivales chinoise et russe. Parallèlement, à partir de décembre 2024, la Syrie, qui subit une guerre civile depuis 2011, a vu la chute du régime baasiste de Bachar al-Assad - allié de la Russie -, et la mise en place d'un pouvoir réactionnaire allié au camp occidental. Ce dernier point renforce l'influence des puissances occidentales dans la région, affaiblit la Russie qui avait beaucoup investi dans la défense de son allié syrien, et en même temps renforce le risque de la destruction totale du Rojava, auquel le nouveau pouvoir s'attaque dans le nord-est de la Syrie. L'intervention militaire israélienne dans le sud du Liban, de même que la situation politique, économique et militaire ébranlée des monarchies du golfe Persique, le



renforcement de la Turquie - tous ces facteurs sont eux aussi à prendre en compte pour tenter d'avoir une vision d'ensemble, même incomplète, de ce qui se joue dans cette région du monde.

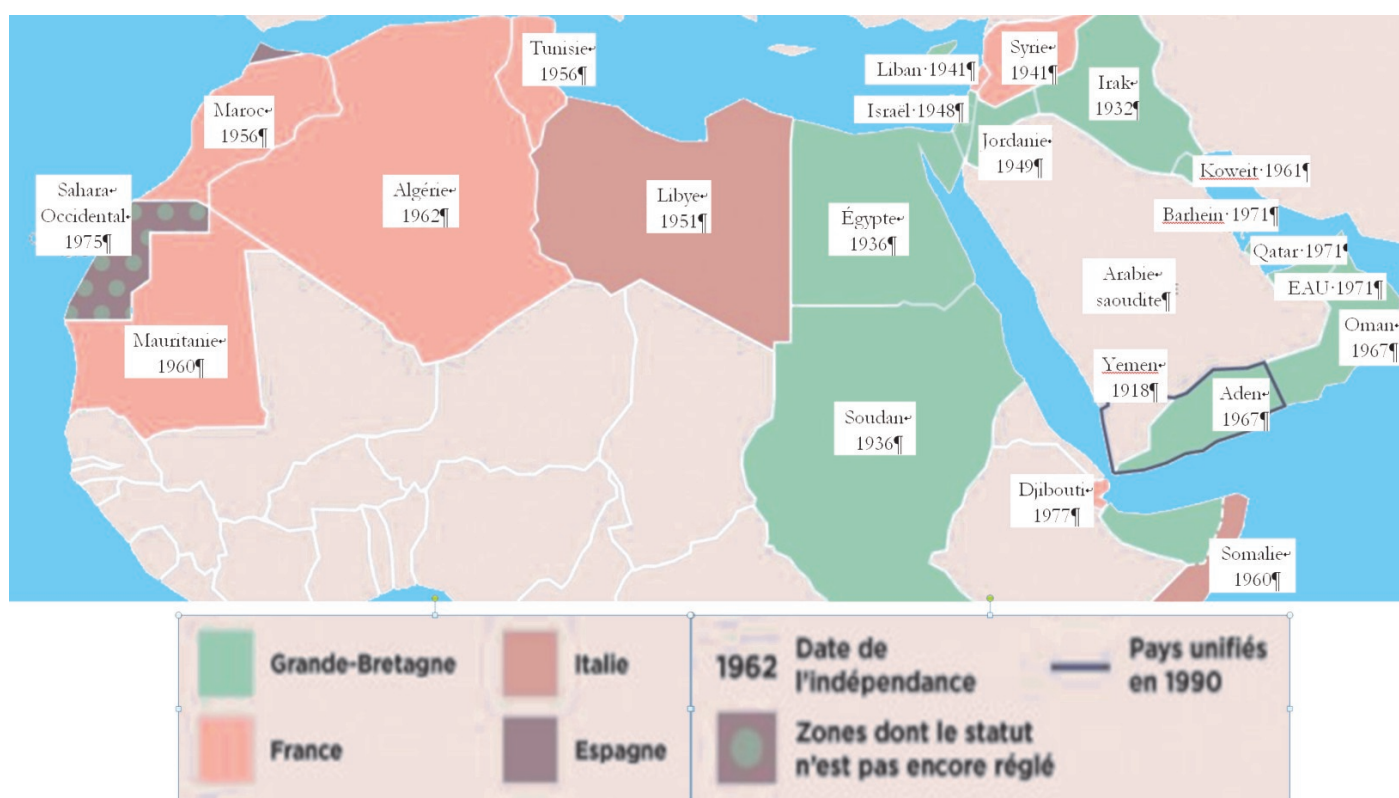
Il faut d'abord revenir un peu en arrière du point de vue de l'histoire pour comprendre comment une telle situation s'y est profilée.

Pendant plus de trois siècles, jusqu'en 1923, la région tout entière se trouvait formellement sous la domination de l'Empire ottoman à l'Ouest et dans une moindre mesure mais de façon plus constante de l'Empire perse à l'Est (principalement l'Iran actuel). En réalité à partir de 1914, particulièrement à la suite des accords secrets signés le 16 mai 1916 par Mark Sykes pour la Grande-Bretagne et François Georges-Picot pour la France, la région se trouve sous le contrôle de ces deux puissances. L'affaiblissement de l'Empire ottoman puis son éclatement à la suite de sa défaite durant la 1re guerre mondiale conduiront à son partage par les vainqueurs britannique et français qui établiront leur protectorat respectif : sur les territoires actuels de l'Irak, de la Palestine et de la Jordanie pour la Grande-Bretagne et sur les territoires de la Syrie et du Liban pour la France. L'État turc né sur les cendres de l'Empire ottoman parviendra, malgré les tentatives

de partage de son territoire par les puissances de l'Entente, à préserver une unité territoriale, et aussi à maintenir sa domination sur une partie du Kurdistan. Les populations kurdes se trouvent depuis éclatées en plusieurs grandes zones, principalement concentrées sur quatre États - une situation qui est à l'origine de la lutte du peuple kurde pour son indépendance en face de forces qui cherchent à le garder sous leur contrôle.

L'affaiblissement de la Perse au cours des 18e et 19e siècles et la colonisation britannique et russe de l'Asie centrale conduiront à son partage en zones d'influences selon une ligne de démarcation Est/Ouest entre la Russie et la Grande-Bretagne, par un traité bilatéral signé entre les deux puissances en 1907. L'État perse subsiste alors de facto mais ne dispose d'aucune autonomie, l'ensemble de ses richesses est à la disposition des impérialistes russes et britanniques. À l'issue de la 1re guerre mondiale, seule l'Arabie saoudite obtiendra une relative indépendance, bien que restant sous influence britannique. Les monarchies du golfe Persique seront mises en place et resteront sous contrôle britannique jusqu'aux années 1970.

À la fin de la 2de guerre mondiale, les USA sont dans une position dominante, mais en concurrence avec la Grande-Bretagne pour le contrôle du pétrole



du Moyen-Orient. Les deux puissances impérialistes se partageront là encore les zones d'influence sur le dos des peuples de la région. Selon ce nouveau partage, le pétrole de la péninsule arabique revient aux USA et l'Iran reste sous influence britannique. L'exploitation du pétrole de la région reviendra donc aux groupes monopolistiques pétroliers capitalistes de ces puissances.

L'année 1948 voit la création de l'État sioniste d'Israël sur le territoire du protectorat britannique de Palestine et cela après une décision de l'ONU. Dès le début, Israël imposera son existence par la guerre contre les Palestiniens, mais aussi contre les États arabes. Dès lors l'impérialisme US se placera en premier soutien d'Israël, qui sera son avant-poste militaire au Moyen-Orient, "un pistolet braqué sur les peuples et les États arabes", comme l'écrivait Enver Hoxha[1]. L'ensemble des guerres d'Israël contre les États arabes entre 1948 et 1973 ainsi que les intrigues diplomatiques des grandes puissances - en premier lieu des USA, mais aussi de l'URSS devenue socialimpérialiste - auront pour but d'empêcher l'aboutissement de la lutte de libération des peuples arabes qui constituait et constitue toujours un danger pour la domination de l'impérialisme. La preuve en est que l'État israélien encore aujourd'hui - même s'il a des intérêts qui lui sont propres, qu'il tente de faire valoir toujours plus, en particulier sur la question palestinienne - reste un auxiliaire zélé des USA contre les adversaires de cette puissance dans la région. C'est parce que Netanyahou se rend utile en contribuant activement aux objectifs des USA, qu'il peut se permettre la guerre actuelle contre la Palestine et le Liban sans être entravé, du moins tant que les objectifs poursuivis par Israël ne rentreront pas en contradiction avec les intérêts US.

Ainsi, à partir de la fin des années 1940 et jusqu'à aujourd'hui, le Moyen-Orient a été et reste le théâtre d'interventions et de conflits successifs, de guerres sanglantes et d'épurations ethniques. Tous ces événements sont directement ou indirectement fomentés, soutenus ou exécutés par les grandes puissances impérialistes et leurs associés "proxy", qui luttent pour le maintien ou le renforcement de leurs intérêts sur le dos des peuples arabes, kurde, perse et autres, de la région. Les impérialistes US en particulier étaient après 1945 et sont encore aujourd'hui les maîtres de la région, cela grâce à la mise en place et/ou le maintien de

régimes réactionnaires - dont les monarchies pétrolières du golfe Persique, la dictature du Shah d'Iran jusqu'en 1979 -, ainsi que moyennant le soutien au terrorisme islamiste, aux interventions militaires etc.

Cette politique très ambivalente des USA au cours des dernières décennies vient détruire le mythe d'une intervention en faveur de la "démocratie", contre la "dictature" qui est rabâché à longueur d'antenne dans les médias occidentaux. Les gouvernants US ne se sont jamais embarrassés de considérations "démocratiques" vis-à-vis de leurs alliés. Ils ont soutenu et soutiennent toujours le terrorisme islamiste, les monarchies théocratiques, le sionisme dans la région, alors même qu'ils appellent à la "démocratisation" de l'Iran à coup de bombes, pour moins - largement - que ce qui se produit chez leurs alliés.

Le soutien aux monarchies réactionnaires du golfe Persique (en particulier les Saoud d'Arabie saoudite) jusqu'à aujourd'hui, le soutien aux moudjahidines en Afghanistan durant l'intervention soviétique de 1979 à 1989, de même que le maintien à bout de bras de la dictature autocratique du Shah d'Iran, ou encore plus récemment le soutien aux islamistes syriens montrent bien que la politique de l'impérialisme US (mais pas seulement US) ne s'embarrasse pas de quelconques principes. La bourgeoisie impérialiste ne se soucie d'aucune manière des questions de démocratie, ce concept étant contraire à son propre caractère réactionnaire. Surtout, elle ne réclame jamais son respect quand il s'agit des pays dominés, sauf en paroles pleines d'arrière-pensées démagogiques.

La révolution iranienne de 1979 marquera un premier tournant dans la remise en cause de l'impérialisme US, en détachant de son influence le plus grand pays de la région. Ce fut un sérieux coup dur infligé à l'impérialisme US mais cela ne l'empêcha pas de continuer sa politique impérialiste dans la région. Après l'effondrement de l'URSS en 1991, les USA accèdent de fait - pour quelque temps - à un statut de puissance prédominante dans le monde. Ce bouleversement géopolitique va leur permettre d'agir directement avec leurs propres forces armées sans aucune gêne, au mépris de tout "droit international", jusqu'à nouvel ordre. Guerre en Irak en 1991; guerre en Afghanistan en 2001 qui sera suivie d'une occupation catastrophique sur tous les plans pendant 20 ans; guerre en Irak en 2003, destruction et occupation du pays là aussi catastrophique pour le peuple irakien. Aujourd'hui c'est au

tour de l'Iran - dernier pays indépendant du Moyen-Orient, placé sous sanction depuis plus de 40 ans - d'être la cible militaire de l'impérialisme US. La guerre menée actuellement contre l'Iran par les USA et Israël s'inscrit dans la défense des intérêts de l'impérialisme US au niveau régional mais aussi au niveau mondial. La République islamique d'Iran sous sanction US est devenue un partenaire privilégié de la Chine, en premier lieu pour les hydrocarbures. C'est aussi un partenaire de la Russie, avec la coopération dans le domaine du nucléaire civil, et surtout sur le plan militaire, en particulier pour le contrôle de la mer Caspienne, où la Turquie - membre de l'OTAN - par le biais de son alliance avec l'Azerbaïdjan a déjà des bases et menace la domination de la Russie sur cette mer stratégique. Frapper l'Iran aujourd'hui c'est donc non seulement attaquer l'influence de la Russie sur le Moyen-Orient mais aussi viser de manière indirecte le dangereux concurrent chinois en contrôlant directement une grande partie de l'approvisionnement en énergie de ce dernier, et dans une moindre mesure la Russie en renforçant son encerclement militaire.

De ce bref récapitulatif historique nous pouvons déduire d'une manière suffisamment claire que la situation actuelle n'est pas un fait nouveau mais bien la continuité d'une situation qui perdure depuis plus d'un siècle. Il ressort nettement que la cause première, l'origine de cette situation réside dans l'ingérence continue de l'impérialisme et la lutte d'influence des grandes puissances capitalistes/impérialistes pour le contrôle de la région comme carrefour entre les continents et réserve d'énergie fossiles : pétrole et gaz. La question énergétique est devenue au cours du 20e siècle et constitue encore de nos jours un aspect stratégique vital. C'est d'ailleurs pour cela que la crise au Moyen-Orient a pris une telle ampleur et que, par les dangers et les conséquences qu'elle peut entraîner, elle a une influence majeure sur l'ensemble de la situation mondiale.

Les raisons religieuses, ethniques, culturelles, historiques et même civilisationnelles souvent invoquées - comme l'opposition entre musulmans et juifs, ou encore entre chiïtes et sunnites - ne tiennent pas lorsqu'on s'intéresse de manière un peu sérieuse à la question. Si elles font bien partie de l'équation, elles ne constituent que des données secondaires. Le conflit qui "officiellement" oppose deux États - Palestine et Israël -, mais qui depuis l'époque coloniale a été et reste une lutte de libération nationale, illustre le mieux

ce constat. Aucun pays islamique voisin de la Palestine, hormis l'Iran de manière limitée, n'a pris le parti de soutenir les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, victimes des pires exactions et crimes de guerre allant même jusqu'au génocide. Aucune solidarité envers les Palestiniens ne s'est manifestée de manière réelle de la part des États arabes et/ou musulmans. Aucun de ces souverains élus de dieux dans le Golfe ou en Jordanie ni ces chefs tout-puissants en Égypte par exemple, ni même les islamistes de Syrie - qui tous fondent ou appuient leur pouvoir sur l'Islam - n'ont levé le petit doigt pour aider leurs "frères" palestiniens en proie aux bombardements barbares et à la famine organisée par Israël à Gaza. Pire que cela, ils maintiennent leurs partenariats avec l'État génocidaire d'Israël. C'est parce qu'aujourd'hui la quasi-totalité de ces pays et leurs classes dirigeantes jouent leurs intérêts propres, non pas en tant que nation ou peuple mais en tant que classe. Les rois du pétrole et du gaz de même que les dictateurs de Syrie ou d'Égypte ne doivent leur pouvoir et leurs bénéfices qu'à leur allégeance aux USA, premiers alliés d'Israël. Il est donc tout à fait exclu de les voir s'opposer à leur tuteur légal, qui plus est dans l'intérêt d'un peuple "étranger". Il semblerait donc que les disciples de Mahomet, les sionistes et les chrétiens évangélistes de Trump ne soient pas si irréconciliables quand leurs intérêts capitalistes sont les mêmes. Leur seule vraie religion c'est l'accumulation du Capital, la course sans fin au profit maximal. On voit assez clairement se dessiner le fait que dans la mesure où les USA n'ont pas soumis l'Iran, et s'ils n'y arrivent pas, eux et leur allié "proxy" israélien auront malgré tout intérêt à préserver le chaos régional engendré par cette situation de "ni paix, ni guerre". Celle-ci est entretenue depuis plusieurs décennies afin de permettre à l'impérialisme US de poursuivre activement sa lutte pour le maintien de sa domination sur la région, notamment par sa très forte présence militaire, et de justifier à l'avenir encore son intervention de même que celle de ses alliés dans les affaires des pays arabes et en Iran. Le récent cessez-le-feu précaire entre les USA et l'Iran, comme l'accord de paix proposé laissant beaucoup de questions sans réponse sur le fond de l'affaire illustrent bien cet état de fait.

L'actualité évoluant constamment, il est fort possible qu'entre la rédaction et la parution de ce texte il se soit produit des faits de grande importance, confirmant ou infirmant certains raisonnements ou conclusions. Néanmoins nous avons la conviction de la né-

cessité de produire une telle analyse afin de faire la lumière et de mettre la multitude de conflits et de situations politiques particulières au Moyen-Orient en relation dialectique avec la situation de l'impérialisme mondial. Seule une compréhension la plus claire possible de la situation actuelle, nécessitant l'analyse juste des forces politiques en présence et du rôle et des actions de toute sorte menées par les différentes puissances impérialistes dans la région, permettra aux communistes d'adopter une position appropriée afin d'agir dans l'intérêt de la classe ouvrière et des peuples - et cela non seulement à l'égard des pays de la région concernée, mais aussi de leur propre pays. En éclairant les masses sur la réalité des buts de guerre, des jeux politiques et des pressions économiques exercées de tous côtés, les communistes et autres militants d'avant-garde joueront leur rôle révolutionnaire en brisant le mur de la propagande bourgeoise qui dans chaque pays pris isolément a pour but primordial de manipuler le peuple travailleur en un sens déterminé : si ce n'est l'entraîner directement dans la guerre, au moins le mystifier pour lui faire approuver la politique impérialiste et antiouvrière, antipopulaire de son propre gouvernement ou du "bloc" impérialiste auquel il appartient. Il est de notre devoir de travailler à saper l'influence de la bourgeoisie sur les travailleurs et de permettre l'émergence d'un autre discours représentant réellement leurs intérêts en tant que classe. Ces intérêts, ni en France, ni aux USA, pas plus qu'en Israël, en Iran ou en Chine, ne sauraient être ceux de l'impérialisme ou ceux de la bourgeoisie dominante nationale.

Toutefois la difficulté est grande, après avoir dit cela, de se positionner de manière intelligible dans le débat actuel tel que présenté de manière manichéenne, c'est-à-dire qu'il faudrait être pour ou contre l'un ou l'autre des belligérants. Pour nous il va de soi que soutenir le génocide que commet Israël à Gaza, ou l'intervention militaire US-israélienne en Iran est exclu. Ces événements sont l'expression la plus directe et la plus violente de l'impérialisme, du colonialisme et du racisme le plus réactionnaire. De même il est exclu d'apporter notre soutien au gouvernement de la République islamique d'Iran ou au Hamas de Gaza en tant que tels, qui au-delà des accusations de la rhétorique occidentale de "terrorisme" ou de "dictature" sont des instruments politiques profondément réactionnaires vis-à-vis des travailleurs de leurs pays et de violents anticomunistes pour lesquels le combat "anti-

impérialiste" se limite exclusivement à la lutte contre les USA et Israël et ne vise pas le système de l'impérialisme/capitalisme en tant que tel. Cependant il faut préciser que la question du Hamas est complexe, avant tout dans la mesure où elle est intimement liée à celle de la lutte de libération nationale du peuple palestinien. À cette lutte sont parties prenantes divers groupes d'orientations variées. L'opération d'octobre 2023 notamment avait été entreprise par une coalition de groupes, et dans les manifestations consécutives de soutien, en France, l'un des mots d'ordre indiquait à juste titre qu'il ne s'agissait pas d'une "guerre entre Israël et le Hamas", comme le prétendaient fréquemment les médias.

Certes, l'Internationale communiste insistait sur le rôle dirigeant que devait assumer le prolétariat et ses organisations dans le développement des luttes de libération nationale dans les colonies[2] :

Les mouvements révolutionnaires libérateurs des colonies et des semi-colonies se groupent de plus en plus autour du drapeau de l'Union soviétique, convaincus par une amère expérience, qu'il n'y a pour eux de salut que dans l'alliance avec le prolétariat révolutionnaire, dans la victoire de la révolution prolétarienne mondiale sur l'impérialisme mondial. De leur côté, le prolétariat de l'U.R.S.S. et le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes, dirigés par l'Internationale communiste, soutiennent et soutiendront de plus en plus énergiquement par leur action, la lutte émancipatrice de tous les peuples coloniaux dans leur lutte pour l'émancipation définitive du joug de l'impérialisme.

Mais il ne faut surtout pas en déduire qu'en dehors de la mise en pratique effective de cette perspective, les mouvements dans les colonies et les pays semi-colonisés ne seraient porteurs d'aucune dynamique positive.

En rapport avec les considérations qui précèdent, concernant la caractérisation des forces qui s'opposent au Moyen-Orient, il est faux de penser que nous soyons partisans d'une sorte de "ni-ni" qui reviendrait à nous enfermer dans l'inaction - ce qui est souvent l'apanage de nombreux partis "de gauche", voire se revendiquant communistes. Notre positionnement ne nous empêche nullement d'agir de manière concrète sur le cours des événements car contrairement aux réformistes et révisionnistes de tout acabit nous nous plaçons non pas du point de vue que la bourgeoisie dominante veut nous imposer, mais du point de vue du marxisme-léninisme, du point de vue de la classe ouvrière, du prolétariat international et de leur intérêt.

Lénine écrivait en parlant de la première guerre mondiale impérialiste[3] :

Les socialistes doivent profiter de la guerre que se font les brigands pour les renverser tous. Pour cela, il faut avant tout que les socialistes disent au peuple la vérité, à savoir que cette guerre est dans un triple sens, une guerre d'esclavagiste pour la consolidation de l'esclavage. C'est une guerre qui vise, premièrement à consolider l'esclavage des colonies au moyen d'un partage plus "équitable" et d'une exploitation ultérieure mieux "orchestrée"; deuxièmement à accentuer le joug qui pèse sur les nations étrangères à l'intérieur des "grandes" puissances elles-mêmes, [...] troisièmement à intensifier et à prolonger l'esclavage salarié, car le prolétariat est divisé et accablé, tandis que les capitalistes gagnent sur tous les tableaux en s'enrichissant par la guerre, en exacerbant les préjugés nationaux et en accentuant la réaction, qui connaît une recrudescence dans tous les pays, même dans les pays républicains les plus libres.

Plus que la guerre en elle-même il faut donc regarder en premier lieu ses objectifs politiques dans le cadre actuel du développement de l'impérialisme au niveau mondial. "La guerre n'est que la simple continuation de la politique par d'autres moyens", écrivait Carl von Clausewitz, militaire prussien du 19e siècle. Il suffit de voir quelle politique a été menée par l'impérialisme ces dernières décennies pour comprendre que les conflits actuels sont la prolongation directe de cette politique par la manière violente, violence qui est caractéristique d'un système capitaliste/impérialiste plus que jamais en crise et qui ne parvient plus à se réguler par le cadre étroit - et désormais totalement périmé - des institutions internationales et autres organismes qu'il a lui-même mis en place. Une crise dont nous parlons depuis de nombreuses années, mais qui semble s'accélérer depuis 2022 et la guerre en Ukraine. Pour apprécier correctement le rôle historique du conflit entre les USA et l'Iran et avoir une position la plus juste possible, il nous faut donc nous placer du point de vue des intérêts de la révolution prolétarienne et des peuples opprimés dans le monde. Intérêts qui sont en contradiction absolue avec ceux de l'impérialisme en tant que système. Il faut envisager le problème de manière plus large, et en comprendre les enjeux au niveau global.

Il existe deux cas de figure, dont les formes respectives peuvent être différentes mais qui constituent les deux issues possibles au conflit actuel : une stabilisation de la situation favorable soit aux USA, soit à l'Iran. Une quelconque "stabilisation" ne pourrait être évidemment que relative, précaire, temporaire. À partir de là nous avons devant nous une question primor-

diale que nous devons en premier lieu nous poser : laquelle de ces deux possibilités affaiblira le plus l'impérialisme mondial? Si la balance s'incline en faveur des USA et de leur allié israélien dans la guerre actuelle contre l'Iran, cela constituerait un renforcement de l'hégémonie chancelante de l'impérialisme US au niveau mondial, ce qui lui permettrait de renforcer sa domination et son influence politique sur les pays qui gravitent dans ses sphères d'influence. Cela voudrait dire non seulement le renforcement direct des USA mais encore de tous les régimes les plus réactionnaires soutenus par lui (en particulier au Moyen-Orient). Israël gagnerait le droit, sans conditions, de "finir le travail" à Gaza et dans toute la Palestine dans la plus complète impunité. Nul doute qu'enhardi par un succès aussi important, l'impérialisme US tenterait à nouveau des interventions militaires du même genre qui conduiraient d'autres peuples dans le chaos et nous rapprocheraient encore un peu plus d'une guerre nucléaire au niveau mondial. Au contraire, si la balance s'incline en faveur de l'Iran dans ce conflit, cela améliorerait le rapport de forces en faveur des éléments progressistes au niveau mondial dans la mesure où l'impérialisme US se trouverait affaibli dans la région mais aussi dans le monde. Ce serait aussi - malgré les influences chinoise et russe derrière l'Iran -, une victoire contre l'impérialisme au niveau mondial. La Chine, principal allié de l'Iran, s'est démasquée par le faible soutien qu'elle a fourni à l'Iran depuis l'agression militaire conjointe USA/Israël. Elle a principalement fourni des armes défensives et de l'imagerie satellite à l'Iran, mais rien qui puisse véritablement infliger des dommages aux USA. Elle a montré qu'elle est bien plus préoccupée par ses intérêts propres que par le droit international ou les intérêts de ses alliés. La Russie elle aussi, bien qu'elle ait fourni du matériel militaire (à visée uniquement défensive là aussi) a démontré que l'alliance avec elle avait ses limites. Que l'Iran réussisse à imposer une issue favorable de son point de vue dans ces conditions renforcerait l'idée selon laquelle les peuples du monde ne doivent leur salut qu'à leur lutte contre l'impérialisme et pour leur indépendance, et surtout qu'ils peuvent mener cette lutte par leurs propres forces. Dans cette configuration, le fait que le régime iranien est un régime réactionnaire (nous ne faisons pas ce constat en nous plaçant du point de vue bourgeois, mais de notre point de vue prolétarien) constitue une donnée secondaire; nous devons soutenir ce deuxième cas de figure - favorable

à l'Iran -, car c'est celui qui sera au bout du compte le plus favorable à la révolution et à l'émancipation de l'ensemble des peuples du Moyen-Orient à long terme. À la veille de la guerre israélo-arabe de juin 1967, Enver Hoxha écrivait[4] :

Le soutien aux peuples arabes dans la lutte contre l'impérialisme américain et son instrument, Israël, est un important aspect de la politique de notre État, et cela indépendamment des régimes actuels de leurs pays, car l'indépendance et les droits souverains de ces derniers sont menacés par les impérialistes américains. Nous devons soutenir les peuples arabes car ils se sont éveillés et tendent à consolider leurs états. Ils vivent aujourd'hui sous des régimes bourgeois démocratiques, certains même sous des régimes féodaux, mais ils affirment toujours plus leurs sentiments progressistes et surtout, organisent de mieux en mieux leur résistance aux intrigues et au joug politique et économique des étrangers.

Si la situation respective des pays de la région a changé depuis 1967 il n'en reste pas moins vrai que cette analyse peut s'appliquer correctement à la situation que nous vivons. C'est dans ce sens que nous pensons qu'il faut mener notre travail auprès des travailleurs afin de leur faire prendre conscience des vraies raisons et enjeux des guerres sous le capitalisme. À partir de là le rôle des communistes sera d'utiliser ce revers de l'impérialisme pour développer leur propagande et leur influence auprès des masses auxquelles les capitalistes voudront faire payer l'addition de leur échec. De cette manière il faudra profiter de l'affaiblissement de l'impérialisme à l'extérieur pour travailler à son affaiblissement à l'intérieur. Pour les

communistes en Iran, là aussi et même avec le maintien du régime islamique, il y aura potentiellement une période favorable pour organiser le travail auprès des travailleurs iraniens. Car même en cas de victoire iranienne, le prix à payer, en premier lieu économiquement, sera probablement important au point qu'il pèsera fortement sur les couches prolétariennes de la population iranienne. Là aussi les classes dirigeantes voudront que ce soient les travailleurs qui payent la reconstruction du pays. Ainsi une défaite de l'impérialisme en Iran, même si elle n'apporte pas aux forces progressistes une victoire au sens absolu du terme, permettrait de créer des conditions plus favorables à la lutte contre le capitalisme et le impérialisme au niveau mondial, là où la victoire de l'impérialisme US constituerait une victoire non seulement de l'impérialisme actuellement le plus réactionnaire et agressif, mais encore un renforcement du système de l'impérialisme au niveau mondial.

Ces considérations ne contredisent nullement l'objectif fondamental qui doit guider les communistes en général dans leurs analyses, dans leurs luttes : la conquête du pouvoir dans les pays respectifs. Cela s'applique également à l'Iran. Cependant d'un point de vue tactique, l'opposition active face aux agressions impérialistes, aux forces impérialistes envahisseurs, est légitime. Imaginer qu'une intervention militaire impérialiste pourrait apporter au peuple la "démocratie", que ce soit celle de la "république démocratique", ou autre - serait une illusion fallacieuse.

LES IMPÉRIALISTES US ET LEUR ALLIÉ SIONISTE

HORS D'IRAN !

À BAS L'IMPÉRIALISME ET LE CAPITALISME

FAUTEURS DE GUERRE !

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

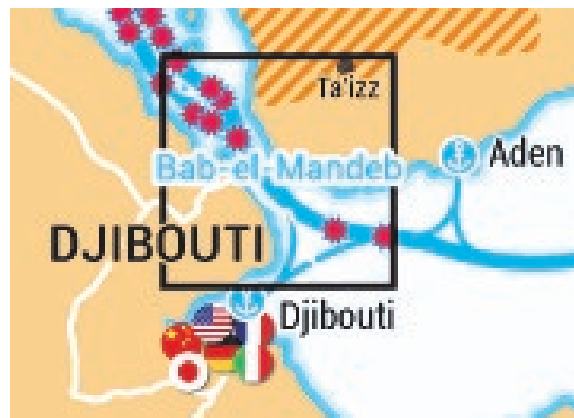
— Voir cartes page suivante —

Notes

1. Enver Hoxha, réflexions sur le Moyen-Orient; Éditions 8 Nëntori, 1984.
2. 6e Congrès mondial de l'IC, Thèses sur le mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies *Correspondance Internationale*, Organe de l'Internationale communiste, n°149, p. 1727.
3. V. I. Lénine, *Le socialisme et la guerre* (1915); Œuvres, tome 21; Paris, Éditions sociales, 1973; p. 314.
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150800b.htm>
4. Enver Hoxha, réflexions sur le Moyen-Orient, p.42.



Bases militaires US au Moyen-Orient



Bases militaires à Djibouti :
 France
 (accueillant les contingents espagnol et allemand)
 USA, Chine, Japon, Italie

L'atomisation du sud du Yémen, qui échappe au règne des houthistes implantés dans le Nord, est entretenue par une lutte d'influence entre l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le sultanat d'Oman. La carte montre le contrôle du territoire au 1er trimestre 2025.



- Houthistes
- Conseil de transition (séparatistes du Sud)
- Milice de Tarek Saleh
- Forces du Bouclier national
- Forces d'élite d'Hadramout
- Présence d'Al-Qaïda (décembre 2024)

Contourner le détroit d'Ormuz : projets et plans (juillet 2019)



Oléoducs de contournement en fonctionnement

- Oléoduc Petrolina
- Oléoduc ADCOP

Oléoducs de contournement abandonnés

- Oléoduc transarabe Tapline
- Oléoduc irako-saoudien IPSA

Projet de canal

- Projet du "Canal Salman"
- Trajet alternatif du canal

Géographie

- Localité d'intérêt
- Route principale



Venezuela : trompe-l'œil et réalité

Note concernant les sources : Les textes en langue espagnole ont été traduits par nous [ROCML].

Au présent texte est associée une série de notices documentaires :

- Voir la liste des documents "Documents associés au présent texte" :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-documents/>

- Des renvois spécifiques aux "Documents associés au présent texte" figurent dans le texte ci-dessous.

*

Qu'il s'agisse de la vie au quotidien des individus, ou de grands bouleversements sociaux collectifs, il existe souvent une discordance entre la réalité effective et la perception illusoire qu'en ont certains. En ce qui concerne les événements récents au Venezuela, ce phénomène s'est développé jusqu'à l'extrême, aboutissant à une situation catastrophique pour une grande partie de la population, à l'exception de ceux qui sont ravis de voir se développer la domination de l'impérialisme US. Quant aux gouvernants actuels, ils sont certes mal à l'aise, du fait d'être bousculés par les difficultés à gérer, mais ils se débrouillent tant bien que mal en s'efforçant de garder intactes les apparences.

En 1999, Hugo Chávez a entamé un premier mandat de président. À sa réélection en 2006, il a prêté serment en ces termes[1] : "Je jure par le Christ, le plus grand socialiste de l'histoire", et a appelé "à la patrie, au socialisme ou à la mort". Dans la réalité pratique, quelques éléments tels que des expropriations d'entreprises ou l'essence à prix dérisoire pour les automobilistes pouvaient aider à entretenir un faux-semblant de socialisme. Mais il s'agissait tout au plus à "faire du social", comme savent le faire de façon pareillement illusoire les "social-démocrates" de partout, tels que le PS en France.

Dans le contexte établi à partir de 2013, avec Nicolás Maduro comme président, il est devenu de plus en plus difficile pour le régime d'éviter que la perception illusoire entretenue par les promoteurs de la "révolution bolivarienne" ne s'écroule. Les artifices échafaudés pour maintenir un faux-semblant de "socialisme" sont poussés jusqu'à l'absurde. Peu avant

de se trouver embarqué vers les USA, Maduro a annoncé, le 25 décembre[2] : "À compter d'aujourd'hui, nous déclarons la mise en place d'un gouvernement de transition communale vers le socialisme, avec 5.336 salles d'auto-gouvernance, 5.336 gouvernements territoriaux composés de voisins, de familles, de communautés, de forces concrètes qui débattent, participent, agissent, construisent et font de leurs territoires des territoires visibles pour une nouvelle société". Il assure que ces salles d'auto-gouvernance disposent de tous les organes communaux opérationnels. Selon lui il s'agit de renforcer le système d'auto-gouvernance en y associant le concept de "toparchie"[3].

Dans ce qui suit, nous n'abordons pas l'évolution de la situation au-delà de l'opération militaire du gouvernement US, le 3 janvier 2026, qui a bouleversé le contexte régional. Toutefois nous formulons un constat préalable : nous rejetons absolument cette intervention sur le territoire d'un État étranger, ainsi que plus globalement la prétention de l'impérialisme US d'imposer sa domination à des régimes en place et à leurs populations.

Cette précision étant faite, revenons-en à la question de la perception illusoire, en l'occurrence celle incarnée par la mythologie de la "révolution bolivarienne". Nous ne développerons pas ici tout le cheminement initié par la venue de Hugo Chávez à la présidence, mais nous nous concentrerons - de façon succincte - sur la période débutant approximativement en 2015. En complément de notre argumentation, nous présentons une série de documents qui, selon nous, mettent en évidence le fait que la vision résumée par le concept de "révolution bolivarienne" n'est rien d'autre qu'une construction mentale artificielle.

La nature du régime après Chávez - continuité et adaptation

Chávez, président depuis 1999, est décédé en 2013. Nicolás Maduro a été confirmé dans la fonction de président par les élections d'avril 2013. Dans un premier temps, il était préoccupé avant tout de soigner son image de successeur attitré d'avance par Chávez. Mais par la suite il s'est adapté, à sa manière, au contexte politique et économique. Entre autres, un affrontement particulier s'est cristallisé en rapport avec un

capitaliste important, Lorenzo Mendoza, dont le grand-père avait édifié le conglomérat Empresas Polar, opérant dans le secteur alimentaire.

Un conflit a éclaté fin 2015 entre le personnel et la direction de l'entreprise Polar[4]. Les travailleurs affiliés au Syndicat unifié régional des travailleurs de Polar Centre (Sintraterricentro), après des mois de grève pour revendiquer une convention collective, ont obtenu un jugement arbitral leur accordant divers avantages et droits sociaux. Quelques semaines plus tard, sous une forte pression syndicale, le ministère du Travail a approuvé l'extension de cette décision à l'ensemble des employés de Polar. Début 2016, Mendoza a décidé de fermer deux usines de malt et de bière - situées à Caracas et à Barcelona - ainsi que toutes les zones commerciales qui en dépendaient. Plus de 12.000 personnes à travers le pays se sont retrouvées sans emploi. Officiellement, le groupe Polar a justifié la fermeture des usines et d'autres unités, ainsi que la suspension du personnel, par une pénurie de matières premières. Omar Quijada - employé de la brasserie de Barcelona et directeur régional de la "vice-présidence chargée de la classe ouvrière" au sein du PSUV (parti aligné sur le régime) - a souligné que le ministère du Travail n'avait jamais procédé à une inspection pour vérifier cette prétendue pénurie. Face à ces suspensions, les travailleurs de diverses régions du pays ont saisi les inspections du travail. Sans exception, ces instances ont ordonné la réintégration des employés, invoquant des violations de la loi. Les travailleurs ont poursuivi leur lutte qui, après un recours entamé par Polar, a atteint le Tribunal suprême de justice (TSJ) en août 2017. À l'instar des autorités précédentes, le TSJ a ordonné la réintégration immédiate des milliers de travailleurs ainsi que le versement des avantages sociaux non perçus. Toutefois, la direction de Polar a refusé de s'y conformer, et l'affaire a été portée devant les tribunaux. Une fois de plus, la décision - rendue cette fois par les tribunaux du travail de première instance - a été favorable aux travailleurs. Cependant, Mendoza n'a tenu compte d'aucune décision de justice ni injonction constitutionnelle. En juillet 2022, une délégation de travailleurs a rencontré le nouveau ministre du Travail, Francisco Torrealba, et a été reçue à l'Assemblée nationale. "Nous avons subi un massacre social; ils ont bafoué nos droits humains et se sont indument appropriés nos salaires ainsi que des sommes correspondant à nos avantages sociaux", a résumé Quijada. Malgré cela, il a déclaré : "Nous avons foi et espoir dans le

système judiciaire vénézuélien. Nous sommes convaincus que justice sera rendue."

Depuis, les choses en sont restées à ce point. En réalité, au moins depuis que le recours au TSJ s'est avéré vain, il était évident que Maduro - obligé malgré lui d'assumer ouvertement la confrontation avec le grand capital - avait conclu un arrangement avec Lorenzo Mendoza, afin d'éviter que le régime fût mis au pied du mur. Rétrospectivement, en février 2020, la tractation a été commentée par le journal *New York Times*[5]. Nous savons par expérience que certains militants cultivent une incrédulité spécieuse consistant dans le "raisonnement" suivant : "la presse en France nous ment", en général, et en particulier au sujet du régime vénézuélien, "donc" inversement il faut croire ce qu'affirment les média "bolivariens". De notre côté le récit du *New York Times* coïncide tout simplement avec notre propre analyse.

Non seulement Maduro a capitulé ainsi dans un affrontement concret de lutte de classe, mais il a choisi consciemment le développement de l'économie selon les principes du capitalisme. En effet, le régime poursuit l'exploitation de la classe ouvrière par la classe capitaliste au niveau de la société, globalement. La situation, catastrophique à cet égard, comporte plusieurs facettes. En premier lieu apparaît le délabrement de l'économie. Le régime cherche à se dédouaner en incriminant les sanctions économiques imposées par les USA, mais quand on retrace l'évolution de la situation nationale et du contexte international, on constate que des relations de causes à effets sont déjà à l'œuvre dès l'élection de Chávez comme président. Ensuite, l'action du gouvernement à la recherche de remèdes vise directement les conditions de vie des travailleurs. Globalement la précarité des conditions de travail et de vie s'est aggravée. Des éléments essentiels du code du travail ont été démantelés. En particulier le salaire comme rémunération du travail a été remplacé progressivement par une accumulation d'artifices sous forme de sommes attribuées de façons conditionnelles variées. Le Parti Communiste de Venezuela (PCV) insiste à juste titre sur cette question[6].

En résumé, la détérioration des revenus reçus par les travailleurs est opérée en transformant le salaire - qui devrait être l'élément principal - en composante accessoire du revenu intégral. Quand on examine l'évolution durant l'année 2016, on constate que le bon alimentaire a augmenté de 844% en valeur nomi-

nale, tandis que le salaire minimum légal n'a augmenté que de 181%. Cette distorsion est doublement dommageable, du fait que les droits et prestations liés au travail prévus par la loi, tels que les congés payés, les primes annuelles, les prestations sociales liées à l'ancienneté et les cotisations patronales au fonds d'épargne, au fonds de retraite et au fonds d'épargne-logement, entre autres, sont calculés en fonction du salaire de base des travailleurs et non sur leurs revenus mensuels globaux.

Par ailleurs, le gouvernement a mis en œuvre la déstructuration des organisations du mouvement ouvrier. Le PCV avait soutenu Chávez initialement en 1999, en rejoignant une coalition appelée "Polo Patriótico"[7]. En 2006, Chávez a appelé les forces qui le soutenaient à constituer le "Parti socialiste unifié du Venezuela" (PSUV); le PCV n'a pas répondu favorablement et a conservé son autonomie. Dans ce contexte, un pacte programmatique appelé "Accord-cadre PCV-PSUV" a été conclu en 2018, afin de garantir que le dialogue entre le PSUV et le PCV ne transgresserait pas certains principes programmatiques minimaux établis par les deux partis associés[8]. Or les divergences entre le PCV et Maduro se sont accentuées. Constatant une forte détérioration des conditions économiques ainsi que l'arrestation de dirigeants sociaux, le PCV s'est dissocié définitivement du gouvernement en 2020. En novembre 2022 le PCV a tenu son 16e Congrès, qui a ratifié "la décision de rompre avec la politique anti-ouvrière, antipopulaire et antinationale du gouvernement de Nicolás Maduro Moros, qui a fait payer au peuple vénézuélien les conséquences de la crise capitaliste ainsi que des mesures coercitives de l'impérialisme, tout en protégeant les intérêts du capital national et transnational"[9].

En 2023 Maduro a effectué une manœuvre frauduleuse avec la complicité d'un ex-membre du PCV[10]. La manipulation consistait à promouvoir un groupe d'individus qui, en connivence avec le gouvernement, se mettaient en scène comme prétendus membres du parti : ils contestaient la légitimité du congrès de 2022 et affirmaient être les représentants authentiques du Parti. Maduro a officialisé cette farce.

La problématique de l'attitude de la population à l'égard du régime

Parallèlement à la perception illusoire des rapports entre le régime de Maduro et le mouvement ouvrier,

s'est cristallisée aussi une perception illusoire au sujet du soutien de la population au régime. Un élément évoqué de façon récurrente est le résultat de l'élection présidentielle de 2024. À ce sujet nous partageons l'affirmation que les résultats en faveur de Maduro ont été truqués : le fait est qu'une instance juridique a été chargée d'examiner l'ensemble des bulletins de vote, ce qui a été fait en vase clos, puis l'instance a attesté que le résultat officiellement annoncé aurait été établi correctement, elle a rangé les documents dans leurs cartons, et ceux-ci ont été mis à l'abri dans un dépôt. Pourtant la loi concernant la procédure électorale prescrit que les résultats doivent être publiés sous forme détaillée et tabulée dans la *Gazette électorale* (distincte de la *Gazette officielle*). Cela avait été le cas lors des élections précédentes, comme celles de 2013 et 2018, mais n'a pas été respecté lors des élections du 28 juillet 2024 [11].

Le ministre de l'Intérieur Diosdado Cabello, tout simplement, ne se préoccupe pas de la question. Il nie que la publication des résultats électoraux soit obligatoire[12] : "Ils ont inventé cette idée qu'ils doivent publier les documents officiels, c'est un mensonge", mais "cela ne nous fait pas peur, car nous avons nos propres documents officiels". Et suivant son habitude, il profère des menaces indiquant que des décisions devaient être prises à l'encontre des partis qui ne reconnaissent pas les résultats annoncés par le Conseil national électoral (CNE).

Cela dit, d'une certaine façon cette problématique est secondaire. Le régime peut toujours s'appuyer sur un soutien important en termes de quantité. Mais cette attitude d'une partie de la population exprime seulement l'acceptation d'un "moindre mal", d'un côté face à l'opposition réactionnaire de María Corina Machado [13] et autres courants de droite/extrême droite, et de l'autre côté sous l'effet de la maîtrise des relations sociales de la part du régime qui a imposé dans les faits ses propres mécanismes de fonctionnement.

À première vue le panorama politique se présente essentiellement comme un face à face entre deux pôles opposés, où chaque personne se situe dans l'une ou l'autre de deux cases exclusives. Les efforts de propagande déployés continuellement par le régime visent à entretenir cette vision dichotomique. Il tente ainsi de justifier sa politique répressive, selon l'idée qu'il s'agirait exclusivement de bloquer la menace venant d'une extrême droite fasciste. Une partie considérable de la

population préfère le régime actuel plutôt qu'un gouvernement dirigé par l'équipe de Juan Guaidó[14] ou Corina Machado. Mais cette préférence n'implique nullement un renoncement à faire valoir des critiques et des demandes. Or, il s'avère que le régime se sent menacé par tout ce qui s'écarte du contexte tel qu'il l'a délimité autour de lui, et il applique la répression indistinctement en cas de contestations qui perturbent sa gouvernance.

Pour ceux, en France ou d'autres pays de "république démocratique", qui sont habitués à des idées, discours, choix plus variés et complexes, il est difficile d'analyser la situation au Venezuela autrement qu'en acceptant implicitement ou explicitement le schéma bipolaire. Pour pleinement saisir la complexité de la réalité, il faudrait développer longuement des multiples aspects, actuels et historiques. Nous nous contentons ici de quelques arguments succincts, en restant schématiques tout en élargissant les explications suffisamment pour faire ressortir non pas deux pôles, mais trois pôles qui peuvent être superposés partiellement et interagissent entre eux de façon multilatérale.

L'élection de Chávez n'a pas introduit une orientation politique visant à instaurer une économie socialiste. La vision du gouvernement en matière d'économie n'impliquait pas une rupture avec le système éco-

nomique capitaliste. Néanmoins, les luttes opposant les travailleurs à leurs employeurs pouvaient être marquées par des objectifs relevant de la lutte de classe contre l'exploitation capitaliste, sans pour autant être portées par un rejet ouvert de la conduite suivie par le gouvernement. Avec le régime de Maduro, la perspective d'actions revendicatives est d'office considérée comme hostile au gouvernement, et donc bloquée par celui-ci - sauf si éventuellement il juge utile de les manipuler à son avantage.

Depuis longtemps le régime doit affronter des secteurs de la population qui lui sont hostiles. L'opposition politique ouverte se compose de forces politiques variées. Les milieux liés aux organisations d'extrême droite proprement dite (Guaidó, Machado,...) en constituent une partie importante et peuvent faire intervenir des organisations ou militants syndicalistes, liés en bonne partie aux organisations syndicales traditionnelles (comme la Confédération des travailleurs du Venezuela - Confederación de Trabajadores de Venezuela, CTV[15]), mais incluant aussi des transfuges ayant été partisans de Chávez. Cependant, le mécontentement, la désapprobation, voire la contestation active sont une réalité largement répandue. Officiellement le régime de Maduro exerce une répression ciblée à l'encontre de l'extrême droite, mais dans les faits il vise à bloquer tout ce qui le menace dans sa domination de l'appareil d'État.



À trois jours de élection présidentielle, Nicolás Maduro, candidat à sa réélection, a clos sa campagne électorale le 25 juillet 2024 à Caracas.



Le leader de l'opposition, María Corina Machado et le candidat de l'opposition Edmundo González lors d'une manifestation contre les résultats officiels de l'élection présidentielle à Caracas, le 30 juillet 2024.

Ces images ne mentent pas (il est raisonnable de supposer qu'elles n'ont pas subi une transformation par "intelligence" artificielle). Il est utile de les regarder ainsi posées côte à côte. Cela évite de se laisser aller à des interprétations subjectives sur le "soutien massif" à l'un ou l'autre des candidats en regardant l'une des deux images séparément sans voir l'autre.

En relation avec la période électorale de 2024 le régime a été saisi de panique sous l'effet de la remise en cause de sa légitimité. Au cours de l'année 2025 sont effectuées des arrestations en chaîne, selon des procédés outrepassant toutes les dispositions légales et juridiques formellement établies, actes qualifiés de "disparitions forcées" (pratique déjà utilisée antérieurement) par ceux qui se placent du côté des victimes : une personne a été "recueillie" de force par des personnes censées appartenir aux instances policières, et depuis il s'avère impossible d'obtenir des renseignements sur les raisons de cette arrestation et les lieux de détention. En 2017 avait été promulguée une loi intitulée "Loi constitutionnelle contre la haine, pour la coexistence pacifique et la tolérance". Voici un extrait[16] :

Quiconque, publiquement ou par tout moyen permettant sa diffusion publique, encourage, promeut ou incite à la haine, à la discrimination ou à la violence contre une personne ou un groupe de personnes, en raison de son appartenance réelle ou présumée à un groupe social, ethnique, religieux, politique, d'orientation sexuelle, d'identité de genre, d'expression de genre ou pour tout autre motif discriminatoire, sera puni d'une peine d'emprisonnement de dix à vingt ans, sans préjudice de la responsabilité civile et disciplinaire pour les dommages causés.

Ultérieurement, en aout 2024, le président de l'Assemblée nationale, Jorge Rodríguez, a lancé des travaux pour l'élaboration d'un ensemble de lois "visant à protéger et à défendre notre population contre la haine, les expressions de haine sociale, le terrorisme et la diffusion d'idées fascistes et haineuses sur les réseaux sociaux"[17]. À cet égard, l'une des mesures prévues était la "loi sur le contrôle, l'action et le financement des organisations non gouvernementales et des organisations sociales à but non lucratif". Rodríguez soulignait que ces organisations étaient réglementées presque partout dans le monde, mais pas au Venezuela. Il a expliqué qu'"il existe des organisations non gouvernementales, comme la Croix-Rouge, qui fonctionnent en rendant service aux personnes, mais il existe de nombreuses organisations non gouvernementales qui servent de façade au financement d'actions terroristes et d'actions telles que celles des soi-disant "comanditos"[18]". Il a argumenté notamment au sujet de l'importance de défendre le peuple et surtout les enfants "qui sont actuellement victimes d'une infection de haine de la part des réseaux sociaux". Pour appuyer son point de vue, il n'hésite pas à débiter des niaiseries[19] : "Dans

les années 50, après la Seconde Guerre mondiale, on a réussi à imposer aux femmes qui ne fumaient pas de commencer à fumer. Des millions de femmes sont mortes d'un cancer du poumon ou d'un cancer du sein à cause de cette propagande en faveur de la consommation de cigarettes par des femmes. Que va-t-il arriver à l'avenir à ces filles et ces garçons vénézuéliens qui sont infectés par cette haine?"



Un "barrio" de Caracas,
le centre-ville à l'arrière-plan

Le régime "bolivarien", version tragico-caricaturale de la "démocratie" bourgeoise

Parallèlement au choix - tacite - en faveur d'un système économique réglé pleinement par les principes du capitalisme, le régime a dû assumer la confrontation avec les forces politiques concurrentes : d'une part le PCV qui agit sur la base de la révolution prolétarienne comme objectif, et d'autre part les forces politiques bourgeoises. Ces dernières se composent d'un éventail large et incluent des organisations d'extrême droite radicale.

Les rivalités politiques entre les composantes organisationnelles bourgeoises se sont cristallisées en rapport avec les élections à l'Assemblée nationale qui ont eu lieu le 6 décembre 2015. La coalition d'opposition au régime en place a obtenu 112 mandats sur 167, ce qui lui assurait la majorité qualifiée. Le parti officiel du régime, le Parti socialiste uni de Venezuela (Partido Socialista Unido de Venezuela, PSUV) a obtenu 55 mandats. Depuis, le régime a réussi malgré tout à exercer le pouvoir, de façon précaire, au moyen de divers artifices successifs.

Pour commencer, le Tribunal suprême de justice (TSJ), favorable au régime "bolivarien", a déclaré en situation d'outrage le Parlement ainsi élu et a consi-

déré toutes ses décisions comme nulles et non avenues. La situation qui en résulte est conflictuelle, des manifestations de protestation se succèdent. En 2017 le conflit s'aiguit avec une vague de manifestations qui durent plusieurs mois, faisant près de 130 morts majoritairement dans les rangs des opposants au régime.

À ce stade, le régime a créé une "Assemblée nationale constituante". L'élément clé de la manœuvre résidait dans le mécanisme choisi pour l'élection de cette assemblée : elle s'est faite sur la base non pas des partis politiques, mais de candidatures individuelles, réparties entre deux domaines parallèles, l'un territorial, l'autre sectoriel; la catégorisation par secteurs comprend notamment les travailleurs ainsi que, séparément, les entrepreneurs. Les détails de ce dispositif ont été définis de manière à assurer une probabilité maximale à ce que le régime garde la maîtrise des mesures qui seront votées. Cette assemblée est déclarée omnipuissante[20] : les membres progouvernementaux de l'Assemblée constituante ont approuvé à l'unanimité la mesure qui l'autorise à "légiférer sur les questions visant directement à garantir la préservation de la paix, de la sécurité, de la souveraineté, du système socioéconomique et financier, des objectifs de l'État et de la prééminence des droits des Vénézuéliens". Elle est également autorisée à promulguer des actes parlementaires sous forme de lois, cependant les membres du Congrès peuvent continuer à siéger. L'intitulé de l'institution comme "assemblée constituante" est resté purement formel - elle n'a pas rédigé de nouvelle Constitution ni réformé la Constitution existante, mais a plutôt pris le contrôle des fonctions du Parlement officiel qui était à majorité d'opposition.

En décembre 2019, le régime a organisé des élections législatives. L'opposition, par la voix de Juan Guaidó, appelait à ne pas y participer. Le régime obtenait le contrôle du Parlement, mais sur la base d'un vote marqué par un taux d'abstention de presque 70%. Dès lors l'Assemblée constituante installée en 2017 terminait ses fonctions.

À l'issue des élections législatives et régionales de mai 2025, marquées par un taux de participation de 42,63%, le Grand Pôle Patriotique (coalition de forces soutenant le régime, formée en 2013) a obtenu 82,6% des suffrages, tandis que les partis d'opposition en ont recueilli 17,3%. Le parti au pouvoir a également remporté 23 des 24 postes de gouverneurs d'État; la

plupart des partis d'opposition ont choisi de ne pas se présenter.

Depuis l'élection de Hugo Chávez comme président, la situation au Venezuela a été marquée constamment par une conflictualité prononcée, avec une tendance à l'éclatement d'affrontements violents impliquant de façon symétrique les forces du régime "bolivarien" et celles de l'opposition. Du point de vue marxiste-léniniste il serait erroné de reprocher par principe aux forces du régime d'employer la force face aux contestations. Mais dans le cas du Venezuela, il ne s'agit nullement de la violence exercée par le prolétariat révolutionnaire contre la bourgeoisie exploiteuse, mais de bagarres entre deux cliques qui s'efforcent d'assumer la gestion du pouvoir sur la base d'un appareil d'État de type "république parlementaire" réputé être "démocratique". C'est sous cet angle que nous examinerons ci-après la répression violente généralisée mise en œuvre par le régime.

Un personnage de premier plan dans ce domaine est Cabello, ministre de l'Intérieur. Il se caractérise par une attitude de cynisme ouvert.



Diosdado Cabello dans son émission
"Con el mazo dando"
("À coups de massue, ça y vas")

En 2017, Cabello a évoqué pour la première fois ce qu'il appelle l'"Opération Tun Tun" lors de son émission télévisée hebdomadaire, utilisant ce terme pour décrire les arrestations de "terroristes"[21]. Il annonce que l'opposition "va se faire tabasser pire qu'un chat voleur". Cette déclaration s'inscrivait dans le contexte des manifestations de cette année-là, déclenchées à la suite des élections à l'Assemblée nationale. L'expression "Tun Tun" revêt une signification particulière dans le contexte vénézuélien, car son origine est liée à un chant de Noël bien connu qui

évoque le bruit d'un coup frappé à la porte, puis une invitation symbolique faite aux personnes pacifiques à entrer dans la maison pendant les fêtes : "Tun Tun quién es? - Gente de paz, ábrenos la puerta, que ya es navidad" ("Toc Toc, qui est-ce? - Gens de paix, ouvrez-nous la porte, c'est Noël!").

Cabello a ainsi promu une certaine conception de la répression à l'encontre de toute critique visant le régime. Elle sera amplement mise en œuvre par la suite.

Voici quelques aspects qui, depuis, caractérisent la répression exercée en conformité avec cet esprit, et dont nous présenterons plus loin des échantillons.

** Les organismes chargés de la répression[22]*

Les services de renseignement sont les principaux acteurs de l'"Opération Tun Tun", notamment la Direction générale du contre-espionnage militaire (Dirección General de Contrainteligencia Militar, DGCIM) et le Service bolivarien de renseignement national (Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional, SEBIN). Lors de certaines opérations y ont participé des divisions de la Police nationale bolivarienne (Policía Nacional Bolivariana, PNB), du Corps d'enquêtes scientifiques, criminelles et médico-légales (Cuerpo de Investigaciones Científicas Penales y Criminalísticas, CICPC), de la Garde nationale bolivarienne (Guardia Nacional Bolivariana, GNB) qui est une composante de la Force armée nationale bolivarienne (Fuerza Armada Nacional Bolivariana, FANB), et même des civils armés.

** Les mécanismes de délation[23]*

"L'opération Tun Tun ne fait que commencer. Faites une dénonciation si vous avez été la cible d'une campagne de haine, qu'elle soit physique ou en ligne via les réseaux sociaux", a écrit Douglas Rico, directeur du CICPC, sur son compte Instagram. Une ligne téléphonique de la DGCIM a été mise en place pour les dénonciations anonymes.

Maduro a annoncé que l'application VenApp de téléphone mobile, créée auparavant pour signaler les problèmes liés aux services de base, disposera désormais d'un onglet pour les dénonciations anonymes où les utilisateurs pourront transmettre des informations sur les manifestants.

De nombreux comptes personnels d'Instagram, Twitter et Telegram ont fait leur apparition, sur les-

quels des partisans de Maduro partagent des photos et des adresses de partisans de l'opposition qu'ils identifient dans leurs immeubles et leurs quartiers. Le Syndicat national des travailleurs de la presse a constaté que des journalistes étaient également les cibles de ce procédé.

Après le déroulement de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024, Maduro a organisé le 7 août un rassemblement de "victoire" au siège du gouvernement à Caracas. Voici un extrait de son discours[24] :

Mais je vous le dis, nous avons infligé une déroute à la première partie de ce coup d'État fasciste criminel. Allons les traquer! Et le fascisme au Venezuela ne passera pas! Il ne passera pas! Il ne passera pas! Je vous le garantis, mes chers compatriotes qui me voyez et m'entendez. Il faut renforcer l'unité et la mobilisation populaires. Se faire respecter dans les quartiers. Sur l'application VenApp, nous avons ajouté une nouvelle fenêtre. Faites-moi la dénonciation des délinquants fascistes afin d'aller les traquer. Je protégerai le peuple rue par rue, quartier par quartier. Fascistes! Assassins! Traîtres impérialistes! Voyez, je me battrai jusqu'à la mort contre les fascistes! Vous savez, je suis là pour vous. Et je serai là aussi longtemps que le peuple décidera que je sois ici.

Dans le quartier populaire de Caracas connu sous le nom de "23 de Enero", quelques jours après que Maduro s'est proclamé vainqueur de l'élection, les façades de certaines maisons étaient marquées par le signe "X"[25]. Des membres de "colectivos", groupes proches du régime, étaient à l'origine de ces inscriptions. Ils avaient photographié leurs voisins alors que ceux-ci manifestaient devant leurs maisons pour exiger la démission de Maduro. Un habitant a déclaré : "Il y a une cinquantaine de maisons dans ma rue, et 32 ont été marquées le lendemain matin. Les jours suivants, ils ont arpenté la rue en disant que cette marque était réservée aux lâches et qu'ils reviendraient armés si quelqu'un protestait."



Selon un journaliste vénézuélien, ce phénomène s'était répandu dans tout le pays[26]. "Cela fait plusieurs années que cela dure. Les maisons des personnes critiques envers le gouvernement sont marquées d'une croix. Ce n'est pas un phénomène propre au quartier du 23 de Enero; c'est une pratique courante à l'échelle nationale pour identifier les critiques, les dissidents du chavisme et les membres de l'opposition."

** Le règne de l'arbitraire[27]*

Le type d'arrestation et le lieu sont très variés. Des manifestants aux personnes se rendant au travail, dans la rue, quelles que soient les circonstances, les arrestations sont effectuées sans distinction, sans qu'aucune enquête n'ait été menée. Les "forces de l'ordre" font irruption dans les maisons, frappent aux portes et, en l'absence de réponse, les enfoncent pour emmener les gens sans explication, si ce n'est que les autorités les accusent de "terrorisme" et d'"incitation à la haine". Selon le mode opératoire "Tun Tun", les agents impliqués n'exhibent aucune pièce d'identité, ont le visage dissimulé, se déplacent dans des voitures sans plaques d'immatriculation et utilisent des fusils d'assaut. Ils pénètrent dans les domiciles sans mandat de perquisition et procèdent à des arrestations sans mandat. Lorsqu'ils ne parviennent pas à trouver la personne recherchée, ils emmènent un membre de sa famille, à titre de moyen de chantage pour contraindre la personne recherchée à se rendre.

** Les menaces[28]*

Faisant référence à l'"Opération Tun Tun", Maduro a déclaré[29] : "Quiconque grille le feu... Toc Toc. Ne pleurniche pas, tu vas à Tocarón[30]", "Tous les guarimberos [manifestants] vont à Tocarón et Tocuyito, des prisons de haute sécurité".

La DGCIM a publié sur ses réseaux sociaux une vidéo qui débute par la phrase "Où que j'aille, Chucky me trouvera", tirée du film d'horreur "La poupée du mal", sorti en 2019 (Chucky étant le nom de la poupée). La vidéo se poursuit avec une version modifiée de la chanson de Noël traditionnelle "Ring Christmas Bells" datant de 1962, dont les paroles - ne figurant pas dans le texte d'origine - disent : "S'ils ont mal agi, il le saura bien... Il les cherchera, cachez-vous bien. Ton nom est sur sa liste", tandis que des agents de la

DGCIM sont montrés en train d'arrêter des personnes. La vidéo se termine par "Opération Tun Tun, sans pleurs".

** Cabello*

Au cours d'une émission spéciale de son programme "Con el mazo dando" du 3 août 2024, Cabello s'est félicité que les manifestations aient pris fin lorsque "la répression a commencé" et que "plusieurs personnes ont été arrêtées"[31]. "J'adresse ici ma pleine et entière reconnaissance au SEBIN, à la DGCIM, à la Police nationale bolivarienne et au CICPC" pour les actions qu'ils ont menées. Et à l'adresse des manifestants d'opposition il a dit : "Soyez assurés que justice sera faite et qu'ils vont se présenter à votre maison."

Au cœur du troisième pôle auquel nous faisons référence se trouvent les travailleurs - fondamentalement, la classe ouvrière.

Toutefois sous le régime de Chávez, la conscience de classe authentique a été instrumentalisée en faveur d'un "socialisme" bâtard, voire fantaisiste. Et sous le régime de Maduro, le mot "socialisme" n'est que pure phraséologie, tandis que les actes concrets visant à défendre les intérêts de travailleurs sont réprimés. Une partie des arrestations et condamnations pour des activités syndicales frappent de façon ciblée des dirigeants ou militants liés de près ou de loin aux forces politiques traditionnelles, qui pourtant ne souhaitent nullement animer la lutte de classe des travailleurs contre la bourgeoisie capitaliste. En effet, du point de vue du régime, en dernière instance, l'enjeu n'est pas simplement de rester au pouvoir face à des prétendants bourgeois concurrents. Il sait que l'ennemi véritable est la classe ouvrière. La preuve en est son intervention contre le PCV, mentionnée plus haut.

Ce contexte obscurcit les fronts qui objectivement caractérisent la lutte de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise. Mais du côté des travailleurs, les fractions les plus conscientes politiquement veillent à mettre en garde contre les complicités implicites ou explicites entretenues par certaines organisations.

Voir un cas, Document :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeil-realite-cnc-tl/>
#UNETE

Aperçu de la persécution envers les syndicalistes hostiles au régime

Pour plus de détails, voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeil-realite-persecution-syndicalistes/>

* *José Elías Torres*[32]

Président de la CTV.

En novembre 2025, Torres avait assisté à une réunion du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), organisme auquel le gouvernement vénézuélien est affilié. Le 29 novembre, alors qu'il se trouvait à son domicile, un groupe d'individus s'est présenté sans mandat judiciaire et lui a arbitrairement signifié qu'il était en état d'arrestation avant de l'emmener vers une destination inconnue. Ce n'est que le 30 janvier 2026 qu'on a appris qu'il se trouvait dans un centre de détention politique à Caracas. Il a finalement été libéré le 15 février 2026.

* *Fernando Serrano*[33]

Dirigeant du "Sindicato Unico de Trabajadores del Aluminio" (Syndicat unique des travailleurs de l'aluminium, Sutralum), secrétaire au travail et aux réclamations, à la Corporación Venezolana de Guayana-Venalum (CVG-Venalum).

Le 18 juillet 2025, Serrano a été enlevé par les forces de police de l'État du Bolívar. Sa famille n'a reçu aucune information sur le lieu où il se trouvait ni sur son état de santé. Finalement le 2 mars 2026 il a été libéré.

* *PDVSA (Petróleos de Venezuela, S.A., propriété historique de l'État)*

- Information publiée le 21 août 2024 [34]

Des travailleurs et des syndicats ont déclaré que depuis les élections contestées du 28 juillet, plus d'une centaine d'employés PDVSA, ainsi que d'autres employés du ministère du Pétrole et de certains secteurs publics, ont été contraints de démissionner en raison de leurs opinions politiques. Les dirigeants de PDVSA ont ordonné aux employés administratifs et opérationnels d'assister à des rassemblements en faveur de Maduro et ont surveillé leurs comptes sur les réseaux sociaux, selon quatre sources au sein de l'entreprise et un dirigeant syndical. Les employés qui n'ont pas sou-

tenu Maduro ou qui ont contesté les résultats officiels du scrutin sont poussés vers la sortie, ont-ils déclaré. "Ils vous convoquent aux ressources humaines, vous font assoir et vous remettent une lettre de démission que vous devez signer", a déclaré une source proche du dossier.

Au siège de PDVSA à Caracas, une centaine d'employés administratifs ont été licenciés depuis les élections, selon deux de ces sources. Plus de 30 autres employés de la division Est de PDVSA, chargée de la majeure partie de la production de pétrole brut du Venezuela, ont été contraints de démissionner, a déclaré la FUTPV (Federación Unitaria de Trabajadores Petroleros de Venezuela) dans un communiqué : "Il s'agit d'une mesure de représailles politiques contre de nombreux travailleurs qui, lors du dernier processus électoral, se sont opposés à Maduro". Un employé de la raffinerie, qui a demandé à rester anonyme par crainte de représailles, a déclaré : "Ils font toute une histoire pour un rien, une publication sur les réseaux sociaux, un message dans votre profil, une citation contre le gouvernement. Ils prennent une capture d'écran et la transmettent aux ressources humaines".

- Information publiée le 28 janvier 2026 [35]

Selon un rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme Caleidoscopio Humano, au moins 120 travailleurs pétroliers ont été arbitrairement détenus au cours des dernières années. Le rapport souligne que le plus grand nombre d'arrestations se concentre dans l'est du pays, où l'on compte au moins 68 travailleurs visés par différentes mesures procédurales.

Parmi les autres zones critiques en matière d'arrestations, on peut citer :

État de Falcón : un point central avec 24 personnes détenues à la raffinerie d'Amuay, 20 à PDVSA Cardón (15 travailleurs et 5 fonctionnaires) et un cas à PDV Marina (Punto Fijo).

État de Carabobo : 13 travailleurs privés de liberté à la raffinerie El Palito.

Anzoátegui : 4 travailleurs appartenant à l'INEA - Capitainerie de Puerto La Cruz.

Région centrale : 3 employés de l'usine PDVSA Catia La Mar (La Guaira) et 2 de la Torre Sur de La Campiña à Caracas.

Coopération entre organisations syndicales

Pour plus de détails, voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-cnc-tl/>

*

Note du Comité national de conflit des travailleurs en lutte, 8 juin 2023 [36]
(Extraits :)

Le 18 mars 2023, 170 délégués et représentants de syndicats, fédérations et mouvements de travailleurs, issus de 17 États du Venezuela, se sont réunis à Caracas et ont constitué le Comité national de conflit des travailleurs en lutte (CNC-TL), avec pour objectif de rassembler toutes les mobilisations et tous les conflits des régions en un seul combat, afin de récupérer tous les droits du travail, sociaux, économiques et civils bafoués par le gouvernement néolibéral de Nicolás Maduro. Le CNC-TL constitue un effort d'organisation nationale qui vise à unifier les manifestations massives auxquelles les travailleurs vénézuéliens ont pris part au cours de l'année dernière, exigeant principalement un salaire décent, conformément à l'article 91 de la Constitution, car le salaire minimum en vigueur aujourd'hui est inférieur à cinq dollars par mois, ce qui représente le salaire le plus bas d'Amérique latine et l'un des plus bas au monde.

Le programme néolibéral mis en œuvre par Nicolás Maduro comprend divers dispositifs : le développement de zones économiques spéciales (dispositif connu en Amérique latine sous le nom de territoires de "maquila"), telles qu'une zone désignée comme l'Arc minier de l'Orénoque; la privatisation d'entreprises publiques qui avaient été expropriées sous le précédent gouvernement de Chávez; la libéralisation des prix de tous les produits de première nécessité; l'exonération des droits de douane pour des importations destinées à des produits fabriqués au Venezuela; la dévaluation constante de la monnaie dans un contexte d'hyperinflation; la dollarisation du marché intérieur, en fixant le prix du carburant en dollars. Il a également mis en œuvre une flexibilisation totale des relations de travail, par la modification des droits précédemment consacrés tant dans la Constitution de 1999 que dans la "Loi sur le travail" de 2012.

En promulguant le mémorandum 2792 du ministère du Travail de 2018 et les instructions de l'Onapre (Oficina Nacional de Presupuesto - Office nationale

du budget) de 2022 [37], le gouvernement Maduro a ignoré toutes les conventions collectives en vigueur dans le pays et a imposé des barèmes salariaux uniformisés, mettant fin aux échelles salariales basées sur les qualifications professionnelles et réduisant les salaires jusqu'à 99% par rapport à la première décennie de ce siècle. Dans la pratique, les primes d'ancienneté (prestations sociales) ont été supprimées et les primes de vacances, de bénéfices et de fin d'année ont été réduites à des niveaux insignifiants. Cela a entraîné une détérioration brutale des conditions de travail et de vie des travailleurs et de leurs familles, tant dans la fonction publique que dans les entreprises privées.

Dans un contexte de corruption profonde aux plus hauts niveaux de l'administration publique, reconnue par le gouvernement lui-même au vu des arrestations judiciaires constantes de ministres, de présidents d'entreprises publiques, de députés et d'officiers militaires, Nicolás Maduro s'est retranché derrière les sanctions économiques imposées au Venezuela par le gouvernement des USA et l'Union européenne pour justifier son programme néolibéral et, plus précisément, sa politique de destruction des salaires.

Tout en reconnaissant que ces sanctions constituent une ingérence inacceptable des puissances étrangères dans les affaires intérieures du Venezuela, nous affirmons également qu'elles n'ont aucun impact sur l'élite au pouvoir, mais qu'elles affectent directement le peuple vénézuélien. Nous considérons que ces sanctions ne sont pas la cause principale de la "flexibilisation" des relations de travail appliquée par le gouvernement Maduro. La crise dans notre industrie pétrolière est principalement due à la corruption généralisée qui règne au sein du gouvernement, comme le démontrent les poursuites judiciaires engagées contre presque tous les dirigeants de PDVSA ces dernières années.

Le travail salarié au Venezuela se situe aujourd'hui à des niveaux proches de l'esclavage, car les travailleurs ne perçoivent pas pour leur travail une rémunération qui leur permette de couvrir les frais minimaux de subsistance pour eux-mêmes et leurs familles.

La politique en matière du travail de Maduro, qui consiste en un esclavage salarié, a entraîné une migration massive de jeunes et de travailleurs qualifiés qui, avec leurs familles, fuient le pays à la recherche de meilleures conditions de travail. Plus de sept millions de Vénézuéliens ont émigré, car ils estiment qu'ils ne

peuvent pas survivre avec les salaires et les conditions de travail actuelles au Venezuela. [...]

*

*Comité national de conflit des travailleurs :
"Maduro intensifie sa politique de destruction des salaires"
7 mai 2023 [38]
(Extraits :)*

L'annonce faite par Nicolás Maduro le 1er mai confirme une politique salariale qui vise à réduire le coût de la main-d'œuvre afin de maximiser les profits et de réduire les dépenses publiques.

Le gouvernement consolide sa politique basant le revenu des travailleurs sur des primes et renforce sa politique de destruction des salaires et, par conséquent, des prestations sociales, violant ainsi les articles 91 (salaires), 92 (prestations sociales) et 89 (intangibilité et progressivité des droits) de la Constitution.

Il gèle le salaire minimum pendant plus d'un an dans un contexte de forte inflation et de non-application et détérioration systématiques des conventions collectives, ce qui accroît la précarité des conditions de vie matérielles de la classe ouvrière.

Cette politique (qui s'est intensifiée depuis 2018 avec le mémorandum 2792, puis en 2022 avec la directive Onapre) a représenté le plus grand recul pour la classe ouvrière depuis 1997, lorsque la rétroactivité des prestations sociales a été supprimée.

Maduro s'est moqué des travailleurs vénézuéliens en n'augmentant pas le salaire minimum. Celui-ci reste fixé à 130 Bs par mois, soit l'équivalent de 5 dollars, bien en dessous du minimum fixé par les organismes internationaux, qui situent à 57 dollars le salaire minimum pour sortir de l'extrême pauvreté. Les plus affectés sont les 5 millions de retraités, qui ne perçoivent pas le bonus alimentaire, qui sont soumis à l'extermination, un crime contre l'humanité.

Les primes qui ont augmenté, ainsi que la prime de guerre qui a été abaissée, n'ont aucune incidence sur le salaire.

Cela signifie qu'elles ne sont pas prises en compte pour le calcul des primes de fin d'année, des congés payés ni des prestations sociales, acquis historiques de la classe ouvrière vénézuélienne qui tendent à disparaître en raison de la politique de destruction de l'économie menée par le pouvoir exécutif national.

Avec cette politique, le gouvernement fait peser sur le peuple travailleur tout le poids de la crise et avantage les capitalistes du secteur commercial importateur et du secteur financier spéculatif. [...]

Comité national des conflits du travail

*

*Accord syndical unitaire portant sur la lutte pour les salaires, les retraites, la liberté syndicale et d'autres revendications
12 décembre 2025 [39]
(Information contrapunto.com)*

Plus de 50 organisations syndicales ont signé un accord syndical unitaire dans lequel elles s'engagent à lutter ensemble pour les salaires, les retraites, la liberté syndicale et d'autres revendications. Cet engagement inclut des centrales syndicales telles que l'ASI (Alianza sindical independiente), la CGT (Confederación General de Trabajadores), la CTV (Confederación de Trabajadores de Venezuela), la CUTV (Central Unitaria de Trabajadores de Venezuela) et la Codesa (Confederación de Sindicatos Autónomos, CODESA).

Voici les engagements communs qu'ils ont diffusés :

- Obtenir une pension et un salaire minimaux qui répondent aux besoins vitaux des travailleurs actifs et retraités et de leurs familles.
 - Exiger la reconnaissance de toutes les primes comme salaire réel, avec incidence sur les prestations, l'ancienneté, les congés et les bénéfices.
 - Rétablir le paiement rétroactif des pensions aux retraités à l'étranger.
 - Rétablir la valeur réelle des prestations sociales, des congés, des bénéfices et de l'ancienneté, et payer la dette historique accumulée par l'État.
 - Rétablir pleinement les conventions collectives.
 - Rétablir le droit de grève.
 - Abroger toutes les mesures et lois antisyndicales qui détruisent les droits et facilitent la sous-traitance.
 - Garantir des conditions de travail dignes et l'application effective de la Lopcymat.
- [Ley Orgánica de Prevención, Condiciones y Medio Ambiente de Trabajo - Loi organique sur la prévention, les conditions et l'environnement de travail]
- Exiger la cessation immédiate de l'ingérence de l'État et des employeurs dans les syndicats.

- Rejeter la soi-disant "constituante syndicale" ou "constituante ouvrière"[40].

- Exiger la fin de la criminalisation de l'exercice syndical.

- Exiger la liberté totale pour tous les dirigeants syndicaux détenus ou poursuivis en justice.

"Nous appelons le pays et invitons tous les secteurs professionnels - actifs, retraités, pensionnés, formels et informels, du secteur public et privé - à se joindre à ce grand accord national. Ce n'est que la première étape d'une lutte historique qui ne tolère plus le silence, la faim ni l'humiliation : le travail doit retrouver sa valeur, le salaire doit être digne et l'avenir doit appartenir à ceux qui le construisent par leurs efforts. La défense des salaires et des droits du travail n'est pas seulement une cause syndicale, mais une cause morale, démocratique et sociale : sans salaire, il n'y a pas de vie, sans droits, il n'y a pas d'avenir, sans unité, il n'y a pas de victoire", souligne l'accord.

Le secrétaire général de la CUTV, Pedro Eusse, a précisé qu'ils se rendraient à l'Organisation internationale du travail (OIT) pour déposer des plaintes officielles pour non-respect de plusieurs conventions, telles que les conventions 87 et 98. La convention 87 concerne la liberté syndicale et la protection du droit d'organisation syndicale; la convention 98 fait référence au droit d'organisation syndicale et de négociation collective. [...]

La répression physique

L'ensemble police-tribunaux-prisons constitue la structure principale, habituelle, pour l'exercice de la répression. En outre le régime s'appuie sur des méthodes accessoires moins formalisées. Avec la mise en place du régime "bolivarien" par Chávez, se sont développés des groupes d'activistes désignés couramment comme "colectivos". Selon des caractéristiques variées, ils se concevaient en principe comme acteurs dans la construction d'une société nouvelle. Certains étaient formés directement par des militaires liés à Chávez, d'autres pratiquaient l'auto-organisation dans des quartiers populaires. Sous le régime de Maduro, le phénomène est devenu plus marginal. Néanmoins ses aspects pratiques subsistants consistent toujours entre autres en ce que des membres de "colectivos" servent de soutien informel à la répression exercée contre la population, ce qui arrange parfaitement le régime.

On peut citer deux exemples en rapport avec les "disparitions forcées" examinées plus haut.

** "Une ONG vénézuélienne dénonce les agressions contre les mères de prisonniers politiques devant les portes du Tribunal suprême" (6 août 2025) [41]*

Plus de 50 mères ont été "frappées" par des "groupes para-policiers" alors qu'elles organisaient une veillée devant les portes du Tribunal suprême de justice (TSJ), dans le centre de Caracas. L'agression a eu lieu mardi à 22 heures, heure locale, contre des membres du Comité des mères pour la défense de la vérité, qui exigeaient une réunion avec la présidente du TSJ, la chaviste Caryslia Rodríguez, afin qu'elle réexamine les cas des personnes détenues dans le contexte de la crise postélectorale qui a suivi l'élection présidentielle de juillet dernier.

"Elles ont été frappées et des affaires leur ont été volées par un groupe paramilitaire d'environ 70 personnes, cagoulées, armées de fusils et d'objets contondants", a expliqué le Collectif Surgentes.

Vers 21h30 heure locale, les équipes de la Police nationale bolivarienne (PNB) et du Groupe anti-extorsion et anti-enlèvement (GAES) qui se trouvaient à proximité du rassemblement se sont retirées des lieux.

"Quelques minutes plus tard, le groupe para-policier est arrivé à moto et à pied, certaines personnes cagoulées et d'autres à visage découvert. Ils ont frappé les mères et les personnes présentes, y compris une mère avec un bébé et une femme enceinte", a ajouté le Collectif. Il a également déclaré que ce groupe avait volé des sacs à main, des pièces d'identité, des téléphones, des clés, un cornet et plusieurs tentes, "trainant par terre ceux qui refusaient de leur remettre leurs effets personnels". "Le groupe para-policier a poussé toutes les personnes présentes sur quatre ou cinq pâtés de maisons, les dispersant", a-t-il expliqué.

** "Des membres de "colectivos" ont pris des photos de proches de prisonniers politiques lors d'une veillée devant l'Hélicoïde" (2 février 2026)[42]*

Le Comité pour la liberté des prisonniers politiques a dénoncé le fait que, lors de la vingt-cinquième veillée organisée ce dimanche 1er février devant l'Hélicoïde [43], un groupe de civils armés, vraisemblablement des "colectivos", ont pris des photos des proches des prisonniers politiques. Selon le rapport, des individus à

bord de motos sans plaque d'immatriculation se sont livrés à une documentation visuelle des mères et des proches qui réclament la libération de leurs familiers, qualifiant cette action de "tentative manifeste d'intimidation et visant à semer la terreur". Les responsables ont été identifiés comme faisant partie des collectifs opérant dans la paroisse de San Juan. Ces individus ont harcelé un rassemblement qui, selon les organisateurs, est strictement "pacifique, symbolique et constitutionnel".

Forces armées, principales et auxiliaires

En novembre 2025, Maduro a ordonné la création du "Commandement pour la défense intégrale de la nation", qui rassemblerait citoyens, militaires et fonctionnaires. À cet égard, il a signé la "Loi du Commandement pour la Défense Intégrale de la Nation"[44] et a déclaré : "Usine par usine, État par État, région par région, le Corps Combattant établi par la Loi Constitutionnelle de la Force Armée Nationale Bolivarienne (FANB) doit se familiariser avec le Plan de Combat de la classe ouvrière. [...] Il faut donner l'ordre d'instituer, de structurer et de mettre en œuvre les commandements de défense intégrale afin que nous soyons prêts, s'il s'avérait nécessaire pour nous, en tant que république, en tant que peuple, d'entrer en lutte armée pour défendre cet héritage sacré des libérateurs, prêts à vaincre, à triompher, sur la voie du patriotisme et du courage..."[45]. Il a également souligné qu'il y a actuellement près d'un million de miliciens et miliciennes issus du corps combattant de la classe ouvrière du pays qui s'organisent sur leurs lieux de travail et dans leurs usines : "Je suis certain que l'intégration du corps combattant au niveau national nous placera dans une situation proche de celle d'une patrie imprenable, ce qui est l'objectif."[46]

Le 23 octobre 2025 lors de l'événement organisé pour la mise en place d'une "Commission promotrice de l'Assemblée constituante ouvrière", Maduro était intervenu sur des sujets hors de l'ordre du jour[47]. D'abord il s'est félicité lui-même dans les termes suivants : "Je ne suis pas un magnat, je suis le peuple qui s'est pris en main, le président du peuple, le président ouvrier. [...] Je suis le premier président ouvrier de cette grande histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes. De la patrie de Bolívar, de Zamora, de Chávez, d'Antonio José de Sucre." Puis en référence aux menaces qui se profilaient de la part des USA, il a asséné des mises en garde catégoriques :

Inutile d'élever la voix pour le dire. Si jamais ils osaient faire quoi que ce soit ici ou là, voici le plus grand bouclier dont dispose le pays. La classe ouvrière ne bougerait pas d'un pouce et une grève générale, insurrectionnelle et révolutionnaire de la classe ouvrière et paysanne serait déclarée dans les rues jusqu'à ce que le pouvoir soit repris pour mener une révolution encore plus radicale. S'ils osaient, mes frères et sœurs, considérez ceci comme un ordre. L'ordre est donné.

Il a indiqué que les forces étrangères qui oseraient mener une quelconque action au Venezuela verraient défiler des millions d'hommes et de femmes armés de fusils au sein des corps de combat de la classe ouvrière, des paysans, des pêcheurs et des quartiers de tout le pays. "Je ne dis pas cela pour le dire, je le dis parce que nous l'avons répété et que nous nous y sommes préparés."

Le 3 janvier 2026, la réalité a non pas dépassé la fiction, mais l'a cruellement dégonflée comme un ballon. Pour saisir l'arrière-plan des événements, du côté du Venezuela, il faut prendre en compte la tendance caractérisant le régime, en particulier Maduro, à échafauder une vision fictive de la réalité. Vision à la fois fictive et calculée : l'insistance sur le mythe de "l'héritage sacré des libérateurs" et du "corps combattant de la classe ouvrière" servait à mettre en œuvre l'embrigadement et la surveillance de la population.

À l'égard de l'évolution dans ce domaine à partir de 1995 jusqu'au contexte actuel, le principal aspect consiste en ce que parallèlement à l'armée au sens traditionnel ont été instaurées des forces de milices et que celles-ci ont progressivement pris une place importante dans la doctrine - sinon dans la pratique - en matière de défense.

Avant l'élection de Chávez comme président, était en vigueur la "Loi organique des forces armées nationales" du 22 février 1995 [48]. Durant la présidence de Chávez, elle a été complétée en avril 2005 par un décret : est créé un "Commandement général de la Réserve militaire et de la Mobilisation nationale", organe décentralisé dépendant du Bureau du Président de la République et doté d'une autonomie budgétaire[49]. En 2007, Chávez a présenté une proposition de réforme constitutionnelle de type "socialiste". Le projet incluait la création d'une Milice en tant que cinquième composante des Forces armées nationales. Le 31 janvier de cette année l'Assemblée nationale, monocamérale et presque entièrement composée de partisans du gouvernement, accorde à Chávez des pouvoirs pour

une période de 18 mois afin qu'il puisse élaborer et adapter plusieurs lois en fonction de l'objectif[50]; cependant, la réforme a été rejetée par un vote populaire lors du référendum organisé en décembre. Toutefois, en juillet 2008, peu avant l'expiration des pouvoirs spéciaux qui lui avaient été accordés, Chávez a promulgué une nouvelle loi organique des forces armées nationales boliviennes (Lofanb), qui instituait la milice nationale bolivarienne en tant que "corps spécial"[51].

Au fil des ans, l'interaction entre les civils et les militaires s'intensifie, la population participe à la réserve militaire et à la mobilisation nationale. En 2009 la désignation de la milice est changée en "Commandement général de la Milice nationale bolivarienne"[52]. En décembre 2010, l'Assemblée nationale a adopté une loi habilitant Chávez à promulguer des "décrets ayant force de loi" pour atteindre divers objectifs. Parmi les mesures envisagées figurait la nécessité de répondre aux besoins humains vitaux et urgents engendrés par la pauvreté et les fortes pluies qui, en novembre et décembre de cette année-là, avaient causé la mort de 38 personnes et affectaient déjà plus de 130.000 individus. Initialement prévu pour une durée de 12 mois, le

décret a finalement été prolongé à 18 mois[53]. En mars 2011, Chávez utilise cette disposition pour modifier 48 articles de la loi relative aux forces armées[54]. Parmi ces dispositions figure celle qui stipule que : "les Vénézuéliens qui, sans exercer la profession militaire, déclarent volontairement leur intention de rejoindre la Milice bolivarienne appartiennent à la catégorie des miliciens; et, une fois mobilisés, ils remplissent des fonctions orientées vers la sécurité et la défense intégrale de la Nation, en tant que personnel militaire, au grade d'officier de milice, de sergent de milice et de milicien, conformément aux dispositions prévues par les règlements respectifs." Cela signifie remettre définitivement des armes à un corps qui ne fait pas partie de la profession militaire et qui dépend directement du président. En outre, un autre article stipule que tout militaire, quel que soit son grade ou son ancienneté, sera subordonné à celui qui "détient le commandement", même s'il s'agit d'un officier de la milice. En ce qui concerne leur nombre, les chiffres du régime indiquent qu'en 2011, les milices comptaient 120.000 membres.

En novembre 2014, une nouvelle version de la Loi organique de la Force armée nationale bolivarienne est

Des miliciennes et des miliciens ...



promulguée[55]. Au sujet des milices, elle stipule (chapitre VII - "Du Commandement général de la Milice bolivarienne", article 66) : "La Milice bolivarienne est un corps spécial composé de la Milice territoriale et du Corps de combat, destiné à compléter la Force armée nationale bolivarienne pour la sécurité, la défense et le développement global de la nation, afin de garantir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de son espace géographique. La Milice bolivarienne relève directement du Président de la République bolivarienne du Venezuela et Commandant en chef des Forces armées nationales boliviariennes."

Le gouvernement a commencé à mettre en place des groupes communautaires locaux avant 2014 et a maintenu cette initiative depuis. Ces groupes exercent un contrôle et une surveillance sur les communautés à des fins politiques et sécuritaires[56]. Un décret de mai 2016 les autorise à mener des opérations de surveillance afin de maintenir l'ordre public et de garantir la sécurité et la souveraineté du pays, en collaboration avec les forces armées et la police d'État. Parmi ces groupes figurent les Unités de combat Bolívar et Chávez (UBCh); les Réseaux d'articulation et d'action sociopolitiques (RAAS); les Conseils communaux; et les Unités populaires de défense intégrale (UPDI).

En 2015 ont été déployées les "Opérations de Libération du Peuple" ("Operaciones de Liberación Popular", OLP), effectuant des opérations militaires et policières contre la délinquance. En janvier 2017, Maduro a annoncé un nouveau train de mesures anticriminalité[57]. Les OLP sont transformées en "Operaciones para la Liberación Humana del Pueblo" ("Opérations pour la Libération Humaine du Peuple", OLHP)[58]. Ces mesures visent à mobiliser conjointement et simultanément les forces militaires, la police et la population civile. Le plan est censé mobiliser 20.000 policiers et militaires. Il inclut notamment la distribution d'armes aux civils et le renforcement d'un système de renseignement dans les quartiers, baptisé SP3, qui est contrôlé par le gouvernement. Le SP3 compte sur l'aide d'informateurs, que le régime a qualifiés de "patriotes coopérants", officiellement pour faciliter l'identification des gangs criminels et paramilitaires. Mais ces informateurs observent aussi la population sous l'angle politique.

Voici un exemple de l'esprit qu'est censé animer chaque milicien. Paroles du général de division Carlos Perozo Bolívar, directeur des médias et de la milice [59] :

La milice est un espace d'inclusion et il est important de le souligner : elle est ouverte à toute personne âgée de 18 à 90 ans, voire plus. [...] Chacun a une valeur et un potentiel à offrir, peu importe son âge ou s'il souffre d'un handicap; en réalité, aucun d'entre nous n'a de limites, nous avons tous quelque chose à apporter à la patrie. [...] Ici, le peuple et la Milice bolivarienne avancent avec l'épée de Bolívar pour le peuple latino-américain.

En novembre 2019, Maduro annonçait que la milice comptait désormais 3.295.335 membres. Il déclarait : "Nous disposons de 321.433 fusils distribués à nos miliciens par les voies sécurisées de la Force armée nationale bolivarienne (FANB). Nous devons garantir qu'un milicien soit armé." [60] Le déploiement du plan de sécurité sera renforcé par le soutien du Commandement opérationnel stratégique de la FANB, de la Garde nationale bolivarienne et par l'appui spécifique de la Milice nationale bolivarienne. Par ailleurs, lors d'une réunion avec les Conseils productifs des travailleurs (CPT) à Caracas, Maduro a demandé au vice-président sectoriel à la Souveraineté politique, à la Sécurité et à la Paix, Vladimir Padrino, de créer des "Corps combattants" afin de garantir la sécurité globale de toutes les entreprises essentielles et stratégiques du pays[61], en particulier Corpoelec[62], et de prévenir les "attaques" contre le réseau électrique national. Il a annoncé : "Chaque usine, une caserne; par conséquent, j'ordonne que, conformément aux règlements militaires légalement établis, les 13.000 fusils sélectionnés pour la classe ouvrière et le Corps combattant de Guyane soient immédiatement distribués." [63] La majorité des membres des "Corps combattants" sont rattachés à 31 institutions publiques, telles que la compagnie pétrolière nationale PDVSA, les ministères, la vice-présidence exécutive, les associations gouvernementales de pêcheurs, d'agriculteurs, d'autochtones et de journalistes, les mairies remportées par le chavisme, les universités, la régie des eaux de la région Centre, le service des impôts (SENIAT) et les missions de logement[64].

Les miliciens seraient intégrés à l'Université militaire bolivarienne, avec la création de l'"École de formation antiimpérialiste" proposant ateliers, cours et diplômes[65]. En avril 2024, Maduro affirmait que la milice bolivarienne comptait 5 millions de membres actifs, mais en août 2025, il annonçait : "Cette semaine, j'activerai un plan spécial pour garantir une couverture avec plus de 4,5 millions de miliciens sur l'ensemble du territoire national." [66] Certaines analyses mettent en doute la véracité de ces chiffres.

Le 29 janvier 2020, l'Assemblée nationale constituante a approuvé une "loi constitutionnelle de la Force armée nationale bolivarienne (FANB)"[67]. L'un de ses articles prévoit l'intégration de la milice bolivarienne comme cinquième composante de la Force armée, aux côtés de l'Armée de terre, de la Marine, de

l'Armée de l'air et de la Garde nationale. Or, selon l'article 328 de la Constitution en vigueur (1999), la Force armée est composée exclusivement des quatre éléments susmentionnés, à l'exclusion de la milice. De fait, ces "lois constitutionnelles" constituent un artifice visant à contourner la Constitution en vigueur[68].

Le régime vénézuélien sous la contrainte de l'intervention impérialiste US



Diosdado Cabello, le 3 janvier 2026
en proclamant
"L'ennemi terroriste nous a lâchement attaqué".

<https://asi-informa.com.mx/el-enemigo-terrorista-nos-ataco-cobardemente-diosdado-cabello-se-pronuncio-sobre-el-ataque-de-estados-unidos-en-caracas/>



Diosdado Cabello, le 7 juillet 2026
avec le général Francis Donovan, chef du
Commandement Sud des forces armées US

<https://talcualdigital.com/eeun-evita-hablar-de-recompensa-por-cabello-y-dice-estar-concentrado-en-la-ayuda/>

L'opération de force effectuée par les USA pour imposer les desideratas de l'impérialisme US a amené le régime vénézuélien à solder au mieux les litiges de politique intérieur, afin de pouvoir se concentrer sur ses "relations excellentes" avec Donald Trump. Une procédure d'amnistie a été définie, dont les dispositions visent à rendre caduques - autant que possible - les hostilités avec les forces d'opposition en rapport avec les institutions électives.

Pour plus de détails voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-loi-amnistie-presentation/>

L'article 6 de la "Loi d'amnistie pour la cohabitation démocratique 2026" énumère 10 intervalles de temps pendant lesquels sont survenus des actes de violence particulièrement graves liés à des motivations politiques[69]. En outre sont spécifiés quatre cas exclus de l'application de l'amnistie.

Les cas pouvant impliquer le bénéfice de l'amnistie sont désignés selon des circonstances et des événements particuliers circonscrits. Pourtant, pendant que l'application de l'amnistie est en cours, de nombreuses personnes indument arrêtées doivent trouver d'autres voies pour obtenir leur libération. Le régime s'abrite derrière des procédés fondamentalement arbitraires. Ceux qui agissent en faveur des victimes, se heurtent la plupart du temps à l'absence de transparence que les autorités maintiennent à l'égard des arrestations. Les familles de prisonniers et les militants impliqués constatent fréquemment ce qu'ils appellent des "disparitions forcées". Les autorités, littéralement, "jouent au con". Le procureur Tarek William Saab, en février 2025, débite des arguties[70] : "La disparition forcée est l'enlèvement, la non-présentation devant un organe policier ou judiciaire de la personne et son assassinat ultérieur. Il n'existe pas de disparition forcée "faite exprès". Ne vous mettez pas à inventer des choses."

Quelques exemples de ce qu'est la "justice" répressive exercée par le régime qui gouverne au Venezuela

Pour plus de détails, voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-justice-repressive>

* Marggie Xiomara Orozco Tapias [71]

En aout 2024, des policiers sont arrivés au domicile de Marggie Xiomara Orozco Tapias - une médecin - et l'ont amenée pour un interrogatoire, en novembre elle a été condamnée à la peine maximale de 30 ans de prison pour trahison, incitation à la haine et complot. Lors de la campagne pour l'élection présidentielle du 28 juillet 2024, elle avait envoyé un message audio via WhatsApp à un groupe de voisins dans lequel elle appelait à voter contre Maduro et le tenait pour responsable de la crise économique que traverse le pays. Des partisans du gouvernement avaient pris connaissance du message et l'ont dénoncée au parquet après l'avoir menacée de lui retirer ses avantages sociaux, tels que les colis alimentaires ou les bonbonnes de gaz subventionnées pour cuisiner. Bien que le jugement n'ait pas été publié, le parquet vénézuélien a confirmé qu'il avait été rendu. En mars 2025, la juge a refusé d'appliquer une mesure de liberté conditionnelle, estimant qu'il "existait un risque de fuite" et que l'inculpée "pourrait influencer les témoins afin qu'ils fassent de fausses déclarations au tribunal, compromettant ainsi la vérité des faits et la réalisation de la justice". Orozco a finalement été libérée en décembre 2025.

Selon le récit d'avocats présents lorsque la présidente du tribunal Luz Dary Moreno Acosta avait lu son verdict, celle-ci a expliqué à l'égard du message incriminé : "Ces appels mettent en péril la paix au Venezuela et sont la raison pour laquelle le gouvernement des USA veut nous envahir. [...] Tout comme vous souffrez, les personnes qui sont au gouvernement souffrent aussi."

Commentaire d'un pénaliste : "La conspiration implique de tenter de modifier la forme républicaine, mais quelle action concrète la docteure a-t-elle menée pour mettre fin à la démocratie et aux institutions? Et le délit de trahison fait référence à l'alliance avec des nations ou des ennemis étrangers, mais ici, rien n'indique qu'elle se soit alliée à qui que ce soit."

* Martha Lía Grajales [72]

Martha Lía Grajales a été arrêtée le 8 aout 2025 à Caracas après avoir participé à une manifestation devant le siège des Nations Unies pour protester contre l'agression qu'ont subie trois jours plus tôt des mères et des proches de prisonniers politiques aux portes du Tribunal suprême de justice. Sa famille et ses avocats ont dénoncé son arrestation comme une disparition forcée, après qu'elle a été contrainte de monter dans un véhicule sans plaques d'immatriculation. Le parquet a annoncé le 11 aout qu'elle était inculpée d'"incitation à la haine, de complot avec un gouvernement étranger et d'association de malfaiteurs". La nuit du 12 aout, il a été rapporté que Grajales avait été libérée sous contrôle judiciaire, mais elle continuait de faire l'objet de poursuites judiciaires arbitraires.

C'est ce genre de militants que doit viser Jorge Rodríguez, président de l'Assemblée nationale, quand il s'exprime au cours d'un débat sur "les menaces extrémistes et terroristes contre la paix et la stabilité du pays" [73] :

Nous n'avons que faire des tièdes; ils sont au service du fascisme, de cette maladie qui n'est pas une option politique et qui doit être éradiquée de tout corps social. [...] [Rodríguez a indiqué qu'il était stupéfait et choqué de voir des représentants de la pseudo-gauche publier sur les réseaux sociaux des messages, dans les mêmes termes que] la principale instigatrice des projets terroristes, María Corina Machado, affichant leur solidarité avec les criminels. [...] Ne me servez pas ces inepties; quiconque s'allie, même par circonstance, à un fasciste ne peut en aucun cas être de gauche. [...] Cette "soi-disant gauche" reste silencieuse et ne dit rien de la persécution dont est victime un être humain, qui est le président et le chef de cette révolution, Nicolás Maduro Moros.

Les média bourgeois déforment la réalité, certains propagandistes militants de même...

S'accrocher à une perception illusoire, quelle qu'elle soit, ne permet nullement d'échapper à la réalité effective. Pour la population vénézuélienne, les espoirs imaginaires ont conduit à la catastrophe. Quant au régime, il a acté la réalité, et a choisi la soumission pure et simple à l'impérialisme US, quitte à avoir recours à des trésors langagiers pour créer un écran de fumée derrière lequel cacher son comportement minable. Il a été aux abois, Donald Trump et l'impérialisme US l'ont sauvé...

Les forces de "l'ordre bolivarien" n'hésitent pas à s'attacher à leur besoin jusqu'à l'absurde.

Voici un extrait d'un article du journal *New York Times*, du 24 janvier 2026 [74].

Les jeunes étaient là pour une bataille de ballons d'eau. C'était une tradition annuelle pour lancer les célébrations du carnaval à Barcelona, une ville côtière ouvrière de l'est du Venezuela. Mais deux jours seulement après l'arrestation du président du pays, Nicolás Maduro, tous ces cris et ces rires ont été mal accueillis par les autorités. Des agents de la police locale et des soldats de la Garde nationale sont arrivés en grand nombre et, selon deux des garçons et les proches de quatre autres, ont ouvert le feu. Les garçons et les jeunes hommes, âgés de 13 à 25 ans, se sont dispersés, mais la police en a arrêté 25. Deux jours plus tard, les procureurs de l'État ont engagé des poursuites.

Leur crime? Trahison. "Je vais vous baiser", se souvient l'un des jeunes, âgé de 17 ans, qu'un policier lui a dit après son arrestation, en utilisant un juron. "Vous êtes pour Donald Trump." [...]

Une journaliste et un photographe du New York Times se sont rendus la semaine dernière dans le quartier où vivent la plupart des détenus et ont interviewé deux des jeunes et sept membres de leur famille, ainsi que d'autres Vénézuéliens à travers le pays. La plupart ont souhaité garder l'anonymat par crainte de représailles de la part du gouvernement. [...] Les problèmes pour les jeunes du quartier ont commencé le 5 janvier. Les jeunes remplissaient des ballons d'eau au bord de la rivière Neverí, puis, selon les vidéos, se poursuivaient les uns les autres dans un terrain vague, en lançant les ballons et riant. Lorsque les autorités sont arrivées, les jeunes

pensaient que les arrestations seraient temporaires, juste pour leur donner une leçon afin qu'ils ne provoquent plus de troubles dans les rues. Mais lorsque la police a commencé à mentionner Trump et Maduro, puis a transféré le groupe dans une prison plus grande, il est devenu évident que la situation était plus grave.

"Et alors nous nous sommes tous mis à pleurer, demandant pourquoi, car ils n'étaient pas des délinquants, mais seulement des enfants qui jouaient au carnaval", a déclaré la mère de deux détenus, décrivant la scène des parents angoissés devant la prison. Les policiers "ont répondu, que non, car le pays était en difficulté. Et s'ils savaient dans quel état était le pays, pourquoi ont-ils laissé leurs enfants dans la rue?"

Quinze mineurs du groupe ont été poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, dont "trahison", selon un document judiciaire consulté par le Times. Les familles des 10 détenus âgés de plus de 18 ans ont déclaré qu'ils avaient également été accusés de trahison. Les familles ont commencé à diffuser des vidéos sur les adolescents sur les réseaux sociaux, dénonçant leur détention. Les vidéos ont eu un grand retentissement dans la communauté locale et, une semaine après leur incarcération, les autorités ont libéré les 15 mineurs à condition qu'ils restent au Venezuela et se présentent au tribunal une fois par mois.

Cependant, les 10 détenus adultes sont toujours en prison.

Voilà notre vision des événements. À partir de là, nous mentionnons quelques exemples de rhétorique manipulatrice du côté d'organisations et individus se présentant comme communistes, voire marxistes.

* **URC** (Union pour la Reconstruction Communiste, issue de la fusion entre l'Association Nationale des Communistes - ANC et le Rassemblement Communiste - RC)

En octobre 2025, à propos de l'attitude menaçante du gouvernement US[75] :

Plusieurs scénarios d'intervention étaient déjà à l'étude : des frappes de missiles jusqu'à l'activation de cellules terroristes internes, tous visant à déstabiliser le pays. Mais qu'ils le sachent : ces tentatives échoueront. Le peuple vénézuélien est debout et prêt à se défendre. L'invasion serait un suicide pour des forces dopées à l'arrogance hollywoodienne.

En janvier 2026, concernant le fait que le régime de Maduro est couramment critiqué à divers degrés[76] :

Pour l'URC il est hors de question de se laisser détourner de la seule question que pose l'acte de piraterie des USA : un pays quel qu'il soit a-t-il le droit de capturer un chef d'état d'un autre pays qui ne l'a même pas attaqué ou menacé et qui plus est réclamer une part de ses richesses au nom de ses seuls intérêts? Non, bien évidemment que non !! Tout autre considération sur la nature du gouvernement ou la légitimité de son élection, nie la souveraineté des peuples, ouvre la voie à la mise en place d'une loi internationale du plus fort et que dire alors des pays où règnent des rois forcément non élus?

L'argumentation mélange hypocritement les deux aspects distincts auxquels elle fait allusion, et insinue que ceux qui contestent la légitimité du régime approuvent l'attaque US.

Début février, un article intitulé "Face à l'Empire, la présidente Delcy Rodríguez coude à coude avec les travailleurs du Venezuela" met en avant une image [77] :



Cet article se réfère à l'œuvre du gouvernement vénézuélien, mais expose une présentation falsifiée de la réalité. Certes l'orientation suivie actuellement par le gouvernement vénézuélien est susceptible de trouver un accueil favorable parmi une partie des travailleurs - mais plutôt de la part de ceux qui manquent de conscience de classe et qui espèrent qu'avec la reprise des "affaires" leurs rémunérations puissent s'améliorer.

[Voir plus haut ce que nous écrivons au sujet des arrestations parmi les travailleurs de PDVSA.]

* *Histoire et société* (Site Internet animé par Danielle Bleitrach)

Début janvier on trouve l'avis suivant[78] :

Maduro et le gouvernement bolivarien appliquent exactement la stratégie qui convient et qui a déjà été celle de Chávez quand on l'a enlevé en 2004.

Cette interprétation des événements est obscure.

En 2002, un conflit a surgi au sein de la société pétrolière publique PDVSA entre des cadres et le gouvernement. Les forces hostiles à Chávez regroupées autour de la Coordination démocratique (CD), du syndicat CTV et de la fédération patronale Fedecamaras réussissent à organiser une grève générale dans l'objectif d'obtenir le départ du président. Le 12 avril, effectuant un coup d'État, une junte civilo-militaire dirigée par le président de Fedecamaras, Pedro Carmona, prend le pouvoir. Chávez est cependant rétabli dans ses fonctions 48 heures plus tard, grâce à la mobilisation de ses partisans, et de la fidélité de la majorité des forces armées au régime constitutionnel. Les forces d'opposition poursuivent leurs mobilisations. En juin 2004 ils réussissent à rassembler le nombre de signatures nécessaires pour obtenir la convocation d'un référendum demandant la révocation du mandat présidentiel. Le référendum se déroule le 16 août, le "non" à la révocation l'emporte.

Si "tactique" il y avait de la part de Chávez, c'était de ne pas tenter de saboter le référendum. Dans les circonstances de l'après-3-janvier, c'est le gouvernement US qui a choisi la "tactique" de tolérer - dans un premier temps - la continuité du gouvernement vénézuélien. Delcy Rodríguez n'avait pas de marge de manœuvre pour suivre une quelconque "tactique". Elle s'est pliée à ce qui lui était imposé par la force (à titre purement individuel, la seule alternative aurait été qu'elle démissionnât en suivant la devise "après moi le déluge").

Depuis, Delcy Rodríguez tente de maintenir de façon tout à fait artificielle une fausse apparence de dignité. Sur *Instagram*, elle publie "Un message du Venezuela au monde entier, et aux États-Unis"[79]. Elle formule des platitudes conformes au standard de politesse en usage normalement dans les relations internationales :

*[...] Nous croyons que la paix mondiale passe d'abord par la garantie de **la paix au sein de chaque nation**. Nous accordons la priorité à l'établissement de **relations internationales équilibrées et respectueuses entre les États-Unis et le Venezuela**, [...], sur la base de **l'égalité souveraine et de la non-ingérence**.*

Et elle poursuit :

*[...] Nous invitons le gouvernement américain à collaborer avec nous à un programme de **coopération axée sur le développement partagé** dans le cadre du droit international afin de renforcer une coexistence communautaire durable. [...] Je rêve d'un **Venezuela où tous les bons Vénézuéliens peuvent se réunir**. [...]*

Parler de "coopération axée sur le développement partagé", c'est franchement de l'hypocrisie ridicule. Le Venezuela se vante de contribuer au développement des USA, de l'impérialisme US?! En outre il faudrait que Delcy Rodríguez explique clairement ce qu'elle entend par "les bons Vénézuéliens".

En face, Trump, dans son premier exposé sur "l'état de l'Union" depuis son réélection, se fait un malin plaisir d'appliquer le même langage "amical"[80] : Washington travaille "**très étroitement**" avec la présidente par intérim Delcy Rodríguez afin de débloquent "**des avantages économiques extraordinaires pour les deux pays**" [...] "**nous venons de recevoir, de notre nouvel ami et partenaire le Venezuela, plus de 80 millions de barils de pétrole**".

Et Delcy Rodríguez répond, impassible, de la même manière[81] :

Président Trump, en tant qu'ami, en tant que partenaire, nous ouvrons un nouveau programme de coopération avec les États-Unis.

* **Thierry Deronne**

Deronne tient un site Internet personnel, "Venezuelainfos". Un certain nombre d'organisations et sites Internet reprennent des articles publiés sur ce site. C'est le cas pour l'URC et "Histoire et société" (cités ci-dessus), et aussi le PRCF.

Deronne relaie l'imposture du faux "PCV" complice du régime[82] :

(voir plus haut la fin de la section "La nature du régime après Chávez")

Depuis quelques années, des militant(e)s du monde entier reçoivent régulièrement des communiqués signés "parti communiste vénézuélien" dénonçant "le régime néolibéral de Maduro qui persécute les communistes, réprime les travailleurs, écrase les salaires, sème la terreur dans les milieux populaires comme le fait le fascisme". Par solidarité automatique, souvent de bonne foi, ils relaient ces messages sans se douter de la vraie nature de leur auteur, ni de la désinformation à laquelle ils participent. Car non seulement le vrai parti communiste vénézuélien soutient activement la révolution bolivarienne et rassemble la grande majorité des militant(e)s, mais il vient de réaliser un score historique aux législatives de mai 2025.

Il est convaincu que, pour "prouver" le caractère prétendument révolutionnaire du régime vénézuélien, il suffit d'égrainer une longue liste d'organisations prétendument communistes qui semblent le soutenir[83] :

Bien avant la victoire électorale obtenue par la nouvelle direction du PCV [...] des partis communistes du monde entier ont maintenu leur solidarité avec le gouvernement révolutionnaire de Nicolas Maduro. C'est le cas des Partis Communistes Cubain, Chinois, Vietnamien, Népalais, Sud-Africain, Colombien, Péruvien, Argentin, Brésilien (PCdB), Sud-Coréen (PDP), Philippin, Espagnol, Portugais, du Party for Socialism and Liberation (États-Unis) et de près de 80 organisations communistes regroupées au sein de la Plateforme Mondiale Anti-impérialiste. Sans oublier des mouvements sociaux ou des centres de recherche d'inspiration marxiste, tels que le Mouvement des Travailleurs Sans Terre du Brésil, le Tricontinental Institute dirigé par l'historien indien Vijay Prashad, l'International People's Assembly, le People's Forum (États-Unis), etc.

* **Plateforme mondiale antiimpérialiste**

Nous mentionnons cette organisation parce qu'en ce qui concerne le Venezuela, elle est en contact avec le faux "PCV" associé au régime "bolivarien"[84].

La Plateforme mondiale antiimpérialiste (WAP selon les initiales en anglais) est une organisation constituée en 2022 à Paris, après une série d'activités à Belgrade, Athènes, et à Caracas (accueillie par le PSUV). Un "mélange" de forces politiques participe aux activités de la WAP, dont le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF), et d'autres. Dans toutes ses déclarations, elle réserve le concept d'impérialisme "proprement dit" à la puissance qui reste encore la plus forte du système impérialiste international, les USA. Au contraire, la WAP considère que "la Russie et la Chine ne sont pas des puissances impérialistes agressives" et les présente pratiquement comme alliés dans la lutte "antiimpérialiste".

Pour plus de détails concernant la WAP, voir :

<https://rocml.org/wap-1re-2022-10-14-declaration/>

<https://rocml.org/wap-3e-2023-03-04-declaration/>

<https://rocml.org/wap-5e-2023-11-25-declaration/>

* **PCF, CGT**

Les personnes et organisations mentionnées ci-dessus ne présentent pas globalement un point de vue uni. Mais dans chaque cas pris séparément, les positions et les analyses sont cohérentes en fonction d'une approche spécifique propre. Il y a cependant, par ailleurs, des organisations pour lesquelles plusieurs positions, différentes entre elles, coexistent en leur sein. C'est le cas du PCF et de la CGT.

Les publications du PCF formulent à certaines occasions des commentaires au sujet du Venezuela, de teneur limitée et superficielle. Par exemple en 2019 face à l'auto-proclamation du Président de l'Assemblée nationale Juan Guaidó comme "Président en exercice par intérim" : "Face à la réalité des difficultés - sociales et économiques - auxquelles sont confrontés les Vénézuéliens, notre unique parti pris est celui de l'intérêt du peuple vénézuélien, celui de la paix et du dialogue national au Venezuela." [85] Ou, en décembre 2025 : "À l'heure où les tensions montent dangereusement, il est urgent de rappeler que le monde n'a pas besoin d'un shérif planétaire. Il a besoin de justice, de souveraineté populaire et de jeunes capables de regarder plus loin que les récits imposés." [86] Ce dernier texte ressasse la vision stéréotype concernant un "processus" en cours au Venezuela : "Le peuple vénézuélien poursuit la construction de son modèle politique, social et économique, sa voie vers le socialisme, sa révolution bolivarienne." Toutefois la page Internet "Solidarité internationale PCF" reproduit des documents du PCV authentique, qui reflètent les enjeux concrets [87].

Par contre, à la "Fête de l'Humanité" en 2025 était présente une délégation du faux PCV, incluant le secrétaire général Henry Parra. C'est que cet événement est organisé de façon pluraliste : s'y trouvait un stand du PRCF, organisation qui fait la promotion du régime de Maduro[88].

La section de Vénissieux du PCF a promptement publié, le 4 janvier 2026 dans son journal "Le Véné-sien", un article exposant une position plus tranchée que celle de la direction du Parti[89]. Il s'agit de la reproduction d'un texte publié par Thierry Deronne (voir plus haut) sous le titre "Venezuela, l'heure du peuple". La présentation de l'article par le journal explique : "Il faut donner la parole à ceux qui sont sur place et qui sont engagés depuis des années dans le processus révolutionnaire bolivarien." Et Deronne débite à la lettre l'évangile de Maduro : "La Révolution bolivarienne, initiée sous la direction d'Hugo Chávez en 1998 et poursuivie aujourd'hui par Nicolás Maduro, propulse un socialisme basé sur la démocratie directe des autogouvernements communards et a réussi à forger une unité entre le peuple et les forces armées boliviennes, une unité que l'opération du 3 janvier 2026 ne pourra pas briser aussi facilement. Une organisation de 5336 communes et circuits communaux, appuyée par des unités de citoyen(ne)s en armes et déployées sur l'ensemble du territoire national, constitue le fondement de la seule force qui, au-delà de l'appareil d'État, puisse mettre un terme à l'occupation néocoloniale : la force populaire."

Au sein de la CGT, la Fédération nationale des industries de la Chimie (FNIC) est adhérente à la Fédé-

ration syndicale mondiale (FSM). Parmi les membres de la FSM se trouvent, du côté du Venezuela, à la fois la CUTV liée au PCV authentique et la Central Bolivariana Socialista de Trabajadores (CBST) liée au gouvernement de Maduro/Rodríguez. La FNIC prend position en faveur de la CUTV et du PCV authentique. Un tract a été publié récemment par la FNIC, intitulé "Venezuela - La révolution trahie"[90]. Il dénonce à juste titre l'intervention US et l'attitude complice adoptée par la "présidente d'intérim" Delcy Rodríguez. Mais la ligne politique qu'il faudrait adopter selon le tract est totalement erronée :

Oui, Chávez est trahi! Et avec lui le peuple vénézuélien! [...] La lutte pour la souveraineté populaire ne peut pas être réduite à l'administration d'un État redevenu capitaliste sous la pression extérieure de l'Empire US. C'est au peuple, travailleurs et travailleuses du Venezuela, qu'il revient de reprendre le chemin de la révolution bolivarienne abandonné par le gouvernement Rodriguez, par son intervention directe, par la grève et par l'action.

Chávez, en tant que président, a mise en œuvre une politique visant à transformer l'ordre politique et économique tel qu'il était en place antérieurement. Les actions entreprises comportaient certains aspects positifs. Mais la perception de cette phase de développement du pays en tant que "révolution bolivarienne" constitue une mythologie trompeuse et nocive. La gouvernance appliquée par Nicolas Maduro a modifié certains aspects du régime - ce qui du point de vue des "chavistes" traditionnels peut être considéré comme une trahison -, mais dans les faits ni Chávez ni Maduro ne représentent une quelconque révolution, seulement des variantes de gestion du capitalisme.

Notes

[1]. <https://www.infobae.com/2007/01/10/295925-cristo-el-mas-grande-socialista-la-historia/>

[2]. <https://albacidad.org/2025/12/maduro-gobierno-comunal-transicion-socialismo-7-lineas/>

[3]. Paroles de Chávez lors de la présentation du "Memoria y cuenta" (document institutionnel qui rend compte de la gestion publique), Palais fédéral législatif, Caracas, 13 janvier 2007.

Regarde ce que disait Simón Rodríguez : il parlait en 1847 de la "toparquía". Dans un document adressé à Anselmo Pineda le 2 février 1847, Simón Rodríguez écrit : "Le véritable intérêt de la création est d'amener les habitants à s'intéresser à la prospérité de leur terre, - leur terre. C'est ainsi que l'on détruit les privilèges provinciaux [Bolívar parlait de la caste qui existait dans les villages, et il disait que les docteurs, les militaires et les prêtres formaient cette caste, partout; alors Simón Rodríguez disait :] afin que les privilèges provinciaux soient ainsi détruits, puissent toutes les paroisses devenir des toparquías", vous savez, *Topos* de lieu, et en tout cas, le mot, si "arquía" désigne l'autorité ou le gouvernement, comme la monarchie, l'oligarchie, dans ce cas, c'est la toparquía, c'est le gouvernement du lieu, donc, des habitants du lieu; c'est le gouvernement populaire, c'est le gouvernement communal.

Le sage Simón Rodríguez a continué à réfléchir à bien des choses et à écrire jusqu'à sa mort; il est mort en écrivant, en réfléchissant et en fabriquant des bougies, c'est ainsi que Simón Rodríguez est mort. Il dit ici : "Si seulement chaque paroisse pouvait devenir une toparquía", je vous jure que je n'avais pas lu cela avant hier soir, avant cette aube, car il y a trois jours, j'ai parlé de la Confédération des Conseils communaux, et regardez ce que dit ici Simón Rodríguez : "Si seulement chaque paroisse pouvait devenir une toparquía, alors il y aurait une confédération de toparquías. Le gouvernement le plus parfait que la meilleure politique puisse imaginer (ce serait celui-là) est le moyen de mettre fin au despotisme. C'est cela, et c'est cela, mille et mille fois, si l'on éduque (si l'on éduque, cela a aussi à voir avec un autre des moteurs constitutifs, l'éducation populaire partout, cela a à voir avec plusieurs moteurs, l'explosion du pouvoir communal, l'éducation populaire partout) si l'on instruit pour qu'il y ait des gens

qui sachent et si l'on éduque pour qu'il y ait des gens qui agissent, les maisons, les lieux, les provinces et les royaumes rivaux sont le signe d'une mauvaise éducation..." *, il parle de coopération, non! Des maisons, des lieux, de la toparquía, de la confédération.*

C'est le pouvoir populaire, ce sont les Conseils communaux.

Source :

<http://todochavez.gob.ve/todochavez/2695-presentacion-de-memoria-y-cuenta-ante-la-asamblea-nacional-por-parte-del-comandante-presidente-hugo-chavez>

[4]. <https://tatuivt.org/masacre-laboral-grupo-polar/>

<https://www.aporrea.org/trabajadores/n374323.html>

[5]. <https://www.nytimes.com/es/2020/02/25/espanol/america-latina/venezuela-polar.html>

Des extraits de l'article traduits en français :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-mendoza-polar>

[6]. <https://prensapcv.wordpress.com/2016/12/01/tendencia-perjudicial-para-los-trabajadores/>

<https://prensapcv.wordpress.com/2018/02/12/desalarizacion-del-ingreso/>

<https://prensapcv.wordpress.com/2018/03/01/salario-bono-relacion-perjudicial/>

[7]. En novembre 1998 se tiennent des élections législatives et régionales. Les forces politiques qui soutiennent Chávez se présentent en tant que coalition désignée comme "Polo Patriótico". Cette coalition inclut: Movimiento V [Quinta] República (MVR, fondé par Chávez en 1997), Partido comunista de Venezuela (PCV), Movimiento al Socialismo (MAS), Movimiento Electoral del Pueblo (MEP), Patria Para Todos (PPT), et d'autres partis de moindre envergure. La coalition gagne les élections alors que les deux partis traditionnels, Acción Democrática (AD), les membres étant couramment désignés comme "adecos") et Comité de Organización Política Electoral Independiente (COPEI), ont subi un échec.

En décembre 1998, Hugo Chávez, remporte l'élection présidentielle.

Durant le mandat de Chávez, celui-ci est soutenu par le Polo Patriótico. Par la suite cette formation est élargie par la constitution en 2013 du "Grand Pôle patriotique Simón Bolívar", qui est composé de 32 organisations cherchant à répondre au deuxième objectif du "Plan de la Patria, Simón Bolívar", à savoir la construction du "socialisme bolivarien". Parmi les partis qui composent le Grand Pôle patriotique : PSUV, Tupamaro, PPT, Futuro, Somos Venezuela, MEP, Podemos, PCV, Alianza para el Cambio, UPV, Enamórate Venezuela, ORA y Partido Verde.

Pour le PSUV, voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-psuv/>

[8]. <https://prensapcv.wordpress.com/2018/02/28/acuerdo-unitario-marco-psuv-pcv/>

Voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-accord-cadre-unitaire-pcv-psuv>

[9]. <https://prensapcv.wordpress.com/2024/03/22/la-legitima-militancia-comunista-no-apoya-la-candidatura-presidencial-de-nicolas-maduro/>

Voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-militants-communistes-candidature-maduro/>

[10]. <https://prensapcv.wordpress.com/wp-content/uploads/2023/05/dossier.pdf>

Voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-regime-cre-faux-pcv/>

[11]. <https://www.asambleanacional.gob.ve/storage/documentos/leyes/ley-organi-20220131131037.pdf>

<https://www.cazadoresdefakenews.info/es-falso-que-los-resultados-de-las-elecciones-del-28-de-julio-se-hayan-publicado-conforme-a-la-ley-como-afirmo-jorge-rodriguez/>

[12]. <https://contrapunto.com/nacional/gobierno/diosdado-reconoce-a-cuerpos-de-seguridad-por-operacion-tuntun-tengan-la-seguridad-de-que-habra-justicia-y-les-van-a-llegar-a-su-casa/>

[13]. María Corina Machado a cofondé le mouvement civique Súmate en 2002, puis le parti politique Vente Venezuela en 2012. Elle a siégé comme députée à l'Assemblée nationale du Venezuela de 2011 à 2014. En 2023, en vue des élections présidentielles de l'année suivante, elle a remporté la consultation primaire de l'opposition, ce qui en faisait candidate pour ces élections. Cependant, le régime de Maduro lui a interdit d'exercer toute fonction publique. Malgré son inéligibilité, elle a continué de mener campagne et finalement soutenait Edmundo González Urrutia comme candidat.

[14]. Juan Guaidó est membre fondateur, en 2009, du parti Voluntad popular. Le dirigeant de VP, Leopoldo Lopez, a été placé en résidence surveillée en août 2017. Lopez s'est réfugié au sein de l'ambassade d'Espagne à Caracas, puis en octobre 2020, il a réussi à sortir du pays et s'est rendu en Espagne (son père, Leopoldo Lopez Gil, est député européen du Parti populaire espagnol, PPE).

Guaidó est élu membre suppléant de l'Assemblée nationale en 2011. Aux élections de 2015 les partis d'opposition remportent la majorité qualifiée et Guaidó, élu député, a été désigné comme président de l'Assemblée. Les partis composant la majorité signent un accord en vertu duquel chacun des composants de la coalition assumerait à tour de rôle la présidence du Parlement. La présidence de l'Assemblée nationale échoit en 2019 à Volonté populaire. Dès son élection au poste de président du Parlement, Guaidó qualifie d'"usurpateur" Maduro, élu en mai 2018 pour un second mandat présidentiel de six ans, non reconnu par l'opposition et une partie de la communauté internationale dont les USA, le Canada et plusieurs pays latino-américains. Le 23 janvier 2019 Guaidó s'auto-déclare président par intérim du pays.

Immédiatement Guaidó a été reconnu dans cette fonction par les USA, puis par le Canada, et les autres 13 pays membres du Groupe de Lima, à l'exception du Mexique. L'Australie, le Danemark et la Suède ont également pris cette décision. Par ailleurs, six pays de l'Union européenne (UE), à savoir l'Espagne, le Portugal, la France, la Belgique, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, ont annoncé qu'ils reconnaîtraient Guaidó comme président par intérim si Maduro ne convoquait pas des élections sous huit jours.

Lors d'une séance présidée par Guaidó, l'Assemblée générale a nommé des "représentants diplomatiques" dans plusieurs pays de la région ayant reconnu Guaidó en tant que président par intérim. Il s'agit de l'Argentine, le Canada, la Colombie, le Costa Rica,

l'Équateur, les USA, le Honduras, le Panama et le Pérou. De son côté, l'administration US a formellement confié à Guaidó le contrôle des comptes bancaires de son pays aux USA.

Le 28 mars 2019, le régime de Maduro résout le problème à sa manière. Le Contrôleur général de la République Elvis Amoroso, chargé de veiller à la transparence de l'administration au Venezuela, décide "d'interdire l'exercice de toute fonction électorale au citoyen (Guaidó) pour la durée maximum prévue par la loi". Cette durée est de 15 ans.

Voir notre article "Au Venezuela, concurrence acharnée entre faux défenseurs de la démocratie" :

<https://rocml.org/vdc-2017-09-no-21-p-14-15/>

[15]. Voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-syndicats/>

[16]. https://albaciudad.org/wp-content/uploads/2017/11/GO-41.274-_081117.pdf

<https://albaciudad.org/2017/11/este-es-el-contenido-de-la-ley-contra-el-odio-por-la-convivencia-pacifica-y-la-tolerancia/>

[17]. <https://albaciudad.org/2024/08/jorge-rodriguez-asamblea-nacional-aprobara-leyes-contra-el-fascismo-el-odio-y-discutira-ley-sobre-redes-sociales/>

[18]. Corina Machado voulait se présenter elle-même comme candidate aux élections présidentielles, mais elle a été déclarée inéligible, ainsi elle s'était muée en porte-parole de la candidature de Gonzalez Urrutia. Le 29 juillet 2024, le Conseil national électoral (CNE), avec 80 % des procès-verbaux dépouillés, avait déclaré Nicolás Maduro vainqueur. Par la suite, Machado de son côté a affirmé que selon les procès-verbaux dont elle avait connaissance (une copie des procès-verbaux est accessible à l'autorité électorale ainsi qu'aux témoins ou aux représentants de chaque parti politique, les citoyens peuvent également les vérifier) Urrutia était vainqueur. La collecte des procès-verbaux a été effectuée par des groupes connus sous le nom de "comanditos", des structures de contrôle électoral coordonnées par la Grande Alliance nationale (GAN), une plateforme citoyenne liée à la coalition d'opposition lancée en janvier 2024.

[19]. <https://albaciudad.org/2024/08/jorge-rodriguez-asamblea-nacional-aprobara-leyes-contra-el-fascismo-el-odio-y-discutira-ley-sobre-redes-sociales/>

[20]. <https://apnews.com/international-news-general-news-773c5017746a46f79136bc64d29d2633>

[21]. https://www.elnacional.com/2017/05/diosdado-cabello-comenzo-operacion-tun-tun-contra-los-terroristas_182847/

[22]. <https://www.bbc.com/mundo/articles/cly33kp1q19o>

<https://cronica.uno/operacion-tun-tun-una-politica-de-estado-para-sembrar-terror-advierten-expertos/>

<https://www.infobae.com/venezuela/2025/12/14/operacion-tun-tun-un-simbolo-navideno-utilizado-por-el-regimen-venezolano-para-reprimir-a-disidentes-y-opositores/>

[23]. <https://www.bbc.com/mundo/articles/cly33kp1q19o>

<https://cronica.uno/operacion-tun-tun-una-politica-de-estado-para-sembrar-terror-advierten-expertos/>

<https://diario.elmundo.sv/el-mundo/vamos-por-ellos-la-campaña-de-maduro-para-delatar-traidores-en-venezuela>

<https://www.latercera.com/mundo/noticia/operacion-tun-tun-como-el-chavismo-reprime-a-la-disidencia/CTSENG7ZOFFHDM6MIESB36DKNA/>

<https://www.rfi.fr/es/m%C3%A1s-noticias/20240807-vamos-por-ellos-la-campa%C3%B1a-de-maduro-para-delatar-traidores-en-venezuela>

[24]. <https://www.dailymotion.com/video/x93d0py>

[25]. <https://cnnespanol.cnn.com/2024/08/15/marca-x-negra-puertas-opositores-maduro-venezuela-trax>

[26]. <https://www.elcolombiano.com/internacional/reeleccion-maduro-casas-marcadas-con-x-nueva-estrategia-terror-venezuela-regimen-maduro-BF25209888>

[27]. <https://www.bbc.com/mundo/articles/cly33kp1q19o>

<https://cronica.uno/operacion-tun-tun-una-politica-de-estado-para-sembrar-terror-advierten-expertos/>

<https://www.infobae.com/venezuela/2025/12/14/operacion-tun-tun-un-simbolo-navideno-utilizado-por-el-regimen-venezolano-para-reprimir-a-disidentes-y-opositores/>

[28]. <https://www.bbc.com/mundo/articles/cly33kp1q19o>

<https://cronica.uno/operacion-tun-tun-una-politica-de-estado-para-sembrar-terror-advierten-expertos/>

<https://www.latercera.com/mundo/noticia/operacion-tun-tun-como-el-chavismo-reprime-a-la-disidencia/CTSENG7ZOFFHDM6MIESB36DKNA/>

<https://contrapunto.com/nacional/gobierno/diosdado-reconoce-a-cuerpos-de-seguridad-por-operacion-tuntun-tengan-la-seguridad-de-que-habra-justicia-y-les-van-a-llegar-a-su-casa/>

<https://dossiervenezuela.com/politica/diosdado-cabello-menciona-detencion-del-periodista-rory-branker-y-amenaza-directamente-a-un-grupo-de-medios-con-la-operacion-tun-tun/>

[29]. <https://www.bbc.com/mundo/articles/cly33kp1q19o>

[30]. "El que se coma la luz [el que se pase]... Tun Tun. No seas llorón, vas pa' Tocarón."

[31]. <https://mazo4f.com/cabello-reconocio-labor-de-los-organismos-de-seguridad-del-estado-ante-violencia-generada-por-extremistas>

<https://contrapunto.com/nacional/gobierno/diosdado-reconoce-a-cuerpos-de-seguridad-por-operacion-tuntun-tengan-la-seguridad-de-que-habra-justicia-y-les-van-a-llegar-a-su-casa/>

[32]. <https://www.elimpulso.com/2019/10/07/jose-elias-torres-la-ctv-exige-que-cese-en-el-pais-la-destruccion-del-trabajo-y-del-salario-7oct/>

<https://www.infobae.com/venezuela/2026/01/22/denuncian-que-se-desconoce-el-paradero-del-lider-sindical-venezolano-jose-elias-torres-tras-50-dias-detenido/>

<https://correodelcaroni.com/pais-politico/reclaman-informacion-sobre-dirigentes-sindicales-detenidos-hace-casi-un-mes/>

<https://www.elimpulso.com/2026/02/03/denuncian-que-el-dirigente-encargado-de-la-ctv-sera-imputado-arbitrariamente-3feb/>

<https://lapatilla.com/2026/02/14/excarcelaron-en-zona-7-a-jose-elias-torres-secretario-general-de-la-ctv-video/>

[33]. <https://efectocriyono.com/la-humanidad/detienen-a-dirigente-sindical-en-bolivar-y-al-esposo-de-presidenta-del-colegio-de-enfermeria-de-esta-region/>

[34]. <https://talcualdigital.com/la-represalia-politica-de-nuevo-en-pdvs-a-al-menos-100-trabajadores-obligados-a-renunciar/>

<https://www.reuters.com/world/americas/dozens-forced-quit-venezuelas-pdvs-over-political-views-workers-say-2024-08-21/>

[35]. <https://www.eltiempo.com/mundo/venezuela/de-petroleros-a-conspiradores-120-trabajadores-de-pdvs-continuan-tras-las-rejas-en-venezuela-enfrentando-abusos-y-tratos-degradantes-3527606>

[36]. <https://laboursolidarity.org/n/2711/nota-del-comite-nacional-de-conflicto-de-los-trabajadores-en-lucha>

[37]. En aout 2018, l'exécutif national a présenté le "Programme de relance économique, de croissance et de prospérité", prévoyant une reconversion monétaire et une augmentation du salaire minimum à 1.800 bolivars. En conséquence directe, le "Mémoire 2792" a été publié le 11 octobre 2018. Ce document abrogeait les conventions collectives du secteur public signées avant cette date, fixait le salaire minimum comme base des grilles salariales et établissait une grille unique. Il autorisait l'administration publique à réviser les grilles salariales convenues dans les conventions collectives précédentes, partant du principe que le nouveau salaire minimum garantissait déjà la progressivité des revenus. Depuis lors, le gouvernement a signé des conventions collectives pour certaines parties du secteur public, tels que la santé, l'éducation et l'industrie pétrolière, mais sans consulter les travailleurs et lors de réunions à huis clos avec des syndicats proches du pouvoir.

Le conflit s'est intensifié en mars 2022. Suite à la publication au *Journal officiel* d'une nouvelle augmentation du salaire minimum, l'Office national de budget (Onapre) a approuvé la directive intitulée "Procédure d'ajustement du système de rémunération de l'administration publique, des conventions collectives, des tableaux spéciaux et des entreprises stratégiques". Ce règlement a modifié la structure des grilles salariales du secteur public, entraînant une uniformisation des salaires et la suppression des avantages socioéconomiques acquis.

Outre son contenu, la légalité de cette directive est contestable. L'Onapre n'est pas habilité à statuer sur des questions telles que la rémunération des fonctionnaires; cette compétence relève des services du personnel et des ressources humaines des différentes administrations.

[38]. <https://provea.org/actualidad/comite-nacional-de-conflicto-de-los-trabajadores-maduro-profundiza-su-politica-de-destruccion-del-salario/>

[39]. <https://contrapunto.com/economia/trabajadores/sindicatos-y-centrales-sindicales-presentaran-quejas-ante-la-oit-y-ya-preparan-agenda-de-movilizaciones-para-2026/>

[40]. Voir Documents :

<https://rocml.org/venezuela-trompe-oeuil-realite-assemblee-constituante-ouvriere/>

[41]. <https://www.swissinfo.ch/spa/ong-venezolana-denuncia-agresiones-a-madres-de-presos-politicos-a-las-puertas-del-supremo/89793689>

[42]. <https://alnavio.es/denuncian-que-colectivos-tomaron-fotografias-de-familiares-de-presos-politicos-en-vigilia-en-el-helicoide/>

[43]. Helicoïde.

Un complexe architectural de 60.000 mètres carrés, situé dans le centre-sud de Caracas. Il avait été conçu pour être le centre commercial le plus grand et le plus moderne d'Amérique latine, construit sur une colline rocheuse, avec sept niveaux en spirale que l'on pouvait parcourir en voiture. L'idée était que, grâce à son agencement unique, les visiteurs puissent se garer directement devant leur magasin préféré, parmi les plus de 300 commerces prévus pour le complexe. Bien que sa construction ait débuté en 1956, les travaux ont dû se prolonger jusqu'en 1961, année où la construction du bâtiment a finalement été interrompue en raison de la faillite de l'entreprise de construction. En 1975, l'Helicoïde est passé aux mains de l'État, qui a repris le projet. Peu après, les services de renseignement vénézuéliens l'ont loué pour utiliser les deux niveaux inférieurs, où se trouvent désormais des cellules de prisonniers.

[44]. https://www.ejercito.mil.ve/descargar_pdf/leyes-y-Reglamentos/LEY-DEL-COMANDO-PARA-LA-DEFENSA-INTEGRAL-DE-LA-NACION

[45]. https://www.eldebate.com/internacional/20251112/maduro-crea-comandos-defensa-estar-preparados-caso-lucha-armada_354141.html

<https://mazo4f.com/presidente-maduro-ordena-afinar-plan-de-combate-a-cuerpo-de-milicianos-de-la-clase-obrera>

[46]. <https://mazo4f.com/presidente-maduro-ordena-afinar-plan-de-combate-a-cuerpo-de-milicianos-de-la-clase-obrera>

[47]. <https://ultimasnoticias.com.ve/politica/maduro-no-soy-un-magnate-yo-soy-un-presidente-pueblo-y-obrero/>

[48]. <https://docs.venezuela.justia.com/federales/leyes-organicas/ley-organica-de-las-fuerzas-armadas-nacionales.pdf>

[49]. Gaceta oficial No 38158, 4 avril 2005 (Decreto No 3560).

<https://virtual.urbe.edu/gacetas/38158.pdf>

[50]. Gaceta oficial No 38617, 1er février 2007.

https://vendata.org/gacetas/2007/02/38617_01-02-2007.pdf

[51]. Ley Orgánica de la Fuerza Armada Nacional Bolivariana

Gaceta oficial No 5891, 31 juillet 2008 (Decreto-Ley 6239)

https://vendata.org/gacetas/2008/07/5891_31-07-2008.pdf

[52]. Gaceta oficial No 39156, 13 avril 2009 (Resolución No 009768, 11 avril 2009)

<https://virtual.urbe.edu/gacetas/39156.pdf>

[53]. Gaceta oficial No 6009, 17 décembre 2010

https://vendata.org/gacetas/2010/12/6009_17-12-2010.pdf

[54]. Décret ayant rang, valeur et force de loi organique portant réforme de la loi organique sur les forces armées nationales boliviennes

https://vendata.org/gacetas/2011/03/6020_21-03-2011.pdf

https://pandectasdigital.blogspot.com/2017/09/gaceta-oficial-de-la-republica_922.html

<https://www.eluniversal.com.co/mundo/2011/03/22/chavez-reforma-por-decreto-ley-de-las-fuerzas-armadas/>

[55]. Loi organique de la Force armée nationale bolivarienne

Gaceta oficial 6156, 19 novembre 2014 (décret n° 1.439)

https://vendata.org/gacetas/2014/11/6156_19-11-2014.pdf

<https://pandectasdigital.blogspot.com/2016/07/ley-organica-de-la-fuerza-armada.html>

[56]. Consejo de Derechos Humanos (período de sesiones 14 de septiembre a 2 de octubre de 2020), Conclusiones detalladas de la Misión internacional independiente de determinación de los hechos sobre la República Bolivariana de Venezuela, p. 71.

https://www.obchcr.org/sites/default/files/Documents/HRBodies/HRCouncil/FFMV/A_HRC_45_CRP.11_SP.pdf

- [57]. <https://www.larazon.es/internacional/maduro-arma-a-la-poblacion-para-combatir-la-violencia-BF14339329/>
- [58]. <https://insightcrime.org/es/noticias/noticias-del-dia/gobierno-venezuela-propone-armar-civiles-combatir-crimen/>
<https://www.elnuevoherald.com/noticias/america-latina/venezuela-es/article127132189.html>
- [59]. <https://elpolitico.com/fusil-al-hombro-las-milicias-armadas-bolivarianas-se-ubican-en-las-escuelas/>
- [60]. <https://www.elimpulso.com/2019/12/26/maduro-entrego-fusiles-y-dio-mas-poder-a-la-milicia-en-2019/>
- [61]. <https://www.ciudadvalencia.com.ve/maduro-denuncia-plan-de-sabotaje-a-empresas-estrategicas-del-pais/>
 19/10/2019.
<https://talcualdigital.com/maduro-practicamente-todos-los-partidos-de-oposicion-iran-a-elecciones-parlamentarias/>
- [62]. La Corporation nationale d'électricité (Corpoelec) est une entreprise publique qui exploite la quasi-totalité du réseau électrique. Elle gère de grandes centrales hydroélectriques et thermoélectriques, ainsi que les réseaux de transport et de distribution, et assure également la facturation et le service à la clientèle.
- [63]. <https://www.eluniversal.com/politica/56666/maduro-ordeno-entrega-de-13-mil-fusiles-en-guayana>
 1/12/2019.
- [64]. <https://www.vozdeamerica.com/a/cuerpos-combatientes-milicia-nacional-bolivariana-venezuela-maduro-gonzalez-urrutia-oposicion-juramentacion-presidencial-armas-fusiles-/7931027.html>
- [65]. <https://talcualdigital.com/maduro-practicamente-todos-los-partidos-de-oposicion-iran-a-elecciones-parlamentarias/>
- [66]. <https://talcualdigital.com/maduro-practicamente-todos-los-partidos-de-oposicion-iran-a-elecciones-parlamentarias/>
<https://efectocuyo.com/politica/maduro-ordena-despliegue-de-45-millones-de-milicianos-tras-anuncio-de-recompensa-de-eunu/>
- [67]. <https://www.asambleanacional.gob.ve/storage/documentos/leyes/ley-constitucional-de-la-fuerza-armada-nacional-bolivariana-20211019170208.pdf>
<https://efectocuyo.com/politica/ley-constitucional-es-un-disparo-al-corazon-de-la-fanb-segun-comision-de-defensa-de-la-an/>
- [68]. <https://www.ejercito.mil.ve/base-legal/>
- [69]. Gaceta Oficial N° 6.990, 19 février 2026
<https://pandectasdigital.blogspot.com/2026/02/ley-de-ammistia-para-la-convivencia.html>
- [70]. <https://www.connectas.org/preso-y-en-desaparicion-forzada/>
- [71]. <https://www.bbc.com/mundo/articles/c17xde0lqrqo>
- [72]. <https://www.connectas.org/detencion-lideres-izquierda-chavismo/>
- [73]. <https://www.asambleanacional.gob.ve/noticias/diputado-jorge-rodriguez-el-fascismo-debe-ser-extirpado-de-cualquier-sociedad>
<https://www.globorvision.com/nacional/43054/jorge-rodriguez-aqui-no-nos-sirven-los-tibios-en-referencia-a-los-que-se-solidarizan-con>
<https://www.instagram.com/reel/DNRRMxuPeZ/>
- [74]. <https://www.nytimes.com/es/2026/01/24/espanol/america-latina/venezuela-ninos-bombas-agua-represion.html>
- [75]. <https://ancommunistes.fr/spip.php?article8776>
- [76]. <https://ancommunistes.fr/spip.php?article9265>
- [77]. <https://urcommuniste.fr/2026/02/01/face-empire-delcy-rodriguez-avec-les-travailleurs-du-venezuela/>
 C'est la reproduction d'un texte publié sur le site "venezuelainfos" :
<https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/27/face-a-lempire-la-presidente-delcy-rodriguez-coude-a-coude-avec-les-travailleurs-du-venezuela/>
- [78]. <https://histoireetsociete.com/enfin-une-position-politiquement-responsable-venant-du-venezuela-celle-de-thierry-deronne/>
 Cette interprétation est accompagnée de la reproduction d'un texte publié sur le site "venezuelainfos" intitulé :
 "La révolution vénézuélienne est toujours debout: démystifier l'opération psychologique de Trump".
<https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/01/06/la-revolution-venezuelienne-est-toujours-debout-demystifier-loperation-psychologique-de-trump/>
 C'est la traduction d'un texte intitulé :
 "La revolución venezolana sigue en pie : desmontando la operación psicológica de Trump".
<https://peoplesdispatch.org/2026/01/06/la-revolucion-venezolana-sigue-en-pie-desmontando-la-operacion-psicologica-de-trump/>
- [79]. <https://www.instagram.com/p/DTHIbbkjPSf/>
<https://www.reuters.com/world/americas/venezuela-acting-president-seeks-us-govt-collaboration-2026-01-05/>
- [80]. <https://www.pbs.org/news/our/politics/read-trumps-full-2026-state-of-the-union-address>
- [81]. <https://en.cibercuba.com/noticias/2026-02-27-u1-e129488-s27061-nid321812-delcy-rodriguez-refiere-publico-trump-socio-amigo-le>
- [82]. <https://venezuelainfos.wordpress.com/2025/06/17/au-venezuela-rennaissance-et-victoire-du-parti-communiste/>
- [83]. <https://venezuelainfos.wordpress.com/2025/06/17/au-venezuela-rennaissance-et-victoire-du-parti-communiste/>
- [84]. <https://wapnews.org/?p=9706>
- [85]. <https://www.pcf.fr/article-venezuela-ingerence>
- [86]. https://www.pcf.fr/venezuela_dans_ligne_de_mire_empire
- [87]. <https://solidarite-internationale-pcf.org/2026/01/ni-tutelle-imperialiste-ni-continuite-autoritaire-pour-une-sortie-populaire-democratique-et-souveraine-de-la-crise.html>
- [88]. <https://www.instagram.com/p/DOvDAT2jNmy/>
<https://wapnews.org/?p=8736>
- [89]. <https://levenissian.fr/Venezuela-l-heure-du-peuple>
- [90]. <https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2026/07/Venezuela-la-revolution-trabie.pdf>

Les numéros précédents :



N° 33 - 2e semestre 2025

Sommaire

Le mouvement ouvrier et son contexte
Quelques constats, quelques réflexions

Les travailleurs face à l'État et face à la société

La situation actuelle du système mondial
capitaliste impérialiste
Puissances impérialistes dominantes,
"Sud global" et lutte pour le socialisme

Rivalités interimpérialistes au Moyen-Orient
et leurs conséquences sur la vie des peuples

La social-démocratie
face au national-socialisme allemand
et à l'austrofascisme



N° 32 - 2e semestre 2024

Sommaire

Éditorial : Dissolution de l'Assemblée nationale
La situation avant, pendant, après

Le Peuple ou la classe - il faut choisir

Pour réaliser l'unité de la classe ouvrière
il faut combattre le capitalisme
sur le plan idéologique et politique

Élections européennes : comprendre l'hypocrisie
de la rhétorique d'extrême droite

Sous le système mondial du capitalisme
impérialiste il ne peut y avoir la paix,
seulement des accalmies
passagères et localisées

La Russie, pays capitaliste impérialiste

Quelques groupes monopolistes russes

La Russie capitaliste impérialiste -
Aspects théoriques / idéologiques

Sur notre site:

<https://rocml.org/home/analyses-histoire/>

<https://rocml.org/home/theorie-ml/>

Les numéros précédents :



N° 31 - 2e semestre 2023

Sommaire

Le mouvement contre la réforme de la retraite de 2023

Du "syndicalisme rassemblé"
au jumelage de "fin du monde et fin de mois"

La question de la "recomposition syndicale"
dans le document d'orientation
du 53e Congrès de la CGT

La guerre en Ukraine et les communistes -
L'influence du révisionnisme et du nationalisme
sur le mouvement communiste,
le cas de la Russie

La Chine, promoteur
du multilatéralisme impérialiste

La Chine impérialiste,
ennemi des populations opprimées du monde



N° 30 - 2e semestre 2022

Sommaire

La construction d'un parti communiste
marxiste-léniniste ne peut pas résulter
d'une activité spontanéiste

Nous sommes opposés à l'émigration forcée,
nous ne sommes pas hostiles
aux travailleurs immigrés

La signification politique de l'écologie
dans la restructuration de l'impérialisme mondial

Kanaky - Nouvelle Calédonie :
une colonie en lutte pour son indépendance,
contre l'occupation française

Chili : De la dictature militaire
à la "démocratie" comme jeu de société

Sur notre site:

<https://rocml.org/home/dossiers/dossier-palestine/>

<https://rocml.org/home/dossiers/dossier-impérialisme/>

L'ensemble des numéros de *La Voix des Communistes*
à lire sur notre site :
<http://rocml.org/vdc-2/>

Dans la rubrique Dossiers :
<http://rocml.org/dossiers/>

Dossier sur la lutte du peuple palestinien
<https://rocml.org/home/dossiers/dossier-palestine/>



Ce dossier présente une série de textes du ROCML (et autres) concernant la lutte du peuple palestinien contre l'occupation sioniste et la domination de l'impérialisme dans la région."

Dossier Impérialisme
<https://rocml.org/home/dossiers/dossier-imperialisme/>



Des analyses portant à la fois sur :

- l'impérialisme comme caractéristique intégrante du système capitaliste mondiale
- la domination subie par un grand nombre de pays nonobstant leur indépendance nationale formelle

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes
roc.ml@laposte.net
<https://rocml.org/>